

Éléments pour une vision **PATRIMOINE** 2020

- 2014 -

Ministère de la Culture |, rue Ghandi, Rabat, Maroc
www.minculture.gov.ma.

Éléments pour une vision **PATRIMOINE** **2020**

- 2014 -

Ministère de la Culture I, rue Ghandi, Rabat, Maroc
www.minculture.gov.ma.

Sommaire

ÉLÉMENTS POUR UNE VISION PATRIMOINE 2020	6
PREAMBULE	9
INTRODUCTION : CONTEXTE ET METHODOLOGIE	11
LE PATRIMOINE CULTUREL : ETAT DES LIEUX ET ENJEUX	15
LE PATRIMOINE CULTUREL : ETAT DES LIEUX ET ENJEUX	15
LE PATRIMOINE CULTUREL MATÉRIEL	15
Sites archéologiques terrestres et subaquatiques et l'art rupestre	15
Médinas et centres historiques	18
Ksour et kasbahs	20
Sites et monuments religieux	21
Patrimoine monumental	22
Patrimoine industriel	23
Patrimoine culturel mobilier	24
Patrimoine documentaire	25
PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL	26
Littérature orale	26
Savoir-faire lié à l'artisanat	27
Art culinaire	27
Procédés traditionnels d'exploitation des produits de terroir	27
Médecine traditionnelle	28

Arts lyriques et chorégraphiques	28
Récitation du Coran selon la méthode marocaine (at-tajwid bi qira'at Warch)	29
Chants religieux	29
Jeux traditionnels	29
Fantasia de chevaux et de camelins	29
Processions confrériques et carnavals profanes	30
Moussems et festivals patrimoniaux	31
LE MAROC ET LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX	33
LES ACTEURS DU PATRIMOINE	34
LA VISION PATRIMOINE 2020	39
LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES	44
LES CHANTIERS DU PATRIMOINE	56
NOMENCLATURE DES PROJETS ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR RÉGION	60
I- Patrimoine matériel	61
II- Patrimoine immatériel	71
III- Textes législatifs et réglementaires	73
CONCLUSION	141

Ce document « Éléments pour une vision patrimoine 2020 » a été réalisé en 2013-2014, à la demande du Ministre de la Culture, par un groupe d'experts composé de :

- M. Mohammed Lotfi M'rini, secrétaire général du ministère
- M. Abdallah Alaoui, directeur du Patrimoine Culturel
- M. Omar Akerraz, directeur de l'INSAP
- M. Ahmed Skounti, professeur à l'INSAP et expert auprès de l'UNESCO

Avec le concours des cadres et des spécialistes du patrimoine des différentes structures du ministère, sur la base d'une série d'études et de concertations menée depuis 2008.

Visite de S. M. le Roi Mohammed VI,
aux sites historiques restaurés dans
le cadre du programme
de réhabilitation des monuments
de l'ancienne médina de Fès.



Dans le monde d'aujourd'hui, le patrimoine culturel constitue un enjeu de taille. La sauvegarde des sites archéologiques, des centres historiques urbains, des monuments historiques, des architectures rurales, des objets, des savoirs et savoir-faire immatériels et la préservation de l'environnement par l'institution de parcs naturels et d'aires protégées, ne peuvent plus être considérées comme un luxe propre aux nostalgiques. Des instruments normatifs internationaux ont été mis en œuvre par l'UNESCO pour protéger les patrimoines de l'humanité, notamment la Convention pour interdire et empêcher le transfert et la propriété illicites de biens culturels (1970), la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (1972), la Convention pour la protection du patrimoine subaquatique (2001), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005).

Le Maroc, qui a adhéré à l'ensemble de ces conventions internationales, a tout intérêt à prendre en charge l'ensemble de ses héritages. En agissant de la sorte, il fait le choix conscient de mettre en valeur un gisement dormant. Le mérite de cette politique est double : contribuer au développement du pays et fortifier son identité culturelle.

Le patrimoine culturel marocain comprend tout ce dont les Marocains ont hérité et qu'ils ont produit tout au long de leur histoire et préservé jusqu'à aujourd'hui. Qu'il s'agisse de sites archéologiques, de médinas, de monuments historiques,

d'ensembles architecturaux anciens ou plus récents, d'objets archéologiques ou ethnographiques, de traditions et d'expressions orales et artistiques, de savoirs et de savoir-faire, ils témoignent des différentes phases de l'histoire de la culture marocaine, depuis la préhistoire jusqu'aux temps modernes.

Le patrimoine culturel du Maroc est donc à la fois riche, divers, enraciné et vivant. Qu'il soit matériel ou immatériel, il est aujourd'hui confronté à divers écueils qui en fragilisent la transmission. La prise de conscience récente dans la société et les compétences dont on dispose aujourd'hui permettent d'en assurer la transmission aux générations futures.

La préservation du patrimoine national culturel est aujourd'hui plus qu'une nécessité, une urgence. Elle requiert une plus grande implication des acteurs publics et privés. Il s'agit à la fois de protéger les acquis et d'identifier davantage de sites culturels, d'éléments de la culture immatérielle qui demandent à être sauvegardés. Le cadre en serait une vision d'ensemble déclinée sur le court et le moyen termes en programmes et projets auxquels un financement est identifié dans le cadre de partenariats.

C'est dans ce sens que le Ministère de la Culture voudrait initier un chantier ambitieux : la Vision Patrimoine 2020. Sur la base d'une identification exhaustive des difficultés qui entravent la protection et la valorisation du patrimoine culturel national, cette vision entend définir des objectifs clairs à atteindre, mobiliser les ressources nécessaires pour y parvenir et dresser un échéancier réaliste avec comme point de mire l'année 2020.

INTRODUCTION : CONTEXTE ET METHODOLOGIE

Parent pauvre des politiques publiques tant gouvernementales que régionales, le patrimoine culturel est généralement perçu, dans les pays en développement, comme un aspect secondaire du développement comparé à l'économie, la santé ou l'éducation considérés comme des secteurs prioritaires. Pourtant, le patrimoine culturel est en mesure de jouer un rôle primordial et décisif en tant que vecteur de développement économique d'un pays.

Le patrimoine culturel national, exceptionnellement riche et diversifié, est menacé à cause de facteurs naturels (érosion, désertification, intempéries, changement climatique, etc.) et de facteurs anthropiques (abandon, urbanisation, pollution, dégradation, vandalisme, trafic illicite, etc.). La rupture de la chaîne de transmission a aggravé la déperdition des traditions orales, des savoirs et des savoir-faire et compromet de manière inquiétante le droit des générations actuelles et futures à en profiter. Les traces de ce patrimoine identifiées de longue date et protégées par les pouvoirs publics et quelques actions privées louables sont insuffisamment mises en valeur au regard du potentiel que recèle le patrimoine national.

Les potentialités des industries créatives que le patrimoine culturel est en mesure d'offrir sont également inexploitées ou le sont très peu. La volonté du ministère est d'œuvrer pour que l'on puisse tirer un meilleur profit de ce gisement d'industries qui couvrent la création, la production et la commercialisation de contenus créatifs qu'ils soient de nature matérielle ou immatérielle. Ainsi, l'animation culturelle à induire dans les monuments historiques et les sites archéologiques, via la délégation de service qui s'inscrit dans le cadre

du partenariat public-privé prôné par le Royaume contribuera à faire valoir entre autres la dimension patrimoniale des arts du spectacle (chant, musique, chorégraphie...) et à promouvoir les sites du patrimoine et à y assurer des activités à très forte valeur ajoutée. En outre, le Ministère de la Culture veillera à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel des communautés en encourageant les créations liées à des savoir-faire en voie de disparition ou liées à des trésors humains vivants.

A ce titre, la mise en place d'une stratégie nationale de préservation, de mise en valeur et de promotion du patrimoine culturel est à la fois nécessaire et essentielle. Elle permet de fédérer l'ensemble des acteurs intervenant sur le patrimoine autour d'une Vision commune et d'un plan d'actions prioritaires à mettre en œuvre dans un horizon temporel défini (2014-2020). Il s'agira d'une première stratégie nationale formalisée en la matière au Maroc qui pourra ainsi jouer un rôle structurant pour le secteur et impulser une dynamique de progrès durable à l'échelle du pays, en parfaite synergie avec le développement économique et social du Royaume.

Le positionnement du patrimoine culturel comme vecteur de développement est possible dans le cadre d'une stratégie nationale déterminant les priorités et les objectifs intersectoriels en la matière et précisant les rôles de chaque partenaire pour la réussite de la mise en œuvre de cet effort collectif. Des actions de préservation, de valorisation et de promotion du patrimoine culturel national s'avèrent donc nécessaires pour faire face aux multiples menaces qui pèsent sur celui-ci et tirer parti de son potentiel créateur d'emplois et de richesse.

La préservation, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel ne peuvent se traduire dans les faits que si les élus, les autorités, les citoyens et les opérateurs économiques prennent réellement conscience de la valeur socio-économique de ce patrimoine. Leur permettre d'appréhender de manière précise la réalité de l'héritage national, de susciter leur intérêt pour l'économie du patrimoine et d'accompagner les populations dans la mise en œuvre d'activités liées au patrimoine et génératrices de richesses est à ce titre nécessaire.

L'objectif général de l'élaboration de la stratégie nationale Patrimoine 2020 pour la préservation, la mise en valeur et la promotion du patrimoine culturel est de tirer parti du gisement de richesses du patrimoine culturel, en renforçant sa place dans les politiques et les stratégies de développement économique et social.

La stratégie nationale Patrimoine 2020 est le résultat d'une série d'études et de concertations menées dans le cadre du Programme Conjoint de Coopération intitulé « Le patrimoine culturel et les industries créatives vecteurs du développement au Maroc (2008-2012) » mis en place par le gouvernement et les agences du système des Nations-Unies et complété par des activités initiées par le Ministère de la Culture (2012-2014) ou organisées sous l'égide de l'ONU.

On citera en particulier :

- Le séminaire de dialogue interinstitutionnel tenu en février 2010, durant lequel, les participants ont identifié les actions prioritaires à mettre en œuvre dans le cadre de ladite stratégie nationale ;
- L'atelier de concertation, tenu en mai 2010 au cours duquel les participants ont été invités à valider les actions prioritaires définies précédemment ;

- La réunion de consultation intersectorielle, tenue en décembre 2010, qui a abouti à la validation des principales composantes de la stratégie nationale ;
- les réunions de travail tenues en 2012 avec les conservateurs et les inspecteurs des monuments historiques et des sites en vue d'affiner le document élaboré ;
- La réunion tenue avec les experts de l'UNESCO en 2013 autour du patrimoine du 20^{ème} siècle ;
- Le séminaire international organisé en octobre 2014 avec les conservateurs et les gestionnaires des sites classés patrimoine mondial en Afrique ;
- La journée d'études organisée en novembre 2014 sur l'art rupestre ;
- Les différentes rencontres internationales organisées en 2013 et 2014 en partenariat avec l'UNESCO sur le thème « Culture et développement » dans le cadre de l'agenda de développement post-2015.

Le présent document prend donc appui sur le cadrage national ainsi que sur les expériences et les recommandations émanant de tout ce processus de concertation et d'action. Il intègre les principes du développement basé sur la Culture promus dans le cadre de l'Agenda de Développement post-2015 du système des Nations Unies.

Ce document est structuré en deux parties :

- La première dresse un état des lieux et une synthèse de la situation du patrimoine culturel au Maroc ;
- La deuxième détaille deux objectifs stratégiques majeurs pour la préservation, la mise en valeur et la promotion du patrimoine culturel, déclinés en plan d'actions prioritaires et en une série de grands projets qui concernent les patrimoines matériel et vivant, ainsi que leur encadrement juridique.

LE PATRIMOINE CULTUREL : ETAT DES LIEUX ET ENJEUX

INTRODUCTION

La richesse et de la diversité du patrimoine culturel au Maroc sont à la mesure de la longévité de son histoire et de la profondeur de sa culture. Aussi, cette première partie s'assigne pour objectif d'en rappeler les principaux éléments constitutifs : le patrimoine culturel matériel et le patrimoine culturel immatériel. Elle soulignera également la variété des acteurs directement ou indirectement impliqués dans l'un ou l'autre aspect du patrimoine culturel.

LE PATRIMOINE CULTUREL MATÉRIEL

Le patrimoine culturel matériel est exceptionnel, que ce soit au niveau de son enracinement, de sa diversité ou de sa richesse. Ces atouts lui permettent d'offrir un large éventail d'opportunités (études et recherche sur les sites, valorisation des espaces et des territoires, tourisme culturel, etc.).

◆ Sites archéologiques terrestres et subaquatiques et l'art rupestre

Les sites archéologiques représentent des vestiges et des témoignages importants de l'occupation humaine à travers les époques préhistorique, antique et islamique, et permettent de retracer, par des fouilles et des études de

laboratoire, le développement de l'histoire de l'Homme. Au Maroc, la première mission de fouille archéologique a été entreprise en 1915 à Volubilis, inscrit sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO en 1997. Sur plus d'un siècle, des dizaines de sites, toutes époques confondues, ont été exhumés ou identifiés. Au cours des 20 dernières années, les différentes régions du pays ont connu une intensification des investigations et des opérations de fouilles. Ainsi, il a été recensé à ce jour près de 800 sites archéologiques et d'art rupestre. Ce patrimoine remonte à environ un million d'années, comme l'attestent les sites de la région de Casablanca, et se perpétue jusqu'à l'époque actuelle. Il est réparti sur l'ensemble du territoire et couvre toutes les phases de l'histoire du pays, le Maroc ayant connu, à travers le temps, différents peuplements aux côtés des autochtones Amazighes : Phéniciens, Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins, Arabes et Européens. Parmi les nombreux sites archéologiques du pays figurent :

- des sites préhistoriques : Carrières Thomas, Sidi Abderrahmane, Grotte de Taforalt, Rouazi Skhirat, Grottes de Dar Soltane, Jebel Irhoud, Nécropole de Foug Larjam, sites rupestres du Haut-Atlas et des zones présahariennes et sahariennes, entre autres ;
- des sites antiques : Tamuda, Cotta, Dchar Jdid, Zilil,

Kouass, Lixus, Rirha, Banasa, Thamusida, Volubilis, Sala (Chellah), Mogador,...

- des sites islamiques : Sijilmassa, Ksar Sghir, Belyounech, Al Basra, Mahdiya, Aghmat, Marrakech, Chichaoua, Tinmel, Tamdoult, Noul Lamta, Al Mazamma, Fazzaz, Amergou, Kasbat Nesrani, Hajar En-Nasr, Demna, Saddina....

L'art rupestre désigne, quant à lui, l'ensemble des œuvres d'art au sens large, réalisées par l'Homme sur des dalles ou des parois rocheuses, le plus souvent en plein air, mais aussi dans des grottes et des abris. Cette forme d'art occupe une part majeure dans les cultures préhistoriques. Le Maroc, considéré comme l'un des pays les plus riches en gravures rupestres, compte plus de 300 sites situés essentiellement dans la vallée du Draa, le Haut Atlas et les régions sahariennes. Le site de Laghchiwat à Smara, daterait de 8000 ans et contiendrait plus de 4000 gravures sur roches, des concentrations de matériel lithique, des tessons d'œufs d'autruche et de céramique ainsi que des tumuli protohistoriques. Certaines peintures rupestres des abris d'Ifran-n-Taska dans le djebel Bani oriental, province de Zagora, dateraient de plus de 7000 ans.



D'une manière générale, les sites archéologiques et d'art rupestre sont confrontés à des facteurs naturels qui entraînent la dégradation, parfois la disparition. Ils sont également la proie d'un tourisme parfois peu respectueux du patrimoine et d'un trafic illicite transnational de biens culturels. Les objets les plus fréquemment pillés sont les restes paléontologiques, de dinosaures par exemple, les dalles d'art rupestre de dimensions modestes, le matériel lithique, les amphores et autres objets immergés et les stèles funéraires ou encore les portes, les tissages, les ustensiles et les manuscrits.

Ces sites souffrent notamment de la faiblesse ou de l'inexistence des mesures de sauvegarde et de protection légale et effective. Ils ne sont pas dûment identifiés comme un patrimoine pouvant participer au développement local et, à ce titre, mis à niveau et intégrés aux circuits du tourisme culturel. Ils souffrent également d'un manque de sensibilisation des autorités, des élus et des populations locales aux valeurs qu'ils incarnent. Ils manquent, enfin, de mesures de communication et de promotion : absence de publications, de brochures et autre matériel de vulgarisation comme les cartes postales, les produits dérivés et les reproductions qui soient disponibles sur place, etc.).

Par ailleurs, les façades maritimes du Maroc, longues de 3500 km, recèlent un patrimoine archéologique subaquatique difficile à évaluer mais sans doute aussi

riche que l'histoire de la navigation le long des côtes méditerranéennes et atlantiques du pays. Sans parler du patrimoine mobilier potentiel pouvant exister au fond des fleuves pérennes tels que l'Oum Rabiâ, le Sebou, le Bouregreg, etc. En 2011, le Maroc a ratifié la Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique adoptée en 2001. Tout cela nécessite la conception et la mise en œuvre d'une politique de préservation du patrimoine subaquatique en collaboration avec les intervenants nationaux et les partenaires internationaux.

Véritable reflet des origines historico-culturelles du Royaume, les sites archéologiques terrestres ou subaquatiques et d'art rupestre sont inestimables et irremplaçables. Or, ils se dégradent à vue d'œil aujourd'hui et risquent de disparaître si des mesures de protection, de conservation et de gestion ne sont pas mises en place rapidement. Les facteurs naturels et anthropiques tels que les intempéries, la sécheresse, la destruction, le pillage, le statut foncier, les interventions inappropriées, l'enclavement et la faiblesse des moyens financiers et humains dédiés à leur sauvegarde et à leur entretien sont autant de défis face à leur valorisation. Un programme d'urgence est donc nécessaire pour que les générations actuelles et futures puissent pleinement tirer profit de cet héritage précieux.

◆ Médinas et centres historiques

La médina se caractérise par ses remparts qui la protégeaient autrefois et l'embellissent aujourd'hui. Du point de vue de l'analyse économique, elle se compose de trois sous-ensembles emboîtés : les monuments, le tissu ancien et le paysage urbain historique. Elle a ainsi une valeur patrimoniale globale. C'est l'ensemble du tissu ancien, ceint de son rempart et émaillé de monuments à haute valeur architecturale et esthétique, qui donne un cachet spécifique à la médina. L'agencement et la disposition des espaces résidentiels, commerciaux et d'activités artisanales, la vie de quartier et les valeurs de voisinage, de proximité et de solidarité ajoutent une dimension sociale et culturelle à cet ensemble historique désormais inscrit dans une agglomération plus large.

Le Maroc compte 31 médinas dont sept sont inscrites sur la Liste du Patrimoine Mondial de l'UNESCO : Médina de Fès (1981), Médina de Marrakech (1985), Ville historique de Meknès (1996), Médina de Tétouan (ancienne Tittawin) (1997), Médina d'Essaouira (ancienne Mogador) (2001), la Ville portugaise de Mazagan - El Jadida (2004) et Rabat, ville historique et capitale moderne un patrimoine en partage (2012), y compris sa médina.

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2004, les médinas marocaines concentrent 2,5 % de la population, soit l'équivalent de 740 000

habitants qui représentent pour la plupart des poches de pauvreté au sein d'agglomérations de différentes tailles. Plus généralement, la médina est devenue un lieu de marginalisation et d'exclusion en raison d'une paupérisation croissante de ses occupants des décennies durant : abandon par les grandes familles d'un cadre de vie jugé vétuste et archaïque ; densification et dégradation progressive du bâti ; dégradation des espaces et des équipements publics ; rupture de la transmission d'un savoir-gérer séculaire en raison d'un changement démographique accéléré et profond, entre autres. Depuis la fin des années 1990, certaines médinas ont connu un certain regain d'intérêt renforcé par la séduction qu'exercent les premières restaurations de riads, transformés en maisons d'hôtes ou en restaurants, rarement en espaces culturels. Des dérives spéculatives sont à craindre, engendrant la dénaturation des espaces patrimoniaux et la baisse de la fonction résidentielle au profit du commerce et du tourisme.



Les médinas sont un aspect important du patrimoine culturel national. L'intervention publique gagnerait à prendre en compte deux variables clefs : le culturel et l'économique. La réhabilitation du tissu historique doit impérativement intégrer la dimension humaine en assurant un équilibre entre valeurs économiques et valeurs culturelles. Ceci devrait se traduire par une articulation de l'intervention sur le bâti ordinaire – occupé par des propriétaires et des locataires majoritairement pauvres – avec une remise à niveau de l'infrastructure de base et la répartition des budgets sur des investissements moteurs, capables d'entraîner un effet multiplicateur.

◆ Ksour et kasbahs

Les habitants de plusieurs régions du Maroc, en particulier les régions de l'Atlas et les vallées présahariennes, pratiquent depuis longtemps l'art de construire, selon des techniques ancestrales, un type d'habitat original et millénaire : les ksour et les kasbahs. Les ksour sont des villages communautaires entourés ou non d'enceintes, organisés autour d'une rue centrale et comportant une ou plusieurs kasbahs. Les kasbahs désignent des demeures seigneuriales fortifiées élevées à des endroits stratégiques à l'intérieur ou en bordure des ksour.

Les kasbahs et les ksour sont d'une valeur architecturale, culturelle et esthétique reconnue. Ayant joué un rôle fondamental durant des siècles, ce patrimoine bâti, construit en terre et/ou en pierre, porte en lui l'expression d'un savoir-faire millénaire et d'une adaptation en symbiose avec l'environnement naturel, les conditions climatiques du milieu et les caractéristiques socio-économiques de la population concernée. Au Sud de l'Atlas, ce patrimoine apporte un témoignage sur l'histoire de la région et représente un aspect de l'art amazighe. Ces habitations aux architectures si typiques traduisent l'intelligence de l'adaptation de l'homme à son milieu ainsi que l'esprit de solidarité qui régnait au sein des communautés. Ce sont toutes ces valeurs qui ont valu à cette architecture d'être reconnue par l'UNESCO à travers l'inscription du ksar d'Aït Ben Haddou, situé à proximité de Ouarzazate, sur la Liste du Patrimoine Mondial.

Dans la Région de Souss-Massa-Draa, plus de 86 ksour et 300 kasbahs ont été inventoriés. Près de 200 kasbahs sont dans un état de délabrement avancé. Les facteurs qui contribuent à la dégradation des kasbahs et ksour sont nombreux : mutations socio-économiques des communautés montagnardes et oasiennes, désaffection de ce mode d'habitat, attrait de l'habitat moderne, manque d'entretien ; abandon ; sous-estimation des valeurs de l'architecture de terre ; absence d'incitations

publiques pour l'entretien et la restauration ; dispositions antisismiques imposées aux nouvelles constructions, etc. Le statut foncier des kasbahs caractérisé par la multiplicité des héritiers propriétaires freine les possibilités de restauration et de valorisation de ces sites.

Laissés à l'abandon, les ksour et les kasbahs, symboles millénaires d'un art de construire authentique, sont aujourd'hui menacés par de nombreux facteurs de dégradation et tombent rapidement en ruine, au risque de disparaître à jamais du paysage régional marocain et du patrimoine de l'humanité. Leur préservation doit être envisagée dans le cadre d'une stratégie d'ensemble en concertation avec l'ensemble des intervenants en tête desquels figurent les populations locales et les ayants-droits.

◆ Sites et monuments religieux

Il s'agit pour l'essentiel de mosquées, de médersas, de zaouïas, de tombeaux de saints et de saintes, de synagogues et d'églises. La mosquée est plus qu'un lieu de culte ; c'est une institution sociale et éducative : elle peut, ainsi, être accompagnée d'une médersa, voire d'une université comme la Qaraouiyyine de Fès. La médersa désigne une institution d'enseignement essentiellement théologique qui se développe à partir de la dynastie des Mérinides à partir du XIII^e siècle.

Les plus anciens vestiges de mosquées remontent au IX^e siècle : celles d'Aghmat, près de Marrakech, de Nekkour dans le Rif et de Sijilmassa dans le Tafilalet. Les mosquées de la Qaraouiyyine et des Andalous figurent parmi les plus anciennes qui remontent à ces premiers siècles de l'Islam. Aujourd'hui, le Maroc compte des dizaines de mosquées historiques, rurales et urbaines, qui remontent à différentes époques, du IX^e au XX^e siècle, la Mosquée Hassan II étant la plus belle synthèse architecturale de ces édifices cultuels. Elles font partie des 41 000 lieux de culte musulman gérés par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques. Le Ministère de la Culture intervient aux côtés du département de tutelle dans la connaissance archéologique et la préservation des mosquées historiques. Il entend également soutenir la communauté juive marocaine dans ses efforts pour restaurer et entretenir une vingtaine de synagogues à travers le territoire national comme lieux de mémoire, tant en milieu urbain qu'en milieu rural. Il est également important de procéder à l'inventaire et à la préservation des églises et, s'il y'a lieu, leur réhabilitation à des fins culturelles.

Le patrimoine religieux bâti reflète autant la vitalité de l'Islam que la cohabitation qui a pu régner à certaines époques avec les communautés de confession juive et chrétienne. Reflet ancestral de la tolérance et du vivre ensemble qui ont toujours caractérisé le Maroc, ce patrimoine riche et diversifié représente pour les générations futures un témoignage éternel de ce qu'a été le Maroc de leurs ancêtres. Le préserver fidèlement, en hommage aux valeurs de respect mutuel et de tolérance, est un devoir de mémoire. Des actions d'urgence pour sa préservation et sa valorisation doivent être mises en œuvre sous peine de voir disparaître ce précieux patrimoine.

◆ Patrimoine monumental

Le patrimoine monumental comprend deux types d'édifice :

- Les monuments historiques ou édifices se trouvant au sein de médinas ou dans les quartiers modernes de la période du Protectorat ;
- Les monuments historiques ou édifices situés en milieu rural.

La première catégorie compte à titre d'exemple : à Fès, les médersas, la Mosquée de la Qaraouiyyine, la Mosquée des Andalous, le palais Batha... ; à Rabat, la Mosquée Hassan, le palais des Oudaïas, le siège de Bank Al Maghrib, le siège de la Grande Poste ; à Salé, la grande mosquée, la médersa mérinide ; à Casablanca, la

Cathédrale du Sacré-Cœur, les Abattoirs ; à Marrakech, la Ménara, la Bahia, le palais Badiâ, etc.

La deuxième catégorie comprend à titre d'exemple : la kasbah de Boulaouane, la Qalâa d'Amargou, la Mosquée de Tinmel, la Casbah Tiguemmi n Ouguellid, les igoudars, entre autres.

Cette catégorie comprend également les sites historiques en tant que lieux de mémoire ayant été témoins d'un événement important de l'histoire du pays, en particulier, les lieux des batailles de Oued El Makhazin, d'Anoual et d'El Heri.

La composante monumentale du patrimoine culturel, qu'elle soit urbaine ou rurale, est une richesse inestimable léguée par les générations qui nous ont précédées. Elle constitue un des éléments majeurs de l'identité nationale et l'une des ressources principales du tourisme au Maroc. Elle nécessite des budgets conséquents aussi bien pour sa restauration, sa réhabilitation que pour sa mise en valeur. Les services en charge de ce patrimoine sont les inspections des monuments historiques et des sites, les conservations de sites et les centres d'études et de recherches. Progressivement constitués au cours du siècle dernier, ces services constituent un réseau déployé sur environ 60% de l'ensemble du territoire national. Il est important d'élargir et de renforcer ce réseau afin de dépasser les simples actions d'identification et de protection pour élaborer et mettre en œuvre de véritables projets de sauvegarde.

◆ Patrimoine industriel

L'évolution accélérée de l'industrialisation a donné naissance à la notion de patrimoine industriel. Celui-ci comprend les vestiges des implantations humaines et des paysages naturels et urbains de valeur historique, sociale, architecturale ou scientifique, créés pour des besoins industriels. Ce patrimoine se compose, entre autres, des constructions et des machines, des ateliers, des moulins et des usines, des mines et des sites de traitement et de raffinage, des entrepôts et des magasins.

Au Maroc ce patrimoine est peu connu et étudié, l'exemple le plus représentatif et le plus ancien en est les ruines des sucreries et les réseaux d'irrigation qui servaient à produire l'énergie hydraulique qui faisait fonctionner ces fabriques, notamment à Chichaoua et Taroudant. Ces vestiges qui remonteraient, selon certains auteurs, au 15^e siècle sous le règne des Sultans Saadiens, témoignent de la prospérité économique du pays en ces temps là grâce à la culture de la canne à sucre. Les mines de charbon et les cités ouvrières y attenantes dans la région de Jerrada sont actuellement abandonnées aux aléas du temps. Les cités industrielles, les usines et toutes les unités de production réparties dans toute la ville de Casablanca, pris en compte dans les plans d'extension de la ville depuis 1918 par Henri Prost et par la suite en 1946 par Michel Ecochard constituent une richesse inestimable du patrimoine marocain et une source précieuse pour appréhender l'histoire industrielle du pays.



Le patrimoine industriel demeure l'un des maillons faibles de notre chaîne patrimoniale et n'a pas bénéficié de l'intérêt qu'il mérite. Il est temps de lui consacrer un programme spécifique pour en faire l'inventaire exhaustif et réaliser des actions de préservation, de restauration ou de réhabilitation.

◆ Patrimoine culturel mobilier

Il est constitué des collections publiques et privées des musées, dont la majorité relève du département de la Culture et gérés par la Fondation Nationale des Musées créée en 2011. Ces collections sont de deux sortes : des objets archéologiques et des objets ethnographiques. Les premiers sont issus des fouilles archéologiques entreprises depuis bientôt un siècle sur le sol national tandis que les seconds constituaient (et constituent encore quoique de façon marginale) une partie de la production matérielle mobile de la culture nationale. Les collections archéologiques comprennent des chefs-d'œuvre tels que les bronzes du Musée archéologique de Rabat. Les collections ethnographiques comprennent des bijoux (Musée des Oudaïas), des céramiques et des poteries (Musées du Palais Batha et Musée de Safi), des tapis et des objets en bois (Collection Dar Si Saïd à Marrakech, Musée Dar Jamaï à Meknès), des instruments de musique (Musée Sidi Mohamed Ben Abdellah d'Essaouira), entre autres.

Le patrimoine culturel mobilier marocain renferme les témoins archéologiques d'une longue histoire et les témoins ethnographiques d'une culture riche et diverse. Or, le Maroc ne compte qu'une vingtaine de musées, toutes catégories et statuts confondus. Ils posent tous des problèmes de conservation des collections existantes en raison du manque de conditions appropriées tant dans les salles d'exposition que dans les réserves. Il n'existe pas de laboratoire de restauration d'objets ni d'analyse de matériaux. L'inventaire, en cours, est loin d'être terminé. L'étude des collections archéologiques et ethnographiques est très modeste en nombre d'études et de publications. Les nouvelles acquisitions n'existent pas, ne permettant pas de diversifier les témoins de la production matérielle du pays. La préservation des collections des musées, leur enrichissement par de nouvelles acquisitions et leur exposition dans de meilleures conditions dans des lieux mis à niveau devrait permettre à la Fondation Nationale des Musées de jouer pleinement son rôle en synergie avec le Ministère de la Culture. La création d'un laboratoire de restauration et la formation de restaurateurs spécialisés devraient permettre de mettre en place un programme de conservation des collections archéologiques et ethnographiques.

◆ Patrimoine documentaire

Le patrimoine documentaire sur supports traditionnels, papier et parchemin, ou sur supports numériques, est conservé dans les bibliothèques patrimoniales, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc, les archives du Maroc, les bibliothèques des zaouias et les collections privées. Il constitue un pan essentiel de la mémoire collective du pays, et reflète la diversité de la culture marocaine et le témoignage de la production intellectuelle et scientifique de l'humanité. Ce patrimoine est, cependant, très vulnérable et nécessite la conjugaison des efforts de tous pour en assurer la préservation, la promotion et l'accès au grand public.

Conscient de la valeur inestimable de ce patrimoine le Ministère de la Culture a lancé plusieurs actions qui visent à en préserver toutes les composantes et à mettre en valeur les pièces les plus rares et précieuses.

Ainsi, des actions d'envergure ont été entreprises pour restaurer les bâtiments des bibliothèques patrimoniales, inventorier leur fonds manuscrit. Un effort particulier a été accompli pour équiper la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc de laboratoires de restauration et la doter d'espaces de conservation adéquats des manuscrits. Depuis 1969, un prix « Hassan II » a ainsi été dédié aux meilleurs manuscrits et archives pour inciter les collectionneurs privés à dévoiler leurs collections et en permettre l'accès, notamment grâce aux microfilms des

manuscrits et des archives primés qui viennent enrichir le fonds documentaire de la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc. Le prix en est à sa 38ème édition et 35000 manuscrits et archives (documents officiels : Dahirs chérifiens et makhzénien, actes de jurisprudence, fatwas... et documents privés : correspondances, cahiers ou carnets personnels, mémoires, chronologies historiques, registre de comptabilité, études et essais, poésies, chants, récits, contes) ont été enregistrés et sont accessibles à la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc.

Par ailleurs, et en reconnaissance de la valeur du patrimoine documentaire marocain, un manuscrit qui porte le nom de « Kitab al-ibar, wa diwan al-mobtadae wa al-khabar » dont l'auteur n'est autre que Ibn khaldoun (1332-1406) a été inscrit en 2011 sur le registre de la Mémoire du Monde de l'UNESCO.

Ces actions doivent être maintenues et consolidées, notamment par la création d'un réseau des bibliothèques patrimoniales et la révision à la hausse du prix Hassan II des manuscrits pour qu'il atteigne 1 million de dhs.

LE PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Le patrimoine culturel immatériel est composé des savoirs et savoir-faire transmis de génération en génération. Il s'agit des traditions et expressions orales, des pratiques sociales, des savoir-faire et métiers ancestraux, du chant, des événements festifs, de la danse et de la musique, de l'art culinaire, des jeux, des rites et des coutumes. En font également partie les instruments, les objets, les artefacts et les espaces culturels qui leurs sont associés à l'image de la Place Jemaâ El Fna qui accueille plusieurs arts du spectacle.

L'inventaire du patrimoine culturel immatériel est entamé de manière méthodique depuis la ratification en 2006 par le Maroc de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO adoptée en 2003. Cinq éléments de ce patrimoine sont reconnus par l'UNESCO comme faisant partie du patrimoine de l'humanité : l'Espace culturel de la Place Jemaâ El Fna, le Moussem de Tan-Tan, la Fauconnerie, la Diète méditerranéenne et le Festival des cerises de Sefrou. En 2014, un nouvel élément, « l'Argan, pratiques et savoir-faire liés à l'arganier », est venu s'ajouter à la liste représentative du patrimoine immatériel de l'UNESCO. Le patrimoine culturel immatériel n'existe que par les communautés, les groupes, et parfois, les individus, qui le détiennent et le performant. Les actions de sauvegarde ne peuvent donc aboutir qu'en s'appuyant sur la pleine

participation de ces communautés. L'une des modalités de sauvegarde largement adoptée aujourd'hui consiste à reconnaître des personnes détentrices de savoirs et/ou de savoir-faire dans un domaine du patrimoine culturel immatériel et à les distinguer en tant que Trésors humains vivants. Ce système pour lequel un projet de loi est préparé dans le cadre de la stratégie Patrimoine 2020 permettra d'encourager la transmission qui s'avère être le maillon faible de la préservation de ce patrimoine intangible.

◆ Littérature orale

La littérature orale, amazighophone et arabophone, y compris dans sa forme hassanie, se présente sous deux formes principales : la prose et la poésie. Elle fait partie des genres de patrimoine oral et immatériel aujourd'hui menacés de disparition. La prose comprend notamment le conte, les proverbes, les devinettes et les mythes. La poésie se compose de plusieurs genres tels que la Qsida du melhoun, Zajal, Talâa hassania, Tamedyazt, Tamawayt, Amarg des Rwayes, Arazig et Laghnuj, Izlan, les berceuses, etc.

Le changement des structures sociales et les moyens modernes de transmission des savoirs, les médias (presse, radio, télévision, internet) ont progressivement contribué à la régression de ces formes d'expression. Si le conte résiste quelque peu, les autres genres comme les devinettes, les proverbes et les mythes sont devenus marginaux dans la société d'aujourd'hui. La collecte et

l'inventaire, notamment dans les centres de recherche et les universités, a permis l'archivage de quelques composantes de ces genres littéraires ; ils doivent être appuyés et renforcés grâce à des procédés de sauvegarde par la transmission formelle et non formelle.

◆ **Savoir-faire lié à l'artisanat**

Les artisans marocains détiennent un savoir-faire ancestral, riche du brassage de différentes cultures, amazighes, hispano-mauresques, arabo-musulmanes, juives, et africaines. Chacune des régions du pays possède ses propres spécialités et ceci, le plus souvent, en rapport avec les matières premières qui s'y trouvent en abondance. L'artisanat à fort contenu culturel représente environ 16% des emplois du secteur, dont les deux-tiers en milieu urbain. On dénombre une multitude de métiers dont les savoir-faire font aujourd'hui partie intégrante du patrimoine culturel immatériel national : broderie, poterie, tissage, brocart, vannerie, armurerie, bijouterie et orfèvrerie, briqueterie, cordonnerie et babouche, dinanderie et ferblanterie, ferronnerie, marbrerie, marqueterie, menuiserie, passementerie, travail de la pierre, plâtrerie, reliure d'art, sellerie, maroquinerie, tapisserie, vannerie, zellige, architecture... A l'origine basés sur la transmission de maître à apprenti, ces savoir-faire se perpétuent grâce à un système de formation formelle dans les centres mis en place par le département de tutelle. La Stratégie nationale de l'artisanat 2015 entend

développer ce secteur créateur d'emplois et de richesse. L'Académie des Arts Traditionnels créée en 2012 œuvre à la formation d'artisans confirmés issus des divers centres de formation disséminés à travers le Royaume.

◆ **Art culinaire**

La cuisine marocaine est connue pour son raffinement et sa diversité. Outre les plats « nationaux » que sont le tagine et le couscous, l'art culinaire marocain s'est enrichi, au fil du temps, de multiples affluents : cuisine méditerranéenne, cuisine andalouse et morisque, cuisine arabe (certaines recettes remonteraient à l'époque des Abbassides), mais aussi cuisines africaine, juive et asiatique. Certaines recettes seraient ainsi vieilles de plus de 2 000 ans. Si certains mets sont toujours préparés lors de différentes occasions de la vie sociale, beaucoup de spécialités locales et régionales sont menacées de disparition. Un travail d'inventaire, de sauvegarde, de préservation et de transmission est aujourd'hui plus que nécessaire. Sur le plan de la reconnaissance internationale, quelques mets des plus représentatifs de l'art culinaire national pourraient être présentés pour inscription sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

◆ **Procédés traditionnels d'exploitation des produits de terroir**

La diversité et la richesse du Maroc en produits de terroir

a contribué au développement des procédés d'exploitation associés, transmis de génération en génération depuis des siècles, voir des millénaires. Production, conservation, consommation, répartition, tout cela a participé au développement de techniques et de savoir-faire appropriés. Des spécialités locales se sont développées ces dernières années telles que la production et la préparation de l'huile d'Argan dans le Sous, la culture et la récolte du safran de Taliouine, la préparation du henné à Zagora, entre autres.

◆ Médecine traditionnelle

La médecine traditionnelle regroupe l'ensemble des savoirs, pratiques, méthodes et procédés en matière de santé, de traitement et de guérison des maladies. A des fins médicales, elle implique l'usage de plantes, de minéraux et de techniques manuelles pour diagnostiquer, soigner et prévenir les maladies ou pour rétablir et préserver la santé. Ce savoir-faire ancestral s'appuie sur la richesse du Maroc en plantes aromatiques et médicinales. Les herboristes et les guérisseurs en perpétuent l'usage aujourd'hui grâce à leurs connaissances du corps humain, des techniques de guérison et des plantes, transmises de génération en génération. Malgré le développement et l'accessibilité des soins en médecine moderne, la médecine traditionnelle est encore pratiquée. Il s'agit d'en répertorier les procédés, les méthodes et les produits et de mettre en place des mesures permettant sa perpétuation à travers la transmission.

◆ Arts lyriques et chorégraphiques

Les arts lyriques et chorégraphiques sont les chants et danses utilisant la musique et produits par les communautés citadines et rurales. Ce sont des productions collectives dont on ignore souvent le créateur individuel. Ils comportent trois catégories : rurale, citadine et confrérique.

- Les musiques et danses rurales comprennent les types suivants : Ahidous, Ahouach, El Guedra, Talâa, Tbraâ, Taqtouqa, Aqellal, El 'Aïta, El Haouzi, El Haïth, Abidat Er-Rma, Aglagal, 'Aouad Mesguina, Tiskioutine, El Bardia, El Houbi, El Hoummada, El Hassada, Mizane Houara, Oulad Sidi Hmad Ou Moussa, Rokba, Izlan, El Ghiata, Jahjuka ...
- Les musiques et danses citadines sont l'œuvre des communautés des villes historiques telles que Tétouan, Rabat, Salé, Fès, Meknès, Marrakech : Mousiq al-Ala, Melhoun, Gharnati, Daqqa, Laâabat, El Houariyat...
- Les musiques confrériques ont été développées par les groupes religieux se réclamant d'une tradition mystique. A cheval sur le sacré et le profane, elles associent musique, danse et transe. Trois genres y figurent : les Gnaoua, les Aïssaoua et les Hmadcha.

A l'origine, ces genres sont intimement liés à la vie communautaire, en ville comme à la campagne. Depuis des décennies, quelques types de ces chants et danses sont

diffusés par les médias (radio, télévision) et participent aux festivals modernes.

◆ **Récitation du Coran selon la méthode marocaine (at-tajwid bi qira'at Warch) :**

Le Maroc a développé une méthode séculaire spécifique en matière de récitation du Coran : la méthode Warch. Bien qu'elle soit concurrencée par d'autres types de lecture, elle est très vivante dans les foyers religieux traditionnels. Son encouragement par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques en fait une pratique patrimoniale non menacée de disparition. Les émissions que lui consacrent les médias publics encouragent les jeunes à s'y adonner.

◆ **Chants religieux**

Les chants religieux sont chantés lors des fêtes sacrées (naissance du Prophète, fête du sacrifice, Fête de la rupture du jeûne, veillées du Ramadan...) ou profanes (fête d'imposition du nom de nouveau-né, circoncision, mariage, mort...). Ils sont basés sur un corpus de prières et de poèmes transmis de génération en génération par la communauté des clercs, tolbas. Si ce corpus est pratiquement le même, il connaît des colorations, des extensions, des méthodes de chant et de récitation diverses selon qu'on est en milieu urbain ou en milieu rural, en régions amazighophones ou arabophones. Ces chants comptent trois genres principaux : dhikr, samaâ, madih.

◆ **Jeux traditionnels**

Les jeux traditionnels jouaient un rôle primordial dans la socialisation des enfants et des jeunes, le développement de leurs aptitudes physiques et mentales en plus de leur fonction récréative. Ce sont des jeux d'adresse comme le tire à la cible, de compétition comme la course ou le saut en hauteur, de lutte à mains nues, d'intelligence comme les divers jeux de dames, etc. Ils sont, aujourd'hui, quasiment tombés en désuétude ou, pour certains, en voie de disparition. Le fait qu'ils soient supplantés par des « jeux modernes » les relègue de plus en plus au rang de curiosité ethnographique. Il faudrait entreprendre d'urgence un inventaire exhaustif. Le festival des jeux traditionnels organisé depuis 2012 par le Ministère de la Jeunesse et des Sports, et le festival Mata des jeux équestres traditionnels organisé par la société civile constituent des actions louables de sauvegarde et de promotion.

◆ **Fantasia de chevaux (tbourida en darija ; tafraout en amazighe) et de camelins (en hassania lezz lbel)**

La fantasia est un jeu équestre encore largement pratiqué au Maroc où il fait partie des traditions érigées en emblème national. Il accompagne les fêtes et les célébrations nationales et régionales. Les cavaliers habillés en tenue traditionnelle, armés de fusils, alignés au point de départ sur des montures richement harnachées, se lancent au galop au signal du moqaddem, chef du groupe.

A l'autre bout du champ de course, ils font parler la poudre en une salve synchronisée. La fantasia présente des particularités régionales dont la plus notable est la direction du tir des cavaliers qui se fait vers le ciel dans la partie septentrionale du pays et vers le sol dans sa partie méridionale. La course cameline ou lezz lbel, est propre à la région du Sahara qui voit s'aligner des dromadaires montés par des chameliers habillés en costume local, assis sur la selle en bois revêtue de cuir. Le premier arrivé est doublement méritant : camelin comme chamelier. Elle se déploie lors des événements socioculturels y compris le Moussem de Tan-Tan.

La fantasia est un jeu équestre encore largement pratiqué au Maroc où il fait partie des traditions érigées en emblème national. Il accompagne les fêtes et les célébrations nationales et régionales. Les cavaliers habillés en tenue traditionnelle, armés de fusils, alignés au point de départ sur des montures richement harnachées, se lancent au galop au signal du moqaddem, chef du groupe. A l'autre bout du champ de course, ils font parler la poudre en une salve synchronisée. La fantasia présente des particularités régionales dont la plus notable est la direction du tir des cavaliers qui se fait vers le ciel dans la partie septentrionale du pays et vers le sol dans sa partie méridionale. La course cameline ou lezz lbel, est propre à la région du Sahara qui voit s'aligner des dromadaires montés par des chameliers habillés en costume local, assis sur la selle en bois revêtue de cuir. Le premier arrivé est

doublement méritant : camelin comme chamelier. Elle se déploie lors des événements socioculturels y compris le Moussem de Tan-Tan.

◆ Processions confrériques et carnavals profanes

Il en existe plusieurs dont on peut citer les suivants :

- Le Daour des Regraga d'Essaouira et des Chiadma : C'est une procession unique au Maroc. Elle appartient aux Regraga, confrérie de la confédération des Chiadma qui occupe l'arrière-pays d'Essaouira. Au printemps, les membres de la confrérie effectuent un pèlerinage en quarante jours qui part d'Essaouira pour se terminer à Had Dra, localité de la région. A chaque étape, ils descendent dans l'une des sept zaouïas du pays où ils sont reçus, hébergés et nourris en contrepartie de la baraka qu'ils apportent pour la régénérescence de l'herbe, l'abondance des troupeaux, des récoltes et des affaires.
- Procession des cierges de Salé ou Moussem Choumouâ :
- Procession organisée depuis quatre siècles par les Chorfas Hassouniyine de la ville de Salé, cette forme d'expression culturelle revêt un caractère religieux, artistique, culturel et de bienfaisance. Elle a lieu à la fête du Mouloud (naissance du Prophète). La procession des cierges confectionnés pour l'occasion avec de la cire multicolore et selon plusieurs formes, sillonne les artères de la ville après la prière d'Al Asr

(milieu d'après-midi) en direction du Mausolée Sidi Abdallah Benhassoun et réunit sur son parcours une population des deux rives de l'oued Bouregreg.

- Carnaval de Boujloud (darija) / Bilmawn (amazighe) : il a lieu après la fête du sacrifice du mouton. Les jeunes hommes de certains villages et de certaines villes du Haut-Atlas occidental et du Sous se vêtissent de peaux d'ovins et de caprins sacrifiés et portent des masques en faisant le tour des habitations pour égayer la population et recueillir des dons. Le carnaval donne lieu à des mascarades où l'ordre social inversé permettant aux jeunes de critiquer l'ordre établi, le temps de la fête.
- Carnaval d'Oudayn n Taâchourt de Goulmima : il a lieu à Goulmima et ses environs, province d'Errachidia, pendant la fête de l'Achoura. Il est probablement héritier d'une forme d'expression culturelle des juifs de la région. De jeunes gens s'habillent en haillons et en masques (amghar qechbou) et font le tour du village en interprétant des chansons en amazighe avec un accent juif local pour recueillir les dons des habitants (sucre, viande séchée, semoule, argent...) qu'ils se partagent et avec lesquels ils préparent un dîner le soir même. Réinterprété par les jeunes depuis le début des années 1990, sa nouvelle forme donne lieu à une grande messe devant le ksar Igoulmimen où les masques et les costumes de création contemporaine s'allient à des slogans traitant de questions d'actualité.

◆ Moussems et festivals patrimoniaux

Le Maroc connaît une forme traditionnelle du festival : le moussem. Manifestation joignant l'économique, le social, le religieux et le culturel tout ensemble, il en existe quelques centaines à travers le territoire national. Cette forme d'expression culturelle a été distinguée par l'UNESCO en inscrivant en 2005, à la demande du Maroc, le Moussem de Tan-Tan au patrimoine culturel immatériel de l'Humanité.

Les festivals patrimoniaux ont connu une dynamique remarquable depuis la création du plus ancien d'entre eux au début des années 1920, le Festival des cerises de Sefrou, inscrit par l'UNESCO au patrimoine culturel immatériel de l'Humanité en 2012. Ainsi, des dizaines de festivals patrimoniaux ont vu le jour, à l'instar du Festival de la musique andalouse de Chefchaouen, du festival national des arts populaires de Marrakech, du festival des Musiques sacrées du Monde de Fès, du festival Gnaoua et musiques du monde d'Essaouira, du festival de la Aïta à Safi, du festival d'Ahidous de Aïn Leuh, du festival de Abidat er-Rma de Oued Zem, du festival des musiques du désert à Merzouga, du festival d'Ahouch de Ouarzazate et du festival de la musique Gharnatie à Oujda, qui contribuent à la perpétuation de certaines formes d'expression culturelle.

Le festival patrimonial, parallèlement à son action de préservation des arts populaires, est également un

moyen de promotion touristique et de développement économique régional. A titre d'exemple, le Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira a attiré près de 450 000 visiteurs lors des dernières éditions, soit plus de 4 fois le nombre des habitants de la ville.

Pour sa part, le Ministère de la Culture organise 23 festivals « Art et patrimoine » par an et soutient financièrement une quarantaine de festivals en relation avec la musique à travers le Royaume.

Le patrimoine culturel immatériel traduit une culture enracinée et diversifiée. Il est exprimé par une littérature orale variée, des arts du spectacle vivaces, des savoir-faire artisanaux originaux, des récitaions du Coran et de chants religieux spécifiques, des jeux traditionnels, des fantasias, des processions et des carnavaux, etc. Cette culture, essentiellement orale, gestuelle et performative, est menacée par la rupture de transmission entre les anciennes et les nouvelles générations. La déperdition progressive de traditions, de savoir-faire et de valeurs met en péril tout un pan de la culture marocaine. Les moussems et les festivals patrimoniaux, organisés dans les différentes régions du pays, sont confrontés à des difficultés de financement, d'organisation et de pérennisation, ainsi qu'à des besoins de professionnalisation et d'amélioration des capacités d'accueil. L'artisanat d'art

demeure incontestablement un espace de création, connaissant même une vitalité dans des domaines comme le caftan, le mobilier et la décoration. Cependant, certains métiers, par l'évolution des modes de vie et par manque de rentabilité économique, sont en voie de disparition (reliure, calligraphie, sellerie, etc.) au moment où d'autres sont en régression (broderie, tapis, etc.).

Les savoir-faire agricoles d'exploitation des produits du terroir recèlent un potentiel économique important. La structuration du maillon de la commercialisation contribuerait à leur développement et à leur préservation.

Le renforcement des festivals régionaux et thématiques devrait contribuer à la préservation d'aspects importants du patrimoine culturel immatériel. La mise en place d'un système de Trésors Humains Vivants reconnaissant et valorisant les détenteurs et les praticiens les plus méritants pourrait être une des modalités de la sauvegarde de ce patrimoine.

LE MAROC ET LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX

La stratégie Patrimoine 2020 qui prône la nécessité d'encadrer le développement culturel par les principes et les valeurs du développement durable et la nécessité de renforcer la valorisation et la protection du patrimoine culturel et naturel, constitue également une réponse aux engagements internationaux du Maroc en faveur d'une meilleure qualité de la conservation, de la restauration et de la gestion du patrimoine culturel et naturel.

Ces engagements internationaux sont régis par des instruments juridiques sous forme de conventions, de chartes, de déclarations ou de recommandations auxquelles le Maroc a adhéré ou qu'il a ratifiées. Il s'agit essentiellement des instruments suivants :

◆ Les Conventions

- Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Paris, 20 octobre 2005.
- Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Paris, le 17 octobre 2003.
- Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique. Paris, le 2 novembre 2001.
- Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. La Haye, 26 mars 1999.

- Protocole en vue d'amender la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine. Paris, le 3 décembre 1982.
- Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel. Paris, le 16 novembre 1972.
- Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine. Ramsar, Iran, le 2 février 1971.
- Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels. Paris, le 14 novembre 1970.
- Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, avec règlement d'exécution. La Haye, le 14 mai 1954.

◆ Les chartes, recommandations et déclarations

- Déclaration de l'UNESCO concernant la destruction intentionnelle du patrimoine culturel (17 octobre 2003).
- Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2 novembre 2001).
- Recommandation sur la sauvegarde de la culture traditionnelle et populaire (15 novembre 1989).
- Recommandation concernant la sauvegarde des ensembles historiques ou traditionnels et leur rôle

dans la vie contemporaine (26 novembre 1976).

- Recommandation concernant la protection sur le plan national du patrimoine culturel et naturel (16 novembre 1972).
- Recommandation concernant la préservation des biens culturels mis en péril par les travaux publics ou privés (19 novembre 1968).
- Charte Internationale Sur la conservation et la restauration des monuments et des sites dite Charte de Venise (1964).
- Recommandation concernant la sauvegarde de la beauté et du caractère des paysages et des sites (11 décembre 1962).
- Charte d'Athènes pour la restauration des monuments historiques (30 octobre 1931).

LES ACTEURS DU PATRIMOINE

Le patrimoine culturel est un domaine éminemment transversal. Ses domaines aussi bien matériels qu'immatériels relèvent de différents départements publics et sont gérés ou investis par une multitude d'acteurs publics et privés. Conscients de l'importance de préserver, de valoriser et de développer le patrimoine culturel du Maroc, ces acteurs interviennent de près ou de loin dans la vie et le développement culturel du pays. Ils comprennent à la fois des ministères, des administrations et institutions publiques, des organismes

internationaux, des associations et des fondations du secteur privé.

Acteurs publics

- Ministère de la Culture
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère du Tourisme
- Ministère de l'Artisanat
- Ministère de l'Habitat et de la Politique de la Ville
- Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
- Ministère des Habous et des Affaires Islamiques
- Ministère de la Communication
- Ministère de l'Éducation Nationale
- Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Formation des Cadres
- Ministère de la Jeunesse et des Sports

Autres acteurs publics

- Agences Régionales de Développement
- Collectivités territoriales
- Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc
- Archives du Maroc
- Institut Royal de la Culture Amazighe
- Fondation Nationale des Musées
- Agence pour la Densification et la Réhabilitation de la Médina de Fès

- Agence Nationale pour le Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier
- Conseil National des Droits de l'Homme
- Conseil de la Communauté Marocaine Résidant à l'Etranger
- Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine, Ministère de la Culture
- Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle, Ministère de la Culture
- Office National Marocain du Tourisme
- Office de la Formation Professionnelle et Technique (OFPPT)
- Académie des Arts Traditionnels
- Centre de Réhabilitation et de Conservation du Patrimoine Architectural des zones Atlasiques et Sub-atlasiques (CERKAS), Ministère de la Culture
- Centre National du Patrimoine Rupestre (CNPR), Ministère de la Culture
- Centre d'Études et de Recherches Alaouites, Ministère de la Culture
- Centre des Études et des Recherches Hassanies, Ministère de la Culture
- Centre Cinématographique Marocain
- Centre National de la Recherche Scientifique et Technique
- Société Marocaine d'Ingénierie Touristique (SMIT)
- Centre National de Documentation
- Agences urbaines
- Médias publics.

Organismes internationaux

UNESCO - ONUDI - PNUD - UNFPA - UNIFEM - FADES - ISESCO - ALECSO - Banque Mondiale Union Européenne - Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID).

Acteurs privés

- Institutions financières et entreprises partenaires, mécènes et sponsors
- Société Marocaine de Valorisation des Kasbahs (SMVK)
- Agences d'événementiel et de communication
- Sociétés de production culturelle et artistique
- Médias privés

Acteurs de la société civile

- Artistes, troupes, groupements communautaires
- Fondations (dont la Fondation du Patrimoine Culturel Judéo-Marocain, etc.)
- Associations du patrimoine.

La diversité et le nombre important d'acteurs institutionnels, privés et associatifs concernés par la problématique de la préservation du patrimoine culturel du pays est un atout susceptible de générer une synergie productive. Cependant, le manque de coordination et de concertation des différents opérateurs et les faibles ressources financières et humaines allouées au secteur constituent de véritables handicaps face à l'optimisation de leurs actions.

CONCLUSION

Le Maroc dispose d'un patrimoine culturel riche, diversifié et authentique, à même de jouer un rôle de levier de développement humain durable. Ce patrimoine est une source de création de richesse et d'emplois et constitue un facteur d'attractivité pour le territoire national. Cependant, les différentes composantes de ce patrimoine culturel restent insuffisamment mises en valeur et le potentiel de développement qu'elles recèlent demeure pour beaucoup inconnu. Partant de ce constat, la situation actuelle du patrimoine culturel présente plusieurs risques sérieux de dépréciation de l'héritage national. Cela prive le pays d'opportunités réelles de développement économique et d'amélioration des conditions de vie des populations. Pour qu'il y ait un développement durable qui s'appuie sur le patrimoine culturel, il est nécessaire que l'ensemble des autorités publiques et des acteurs privés concernés de près ou de loin par le patrimoine culturel au Maroc s'investissent sur le long terme.

Le défi majeur en la matière consiste à développer une vision stratégique et à mettre en place des actions efficaces de préservation et de valorisation du patrimoine. La stratégie Patrimoine 2020 entend relever ce défi en traçant une véritable feuille de route afin que les Marocaines et les Marocains puissent être fiers de leur patrimoine, en faire profiter les générations actuelles et

le transmettre aux générations futures. Cette ambition requiert des moyens financiers et humains conséquents pour coordonner les synergies et les efforts afin d'inscrire durablement le patrimoine au cœur des politiques publiques, de l'économie du pays et de la vie des citoyens.





ÉLÉMENTS POUR UNE VISION PATRIMOINE 2020

Il ne peut y avoir de développement durable et efficace du patrimoine culturel national sans une vision claire et une approche volontariste des pouvoirs publics. L'établissement d'une stratégie nationale de développement du patrimoine culturel à l'horizon 2020, Patrimoine 2020, constitue un pré-requis permettant de clarifier les objectifs à atteindre, de définir les actions et les moyens à mettre en œuvre et de fédérer les efforts des différents intervenants.

Partant du fait que le patrimoine culturel revêt une importance à la fois au regard de sa valeur symbolique et identitaire, mais également en tant que secteur pouvant contribuer notablement à la croissance économique et au développement social, la stratégie Patrimoine 2020 s'inscrit dans une valorisation du patrimoine qui contribue à :

- Promouvoir les valeurs de citoyenneté et de fierté d'appartenance, et
- Renforcer l'image et l'attractivité du pays pour le tourisme international.

En outre, en considérant le patrimoine culturel comme un véritable fonds propre national, qu'il convient d'identifier, de maintenir et de valoriser, la stratégie Patrimoine 2020 entend développer une véritable « économie du patrimoine » pour laquelle les investissements ne sont

pas à fonds perdus mais créent de la richesse, et dont les retombées et impacts sociaux et économiques sont indéniables.

Cette économie génère, en effet, des effets directs et indirects mesurables aussi bien au profit des entités économiques du patrimoine (monuments historiques, musées, sites archéologiques et culturels, bibliothèques patrimoniales et archives, centres de recherche du patrimoine, entreprises du patrimoine, organisateurs de festivals patrimoniaux,...), qu'au profit des prestataires de services liés au patrimoine et au tourisme culturel (matériel et produits de restauration des monuments historiques et des objets patrimoniaux, agences, hébergement, restauration, alimentation, guides, transport, loisirs).

Par ailleurs, la nouvelle stratégie du patrimoine du Ministère de la Culture aspire à dépasser l'approche traditionnelle qui n'associe pas suffisamment le patrimoine à son environnement social et économique. L'ambition est de faire de l'héritage culturel un levier de développement durable et de permettre une appropriation par les populations elles-mêmes de leur héritage culturel, faisant ainsi du patrimoine un outil d'encadrement et d'éducation culturelle du citoyen et un support utile au développement.

LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Sur le plan opérationnel, la stratégie Patrimoine 2020 s'articule autour de deux objectifs stratégiques :

- Préservation et valorisation du patrimoine culturel et naturel ;
- Développement d'une économie du patrimoine comme pôle de création de la richesse et levier de développement régional.

Le premier objectif vise à impulser l'action de l'Etat dans les domaines de la protection et de la valorisation du patrimoine culturel et naturel. Il se décline, à l'horizon 2020, en une série de programmes pour atteindre 50 cibles dont les 12 cibles majeures suivantes :

1. Porter la fréquence des inscriptions et classements des sites et monuments historiques, objets mobiliers et éléments du patrimoine immatériel à 500 par an grâce à une intensification exceptionnelle de la cadence de protection ;
2. Mobiliser un investissement de 3.4 milliards de dirhams pour mettre en chantier 132 projets identifiés de restauration et de mise en valeur de sites et de monuments historiques, répartis sur l'ensemble des régions du Royaume ;

3. Inscrire 3 sites culturels et naturels sur la Liste du Patrimoine Mondial ;
4. Mettre en place un programme national de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel doté d'un budget de 216 millions de dirhams et inscrire 5 éléments du patrimoine culturel immatériel sur les listes de la Convention du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO ;
5. Concevoir des plans de gestion de 5 médinas et de 5 sites du patrimoine culturel et naturel ;
6. Créer 17 centres d'interprétation du patrimoine et 10 conservations de sites ;
7. Créer le Centre National du Patrimoine Immatériel et le Centre National du Patrimoine Subaquatique ;
8. Créer et former une police du patrimoine ;
9. Mettre en place des commissions nationale et régionales du patrimoine ;
10. Doter les directions régionales d'une conservation régionale du patrimoine culturel ;
11. Intégrer la composante Patrimoine dans l'enseignement scolaire ;
12. Mettre à niveau le cadre juridique lié au patrimoine culturel en promulguant une charte nationale de préservation du patrimoine culturel, une loi relative aux trésors humains vivants et un décret sur l'organisation des musées.

Le second objectif ambitionne de développer le secteur de l'économie du patrimoine à partir des leviers juridique, financier et de gestion. Cet objectif se désagrège en 3 programmes qui visent 33 cibles dont les 8 cibles majeures sont les suivantes :

1. Implémenter, au niveau des sites et monuments historiques majeurs, de nouveaux modes de gestion en mettant en œuvre notamment la délégation de la gestion économique et l'animation culturelle dans le cadre du partenariat public-privé ;
2. Mettre en place des circuits thématiques du tourisme culturel (sites antiques, médinas, kasbahs et ksours, greniers collectifs, sites rupestres, paysages culturels, demeures palatiales...) ;
3. Porter le nombre de visites payantes aux sites et monuments historiques à 10 millions de visiteurs, à l'horizon de 2020, dans une perspective de développement durable qui profite aux populations et aux régions.
4. Mettre en place un dispositif fiscal et financier incitatif pour favoriser la restauration du patrimoine privé (exonération de la TVA, crédits d'impôts et subventions) ;
5. Augmenter les ressources propres du Ministère en multipliant par 5 les recettes du Fonds National pour l'Action Culturelle grâce aux retombées attendues de la gestion déléguée et la perception d'une quote-part sur certaines taxes.
6. Développer l'industrie de l'événementiel à travers l'organisation de 100 festivals des arts populaires traditionnels intégrés dans l'économie locale et greffés aux circuits touristiques ;
7. Appuyer la création de 160 coopératives d'art traditionnel populaire et soutenir leur intégration dans l'économie formelle ;
8. Elaborer et mettre en œuvre une loi pour encadrer le marché des biens culturels et les échanges avec l'étranger (labellisation, exportation des œuvres d'art, etc.).

La réalisation de ces objectifs est la résultante du lancement de grands chantiers du patrimoine programmés sur l'ensemble des régions du pays et qui concernent 135 projets répertoriés, dont la faisabilité est démontrée autant pour ceux du patrimoine matériel qu'immatériel

LES GRANDS CHANTIERS DU PATRIMOINE

◆ Projets de restauration, d'aménagement et de promotion des médinas, des sites et des monuments historiques

Ces projets concernent les domaines du patrimoine archéologique, les médinas, le patrimoine monumental, le patrimoine culturel mobilier, le patrimoine immobilier et le patrimoine immatériel. De façon synthétique, ces projets se déclinent comme suit :

Pour le patrimoine archéologique, en matière de patrimoine archéologique terrestre, les actions à mener convergent vers l'établissement de la carte archéologique du Maroc pour identifier le potentiel archéologique national à évaluer, à préserver et à valoriser, la mise en place de grands chantiers de fouilles archéologiques sur les sites archéologiques phares appartenant aux différentes grandes périodes de l'histoire du pays et la création de conservations de sites et de structures de gestion pour les sites préhistoriques, antiques et islamiques, les aires rupestres, etc.

En matière de patrimoine archéologique subaquatique, la création du Centre National du Patrimoine Subaquatique est envisagée avec différents partenaires pour élaborer et mettre en œuvre un programme d'action composé de 3 volets : la formation en partenariat avec la Gendarmerie Royale, la Marine

Royale, l'Agence Marsa Maroc, l'Institut National de Recherche Halieutique (INRH), l'Institut de Cadix et l'Institut d'Alexandrie, la prospection et les fouilles subaquatiques et la conservation et la restauration des pièces et objets qui seront retirés des eaux.

Pour les médinas, les actions prévues concernent l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion, la mise en place de circuits de visites touristiques, l'animation des places publiques, la création de centres d'information sur le patrimoine, et la mise en place d'un système d'information géographique (SIG) dans la perspective d'établir une banque de données sur leurs caractéristiques architecturales, la typologie du bâti et les indicateurs-clés de l'état de conservation.

Pour le patrimoine monumental, à l'horizon 2020, le Ministère de la Culture projette de doter chaque région d'une inspection et de créer 10 conservations des monuments et sites historiques.

Pour le patrimoine culturel mobilier (archéologique, ethnographique et documentaire)

Pour les objets archéologiques et ethnographiques des musées publics, les actions programmées comprennent la création d'un musée par région et la mise en place d'un laboratoire national de restauration des objets archéologiques et de musées.

Pour les documents et manuscrits, 3 actions sont programmées, la mise aux normes de conservation des



bâtiments abritant les bibliothèques patrimoniales et leur mise en réseau, la numérisation, l'inventaire, l'inscription et le classement des éléments de ce patrimoine et la création d'un fonds d'acquisition de manuscrits et de documents à caractère patrimonial auprès de détenteurs nationaux et internationaux financé par les Ministères de la Culture et des Habous et des Affaires islamiques et la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc.

Projets pour la sauvegarde et la valorisation du patrimoine immatériel

Pour le patrimoine culturel immatériel, le Maroc en tant qu'Etat partie à la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, œuvrera par une série d'actions à la sauvegarde et à la promotion de ce patrimoine et à son intégration au développement durable. Ces actions concernent :

- l'élaboration d'un inventaire exhaustif et scientifique respectant les normes reconnues à l'échelle internationale et les caractéristiques spécifiques à chaque forme du patrimoine immatériel.
- Le montage et la finalisation de plans de sauvegarde et de préservation en impliquant les acteurs concernés.
- La valorisation de ce patrimoine à travers les supports, les événements, les outils, les mécanismes et les métiers qui assurent sa transmission aux générations futures.

Les objectifs stratégiques

Objectif stratégique 1 : Préserver et valoriser le patrimoine culturel du Maroc

PROGRAMME 1 : Inventorier, sauvegarder et promouvoir le patrimoine culturel et naturel au niveau national et international

Mesure 1 : Inventaire du patrimoine culturel matériel, immatériel et naturel

Action 1 : Renforcement du système national d'inventaire (SNI) et mise en place d'un système d'inventaire régional (SIR) du patrimoine culturel en s'appuyant sur le système d'informations géographiques du patrimoine.

Action 2 : Établissement de la carte archéologique du Maroc.

Action 3 : Élaboration et diffusion régulière sur les supports appropriés de monographies et cartographies régionales dressant un état des lieux de la situation du patrimoine culturel matériel et immatériel dans chacune des régions du Royaume.

Résultats escomptés

- Mise en place d'un système d'informations géographiques (SIG) dans la perspective d'établir une banque de données et des indicateurs-clés de l'état de conservation ;
- Actualisation et publication annuelle du registre et des cahiers de l'inventaire ;

- Elaboration de 200 fiches d'inventaire du patrimoine (toutes composantes confondues) par région et par an, édition annuelle d'un cahier du Patrimoine par région ;
- Publication de monographies des cartes patrimoniales des régions toutes les 5 années.

Mesure 2 : Développement de la formation et de la recherche autour du patrimoine culturel et naturel

Action 4 : Renforcement des filières d'enseignement liées au patrimoine culturel à l'INSAP et dans les différentes universités ;

Action 5 : Renforcement de l'effectif du corps enseignant de l'INSAP ;

Action 6 : Mise en place d'un programme de formation en matière d'archéologie sous-marine ;

Action 7 : Appui à la recherche scientifique et à la publication d'études dans les domaines de l'archéologie et des sciences du patrimoine culturel et naturel.

Résultats escomptés

- Développement à l'INSAP et dans les différentes universités de nouvelles filières d'enseignement dans le domaine du patrimoine culturel et naturel ;
- Augmentation du nombre de lauréats de l'INSAP par

promotion et par année en vue de satisfaire les besoins dans ce domaine spécialement dans les directions régionales ;

- Augmentation du nombre de programmes de recherches et de publications dans le domaine du Patrimoine ;

- Mise en place de programme de formation en matière d'archéologie sous-marine.

Mesure 3 : Protection et sauvegarde du patrimoine culturel et naturel

Action 8 : Élaboration de plans de gestion des médinas et sites du patrimoine culturel et naturel en tant que document de référence ayant une valeur juridique permettant de définir les principes et modalités de protection, de sauvegarde et de valorisation ainsi que les engagements des différents partenaires institutionnels et de la société civile ;

Action 9 : Mise en place d'une meilleure coordination entre les services régionaux du patrimoine et les services de l'Habitat et de l'Urbanisme et des collectivités locales ;

Action 10 : Adoption d'une charte nationale de la restauration et de la réhabilitation du bâti patrimonial basée sur une définition des priorités et une approche

globale du projet de sauvegarde : de la restauration à la réhabilitation puis à la gestion durable ;

Action 11 : Classement de sites culturels et naturels, de monuments historiques, d'objets des collections publiques, et inscription des éléments du patrimoine immatériel dans l'inventaire du patrimoine national ;

Action 12 : Création d'un laboratoire national de restauration du patrimoine mobilier et formation de spécialistes en conservation et restauration ;

Action 13 : Renforcement des conservations de sites et de médinas existantes et création de nouvelles conservations de sites ;

Action 14 : Renforcement des inspections des monuments historiques et de sites ;

Action 15 : Appui à la création de centres d'interprétation du patrimoine ;

Action 16 : Création et formation d'une police du patrimoine conformément aux nouvelles dispositions de la loi sur le patrimoine

Action 17 : Lancement d'un Programme national de soutien aux projets de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel portés par des personnes physiques ou morales sous forme d'appels à projets ;

Action 18 : Restauration et mise en valeur de monuments historiques et de sites.

Résultats escomptés

- Conception des plans de gestion de 5 médinas et 5 sites du patrimoine culturel et naturel ;
- Elaboration et adoption d'une charte nationale de la restauration et de la réhabilitation du bâti patrimonial ;
- Classement de 1000 monuments, sites du patrimoine culturel et paysages culturels ;
- Classement de 1000 objets mobiliers ;
- Inscription de 500 éléments du patrimoine immatériel dans l'inventaire du patrimoine national ;
- Création de 10 conservations de sites ;
- Création de 8 Inspections des monuments historiques et de sites ;
- Création d'un laboratoire national de restauration du patrimoine mobilier ;
- Elaboration et lancement d'un programme national de soutien aux projets de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ;
- Restauration et mise en valeur d'au moins 24 monuments historiques et sites culturels et naturels ;
- Appui à la création de 17 centres d'interprétation du patrimoine ;
- Création et formation d'une police du patrimoine.

Mesure 4 : Promotion et valorisation du patrimoine culturel et naturel

Action 19 : Mise en place d'une signalétique d'accès et de panneaux d'information suivant une charte graphique

unifiée sur les sites du patrimoine, les espaces culturels et les parcs naturels ;

Action 20 : Publication et diffusion des connaissances sur le patrimoine culturel et naturel auprès du grand public, via différents supports traditionnels et numériques dont le réseau internet ;

Action 21 : Mise en place du portail national du patrimoine culturel et naturel.

Résultats escomptés

- Améliorer la connaissance du patrimoine culturel et en faciliter l'appropriation par la population par la production et la diffusion de contenus sur le Patrimoine culturel et naturel, notamment à travers le portail national du patrimoine ;
- Augmenter la fréquentation des sites ;
- Installer une signalétique d'accès et des panneaux d'information sur 50 sites du patrimoine, espaces culturels et parcs naturels.

Mesure 5 : Promotion du patrimoine marocain à l'international

Action 22 : Révision de la liste indicative du patrimoine mondial ;

Action 23 : Préparation de propositions d'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial ;

Action 24 : Préparation de candidatures pour inscription sur les listes du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité.

Résultats escomptés

- Promouvoir le patrimoine culturel et naturel au niveau international ;
- Accroître la visibilité du patrimoine national sur les listes du patrimoine de l'humanité de l'UNESCO ;
- Inscrire 3 sites culturels et naturels sur la Liste du patrimoine mondial d'ici 2020 ;
- Inscrire 3 éléments du patrimoine culturel immatériel sur les listes de la Convention du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO d'ici 2020.

PROGRAMME 2 : Renforcer les métiers et les compétences en matière de patrimoine

Mesure 6 : Amélioration des compétences des professionnels et des acteurs du patrimoine culturel et naturel

Action 25 : Établissement d'un référentiel national des métiers et des profils des professionnels du patrimoine ;

Action 26 : Formation continue des professionnels du patrimoine culturel et naturel ;

Action 27 : Elaboration et mise en œuvre d'un programme de formation continue des agents d'autorité, de sécurité et de douanes contre le trafic illicite des biens culturels ;

Action 28 : Renforcement de la coopération internationale dans le cadre de la formation des formateurs en gestion et préservation du patrimoine.

Résultats escomptés

- Adoption du référentiel national des métiers et des profils des professionnels du patrimoine ;
- Organisation de 3 sessions de formation continue des professionnels du patrimoine culturel et naturel par an ;
- Organisation de 3 sessions annuelles de formation continue des agents d'autorité, de sécurité et de douanes contre le trafic illicite des biens culturels ;
- Elaboration et mise en application des conventions de coopération internationale dans le cadre de la formation des formateurs en gestion et préservation du patrimoine.

PROGRAMME 3 : Renforcer l'appropriation du patrimoine en tant que composante d'une identité riche et diversifiée

Mesure 7 : Renforcement de l'intégration du patrimoine dans le système éducatif national.

Action 29 : Mise en place d'une campagne conjointe de sensibilisation intitulée « Je connais mon patrimoine » entre le Ministère de la Culture et le Ministère de l'Education Nationale ;

Action 30 : Introduction du patrimoine dans le livre scolaire et l'implication des professionnels du patrimoine dans les cahiers de charge de sa préparation ;

Action 31 : Elaboration d'un guide du patrimoine par région à l'attention des scolaires ;

Action 32 : Organisation de visites de chantiers de fouilles archéologiques au profit des écoles des collectivités locales riveraines.

Résultats escomptés

- Edition et diffusion de 16 guides régionaux du patrimoine ;
- Organisation d'une campagne de sensibilisation annuelle dans les écoles ; collèges et lycées notamment durant le Mois du Patrimoine ;
- Production de support de vulgarisation sur le patrimoine ;
- Organisation de 2 chantiers de fouilles archéologiques par an au profit des écoles des collectivités locales riveraines.

Mesure 8 : Sensibilisation des jeunes au patrimoine culturel.

Action 33 : Contribution à la conception et à l'organisation de camps de vacances autour du patrimoine au profit des scolaires et des jeunes en collaboration avec le département de la Jeunesse et des Sports ;

Action 34 : Organisation de chantiers archéologiques au profit des jeunes.

Résultats escomptés

- Organisation d'un camp de vacances autour du patrimoine par an et par région;
- Organisation de 5 chantiers de fouilles par an faisant participer des jeunes.

Mesure 9 : Organisation de campagnes de sensibilisation à la valeur du patrimoine.

Action 35 : Contribution à la production et à la diffusion d'émissions de télévision grand public sur le patrimoine;

Action 36 : Production et diffusion de documentaires thématiques sur le patrimoine national;

Action 37 : Production de spots publicitaires et de podcasts sur les menaces qui pèsent sur le patrimoine : abandon, dégradation, destruction, vol, non respect, etc.

Action 38 : Désignation d'un Ambassadeur du Patrimoine Culturel et Naturel.

Résultats escomptés

- Réalisation et diffusion de 2 émissions de télévision par semaine ;
- Réalisation de 6 documentaires sur le patrimoine de 26 mn par an ;
- Diffusion de spots publicitaires (radio et TV) autour de 3 thématiques (préservation, menaces de dégradation, trafic illicite de biens culturels) ;
- Renforcement de l'appropriation du patrimoine par la société grâce à l'image d'une célébrité désignée Ambassadeur du Patrimoine Culturel et Naturel.

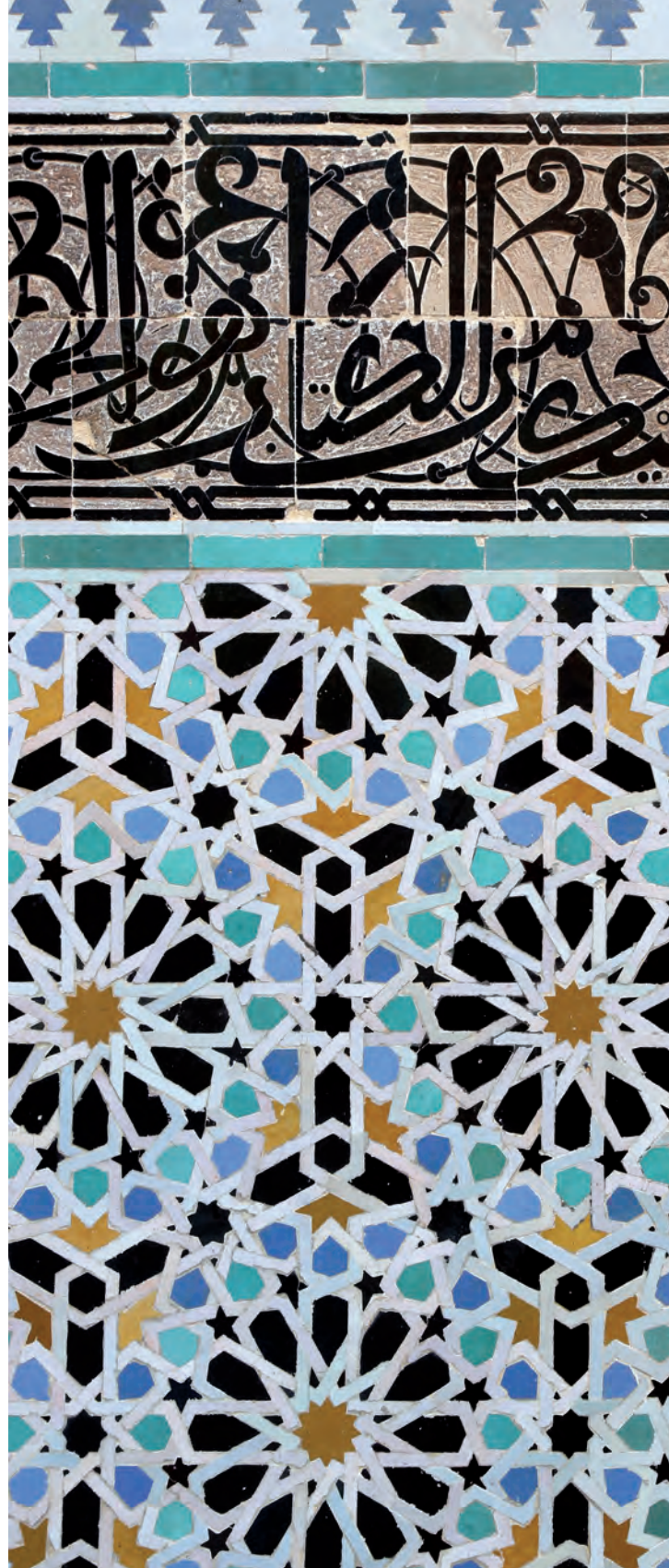
Mesure 10 : Développement de l'approche participative dans les projets de préservation et de valorisation du patrimoine culturel.

Action 39 : Inscription de la préservation et de la valorisation du patrimoine culturel dans les plans communaux de développement (PCD) ;

Action 40 : Implication de la population locale dans les projets de préservation et de valorisation du patrimoine.

Résultats escomptés

- Réalisation annuelle d'un PCD d'une commune par région, incluant la préservation et la valorisation du patrimoine culturel ;
- Organisation d'ateliers impliquant la population dans la préservation et la valorisation du patrimoine.



Objectif stratégique 2 : Instaurer une économie du patrimoine qui contribue au développement économique et social

PROGRAMME 4 : Développer de nouveaux outils de gestion et de valorisation des sites et des monuments historiques

Mesure 11 : Adoption de nouveaux modes de gestion et d'exploitation des sites et monuments historiques

Action 41 : Faire reconnaître le plan de gestion des sites et monuments historiques en tant que document juridique ;

Action 42 : Adopter, selon la nature du site ou du monument, un mode de gestion adapté qui doit tenir compte des engagements des plans de gestion ;

Action 43 : Elaborer des cahiers des charges spécifiques à chaque site et monument permettant leur valorisation notamment dans le cadre d'une délégation de la gestion économique et de l'animation culturelle par le biais d'un partenariat public-privé.

Résultats escomptés

- Améliorer les prestations d'information et de visite ;
- Atteindre 10 Millions de visiteurs payants à l'horizon 2020 ;
- Mener des campagnes de sensibilisation pour faire reconnaître le plan de gestion en tant que document juridique ;

- Attribuer la gestion économique et l'animation culturelle de 10 sites à des prestataires dans le cadre du partenariat public-privé.

Mesure 12 : Promotion du tourisme culturel et naturel

Action 44 : Mise en place de circuits thématiques du tourisme culturel en partenariat avec le Ministère du Tourisme, l'ONMT et la SMIT notamment les circuits des sites antiques, des médinas, des kasbahs et ksours, des sites rupestres, des paysages culturels, des demeures palatiales... ;

Action 45 : Création de centres d'interprétation du patrimoine culturel et naturel ;

Action 46 : Contribution à l'animation des places publiques dans les médinas.

Résultats escomptés

- Mise en place de 5 circuits thématiques majeurs accompagnés d'une offre hôtelière et de transport en partenariat avec le Ministère du Tourisme, l'ONMT et la SMIT ;
- Elaboration d'un référentiel sur la programmation d'animation des places publiques ;
- Création de 17 Centres d'interprétation permettant au public de découvrir le patrimoine culturel et naturel ;

- Animation des places publiques dans 10 médinas ;
- Renforcement de l'économie des services qui accompagne le tourisme culturel.

Mesure 13 : Pilotage, suivi et évaluation de la gestion et de la valorisation du patrimoine

Action 47 : Mise en place d'un Observatoire de l'Economie du Patrimoine avec des missions d'études et de recherche, d'analyse et de partage de données sur la contribution du patrimoine au développement durable.

Action 48 : Accompagnement par les CRI des porteurs de projets liés au Patrimoine (gestion de sites, services annexes, travaux de restauration, promotion du patrimoine immatériel, formation, tourisme culturel et naturel..).

Action 49 : Suivi et évaluation de la gestion des sites et des monuments historiques ;

Résultats escomptés

- Renforcer l'économie du Patrimoine ;
- Mettre à disposition des chercheurs et des opérateurs des données, des statistiques et des analyses relatives à l'économie du patrimoine ;
- Améliorer les résultats de la gestion des sites et des monuments.

PROGRAMME 5 : Mobiliser des sources de financement pour la préservation du patrimoine

Mesure 14 : Faire adopter des mesures fiscales et financières en faveur des privés propriétaires de bâtiments patrimoniaux classés

Action 50 : Exemption de la TVA sur les travaux de restauration et de réhabilitation des biens patrimoniaux classés ;

Action 51 : Mesures incitatives financières au profit des propriétaires de biens culturels reconnus d'intérêt national conformément à la loi sur le patrimoine.

Résultats escomptés

- Une plus grande implication des propriétaires privés dans la préservation du patrimoine ;
- Une meilleure sauvegarde du patrimoine culturel privé.

Mesure 15 : Mise en place d'un cadre légal pour le mécénat en faveur du patrimoine culturel

Action 52 : Elaborer le décret d'application de la Loi sur le patrimoine, relatif au mécénat en faveur du patrimoine culturel, notamment des mesures fiscales et douanières incitatives au profit des mécènes et des sponsors culturels en concertation avec les départements gouvernementaux compétents.

Résultats escomptés

- Renforcer le mécénat au profit du patrimoine ;
- Adopter les mesures appropriées dans la loi des finances.

Mesure 16 : Augmentation du flux des visiteurs pour atteindre 10 Millions de visites payantes en 2020.

Action 53 : Mise en place d'actions permettant une meilleure attractivité des sites et des institutions du patrimoine culturel (animation, audio-guides, accueil du public scolaire, ...) ;

Action 54 : Mise en place d'une meilleure gestion de l'accueil et du contrôle des entrées aux monuments, sites, centres d'interprétation, et parcs naturels.

Résultats escomptés

- Atteindre, à l'horizon 2020, 10 millions de visites payantes sur les sites du patrimoine enregistrées ;
- Augmenter les recettes propres du secteur du patrimoine pour atteindre 250 millions de dirhams de recettes ;
- Elaboration d'un guide des bonnes pratiques sur l'accueil et l'animation des monuments, sites, centres d'interprétation musées et parcs naturels ;
- Amélioration de l'accueil aux monuments, sites, centres d'interprétation et parcs naturels ;
- Médiation du patrimoine au profit des visiteurs ;

Mesure 17 : Instauration de taxes au profit du patrimoine culturel et naturel

Action 55 : 10 % de la taxe touristique au profit du patrimoine ;

Action 56 : 0,5 % sur les chiffres d'affaires du Pari Mutuel Urbain Maroc (PMUM) au profit du patrimoine ;

Action 57 : 0,005 % sur les projets immobiliers et d'aménagements publics et privés de plus de 10 Millions de DH pour soutenir l'archéologie préventive et les études d'impact.

Résultats escomptés

- Augmentation des ressources dédiées à la préservation du patrimoine ;
- Meilleure intégration de l'archéologie préventive dans les politiques publiques.

Programme 6 : Améliorer les conditions de vie des populations pratiquant une activité en rapport avec le patrimoine culturel et naturel ou vivant dans le voisinage des sites du patrimoine culturel et naturel

Mesure 18 : Appui aux activités génératrices de revenus pour les acteurs du patrimoine

Action 58 : Contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme national pour la structuration, la production, la valorisation et le marketing des produits dérivés du patrimoine culturel et naturel, notamment à

travers la mise en place d'espaces de production et de vente au sein des sites et des monuments historiques.

Résultats escomptés

- Développement de l'économie du patrimoine à travers la mise à disposition de produits dérivés du patrimoine culturel et naturel au profit des publics en particulier dans les sites du patrimoine ;
- Amélioration de la promotion du patrimoine ;
- Sauvegarde des savoir-faire et des métiers liés au patrimoine.

Mesure 19 : Amélioration des conditions de travail des professionnels du secteur des arts populaires traditionnels et développement de la création liée à ces arts.

Action 59 : Créer un centre national et des centres régionaux des arts populaires traditionnels pour professionnaliser et améliorer les prestations des troupes.

Action 60 : Encourager la création de coopératives artistiques pour structurer et améliorer les conditions d'exercice d'activités des arts populaires traditionnels ;

Action 61 : Élaboration par le Ministère de la Culture des modalités de contractualisation des troupes des arts populaires traditionnels, dans le cadre de leur participation aux festivals nationaux et internationaux ;

Action 62 : Créer une synergie entre les festivals

« Art et Patrimoine » organisés par le Ministère de la Culture et les autres festivals, et établir une convention de partenariat entre les départements de la Culture, du Tourisme, l'ONMT et les fédérations professionnelles du secteur.

Résultats escomptés

- Développement des savoirs sur les arts populaires ;
- Amélioration des conditions contractuelles d'exercice des troupes des arts populaires ;
- Promotion des festivals du Patrimoine.



Les chantiers du patrimoine



LES CHANTIERS DU PATRIMOINE

Les chantiers du patrimoine concernent les sites saillants du patrimoine national. On en dénombre des centaines qui appartiennent aux différentes périodes historiques et qui relèvent d'une variété de catégories allant du site religieux, naturel ou culturel, au site monumental ou industriel, au tissu urbain ou à l'expression culturelle, etc. Ces sites sont situés sur l'ensemble des régions du Maroc. Leur cartographie reflète la profondeur de l'histoire du pays et les différents centres névralgiques du pouvoir et de la culture. Leur restauration et leur valorisation réclament des investissements colossaux, de l'ordre de 3,5 milliards de dhs, hors de la portée habituelle du budget d'investissement du Ministère de la Culture.

Aujourd'hui, quelques chantiers identifiés dans cette stratégie ont d'ores et déjà été lancés et connaissent un début de réalisation avec la conjugaison des efforts du Ministère de la Culture et d'autres départements. Ainsi, en est-il des sites de Fès, de la Tour Hassan ou de Chellah à Rabat. D'autres projets, supportés par les fonds propres du Ministère de la Culture, sont en cours de réalisation, à l'instar de la restauration des Palais Badiâ et Al Bahia à Marrakech, de la synagogue Simon Attias à Essaouira, ou de l'aménagement du site antique de Lixus près de Larache, des greniers collectifs dans le Haut et le Moyen Atlas et des sites de l'art rupestre sur la vallée de Draâ, dans les zones

désertiques et pré-désertiques, et dans les provinces sahariennes. Ces projets, dont l'exécution s'étend sur plusieurs années, mobilisent des ressources humaines en plus grand nombre et une enveloppe budgétaire de l'ordre de 3.7 milliards de dirhams.

Au niveau du patrimoine culturel immatériel, le ministère a déjà lancé le programme pour l'inventaire des éléments de ce patrimoine dans la région de Tata et prépare le démarrage de l'inventaire du patrimoine oral des provinces sahariennes ainsi que la valorisation des expressions musicales hassanies. Ces projets procèdent et inspirent la présente stratégie qui vise à relier l'inventaire à la sauvegarde puis à la valorisation sur l'ensemble du territoire national en harmonie avec les obligations du Maroc au titre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco qu'il a ratifiée en 2006.

L'implémentation d'un nouveau mode de gestion des monuments et sites historiques, fondé sur le partenariat public-privé, et exclusivement dédié à la délégation des prestations de la gestion économique et de l'animation culturelle, est de nature à assurer une gestion des sites selon les standards relevés de l'international, et à dégager des recettes additionnelles hors budget de l'Etat, estimées à 500 millions de dirhams à l'horizon 2020.

L'enveloppe budgétaire nécessaire à la réalisation de cette stratégie s'élève à environ 4 milliards de dirhams répartie

à hauteur de 94 % pour le patrimoine matériel et 6 % pour le patrimoine immatériel.

Dans cette enveloppe globale, le coût des projets relatifs au patrimoine matériel, qu'il s'agisse de restauration, d'aménagement ou de promotion des médinas, des sites et des monuments historiques s'élève à 3 708 500 000 Dhs. La réalisation de ces grands chantiers nécessite la mobilisation des moyens budgétaires autrement plus importants que le budget du Ministère de la Culture. Elle requiert de la part de l'Etat un effort exceptionnel pour d'une part couvrir ces besoins de financement en dopant les dotations budgétaires du ministère et pour favoriser d'autre part la mutualisation des moyens des partenaires institutionnels.



Nomenclature des projets et prévisions budgétaires par région

I- PATRIMOINE MATERIEL

*Projets de restauration, d'aménagement et de promotion des médinas,
des sites et des monuments historiques*

Ces projets sont répartis sur l'ensemble des régions, selon le nouveau découpage régional du Royaume.

RÉGION RABAT - SALÉ - KÉNITRA

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Aménagement et mise en valeur de la Kasbah des Oudayas	Rabat	02 ans	50 000 000
Restauration et aménagement du site archéologique de Chellah	Rabat	02 ans	50 000 000
Restauration et aménagement de la Tour Hassan	Rabat	02 ans	18 000 000
Restauration et aménagement des grottes de Dar Es Soltane	Rabat	02 ans	3 000 000
Sauvegarde, restauration et mise en valeur de la Kasbah de Mehdiya	Kénitra	07 ans	100 000 000
Aménagement du site archéologique de Banasa	Kénitra	03 ans	30 000 000
Aménagement du site archéologique de Thamusida	Kénitra	03 ans	15 000 000
Sauvegarde, restauration de Dar Njaï à Souk Tlat	Kénitra	01 an	1 000 000
Restauration et aménagement des grottes d'El-Mnasra et des Contrebandiers	Témara	02 ans	15 000 000
Restauration et aménagement de la grotte d'El Harhoura	Témara	01 an	500 000
Restauration et aménagement de la Kasbah de Dchira	Témara	02 ans	2 000 000
Restauration et aménagement de la Kasbah des Gnaouas	Salé	02 ans	5 000 000
Restauration et réhabilitation du Borj Sidi Benaacher	Salé	02 ans	1 500 000
Restauration et réhabilitation de Zawiyat Anoussak	Salé	03 ans	3 500 000
Aménagement du site archéologique de Rirha	Sidi Slimane	02 ans	6 000 000
Restauration et aménagement du pont Afoullous sur l'oued Beht	Khémisset	01 an	800 000
Total			301 300 000

RÉGION SOUSS – MASSA

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et mise en valeur du site d'Iguiliz	Taroudant	05 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur des sucreries d'Oulad Messoud et de Tazemmourt	Taroudant	04 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah Amergoun	Taroudant	03 ans	15 000 000
Restauration et consolidation du pont-aqueduc Oued Al Ouaar	Taroudant	02 ans	3 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah d'Agadir Oufella	Agadir	02 ans	3 000 000
Restauration et aménagement des greniers «Igoudar» de Sissid et D'Inoumar	Chtouka Ait Baha	03 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif d'Ait Ighil	Chtouka Ait Baha	01 an	500 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif d'Amzaour	Chtouka Ait Baha	01 an	500 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif d'Imi-ntissil	Chtouka Ait Baha	01 an	500 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif de Toubkal	Chtouka Ait Baha	03 ans	2 000 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif de Tâalat	Chtouka Ait Baha	03 ans	3 000 000
Restauration et mise en valeur du grenier collectif d'Ighir ifrane	Chtouka Ait Baha	03 ans	3 500 000
Restauration du grenier collectif Aït Ouizeln	Chtouka Ait Baha	15 mois	3 000 000
Restauration et mise en valeur du site de Tamdoult	Tata	04 ans	20 000 000
Conservation et mise en valeur de l'aire rupestre de la Fayja d'Imaoun	Tata	04 ans	20 000 000
Conservation des sites rupestres de Tissint	Tata	02 ans	10 000 000
Conservation des sites rupestres de Mghimima	Tata	02 ans	10 000 000
Restauration du grenier collectif Tadakouss	Tata	18 mois	6 000 000
Restauration et aménagement de la forteresse Tagadirt Ouguelid	Tata	02 ans	10 000 000
Conservation et mise en valeur du paysage culturel de Tamanart	Tata	06 ans	100 000 000
Total			255 000 000

RÉGION MARRAKECH – SAFI

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Aménagement du site archéologique d'Aghmat	Marrakech	04 ans	11 000 000
Restauration et mise en valeur du palais Bahia	Marrakech	04 ans	47 000 000
Réfection du bassin et du pavillon de la Ménara	Marrakech	02 ans	10 000 000
Restauration, aménagement et mise en valeur de la Medersa Ben Youssef	Marrakech	03 ans	5 000 000
Restauration de la coupole almoravide	Marrakech	02 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur du palais Badii	Marrakech	03 ans	28 000 000
Restauration et mise en valeur du site de Tinmel	Marrakech	03 ans	10 000 000
Restauration et aménagement de l'ensemble des monuments du jardin de l'Agdal	Marrakech	07 ans	198 500 000
Restauration et réhabilitation du Château de Mer	Safi	05 ans	60 000 000
Restauration et mise en valeur de Dar Soltane	Safi	05 ans	30 000 000
Restauration et mise en valeur du palais Dar Caid Issa	Safi	04 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Hmidouch	Safi	04 ans	15 000 000
Restauration et aménagement de l'île de Mogador	Essaouira	05 ans	100 000 000
Restauration et valorisation de monuments historiques (Skala, synagogue Simon Attias, Belvédère)	Essaouira	05 ans	16 000 000
Restauration et mise en valeur de la forteresse de Tasghimout des Mesfioua	Ait Ourir	03 ans	10 000 000
Total			565 500 000

RÉGION TANGER - TÉTOUAN - AL HOUCEIMA

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et mise en valeur de la villa Haris	Tanger	05 ans	30 000 000
Restauration et mise en valeur du palais Perdicaris	Tanger	05 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur du site Ain Dalia	Tanger	01 an	2 000 000
Restauration et mise en valeur du Ksar Khalifa Moulay Mehdi	Tétouan	06 ans	100 000 000
Restauration et réhabilitation du théâtre national de Msala	Tétouan	02 ans	10 000 000
Mise en valeur de la Médina de Tétouan	Tétouan	06 ans	8 000 000
Restauration et mise en valeur d'Al Mazamma	Al Houceima	03 ans	15 000 000
Mise en valeur de la ville de Nekour	Al Houceima	02 ans	5 000 000
Aménagement et mise en valeur d'Ajdir « poste de commandement »	Al Houceima	02 ans	5 000 000
Restauration et réhabilitation des tours de Torres	Al Houceima	02 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Snada	Al Houceima	02 ans	5 000 000
Aménagement du site archéologique de Lixus	Larache	03 ans	45 000 000
Restauration et réhabilitation de Borj Assaadyines	Larache	03 ans	10 000 000
Aménagement et mise en valeur de la forteresse de Hajar An-Nasar	Larache	03 ans	10 000 000
Restauration et réhabilitation de Borj Laqlaq	Larache	03 ans	3 000 000
Aménagement des sites archéologiques de Zilil, Kouass Briech et Tahaddart	Assilah	04 ans	40 000 000
Sauvegarde, restauration et mise en valeur du site d'Al Basra	Ouazzane	05 ans	5 000 000
Sauvegarde, restauration et mise en valeur du site d'Asjen	Ouazzane	02 ans	5 000 000
Restauration et aménagement de la Kasbah	Chefchaouen	03 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur du site de Ksar Sghir	Fahs - Anjra	03 ans	10 000 000
Total			338 000 000

RÉGION DRAÂ – TAFILALET

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et valorisation du site de Sijilmassa	Er Rachidia	05 ans	20 000 000
Restauration et valorisation du mausolée Hassan Ad Dakhil	Er Rachidia	01 an	2 000 000
Restauration et mise en valeur du site historique et archéologique Tazagort	Zagoura	02 ans	6 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah Lhad	Zagoura	04 ans	30 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Tinzoline	Zagoura	18 mois	10 000 000
Restauration, aménagement et mise en valeur du Ksar et de la Kasbah Aghlal Lbacha	Zagoura	04 ans	50 000 000
Restauration de la Kasbah de Taourirt	Ouarzazate	03 ans	45 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah Amridil	Ouarzazate	02 ans	20 000 000
Restauration de la kasbah Tamdakht	Ouarzazate	02 ans	10 000 000
Restauration du grenier collectif khozama	Ouarzazate	01 an	1 000 000
Restauration du grenier collectif Aman n'Tazart	Ouarzazate	15 mois	2 000 000
Restauration du grenier grotte Assaka	Ouarzazate	01 an	1 000 000
Restauration du grenier collectif Tasguent	Ouarzazate	15 mois	2 000 000
Mise en valeur du site minier d'Ahouli	Midelt	04 ans	20 000 000
Restauration et réhabilitation de Ksar Lfida	Rissani	02 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah EL Goumt	Tinghir	04 ans	20 000 000
Restauration des kasbah Aït Arbi	Tinghir	02 ans	15 000 000
Total			259 000 000

RÉGION FÈS – MEKNÈS

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et aménagement du mausolée d'El Gour	Meknès	02 ans	5 000 000
Restauration et réhabilitation de Hri Souani	Meknès	03 ans	20 000 000
Restauration et réhabilitation du palais Mansour	Meknès	04 ans	100 000 000
Mise en valeur du village de Taferdoust	Boulemane	05 ans	20 000 000
Mise en valeur du site préhistorique et paléolithique Anchrif	Boulemane	02 ans	10 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah Nasrani	My Driss Zerhoun	04 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur du site archéologique de Volubilis	My Driss Zerhoun	03 ans	25 000 000
Mise en valeur du village de Bhalil	Sefrou	02 ans	5 000 000
Restauration et aménagement de la muraille de Fès Al Bali	Fès	02 ans	5 000 000
Restauration et réhabilitation des monuments et des sites de la Médina de Fès	Fès	06 ans	98 500 000
Mise en valeur de Kehf El Moumen dite grotte du Juif (Sidi Daniel)	Fès	01 an	2 000 000
Restauration et mise en valeur des nécropoles	Fès	03 ans	8 000 000
Restauration du pont Oued Nja	Fès	01 an	3 000 000
Restauration et mise en valeur du pont Ben Tatou sur l'Oued Sebou	Fès	01 an	2 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Msoun	Taza	06 ans	40 000 000
Restauration et mise en valeur du parc archéologique de Kifan Bel Ghomari	Taza	02 ans	3 000 000
Mise en valeur de la Kasbah d'Amergou	Taounate	04 ans	20 000 000
Total			386 500 000

RÉGION CASABLANCA - SETTAT

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Contribution à la réhabilitation de la Médina de Casablanca	Casablanca	07 ans	600 000 000
Consolidation et protection du patrimoine du début du 20 ^{ème} siècle	Casablanca	04 ans	100 000 000
Aménagement du site préhistorique de Sidi Abderrahmane	Casablanca	02 ans	40 000 000
Aménagement de la Carrière Thomas I à Casablanca	Casablanca	04 ans	20 500 000
Mise en valeur de la Kasbah Ismailia	Settat	03 ans	2 200 000
Mise en valeur de la Kasbah Dar Chafaï	Settat	02 ans	10 000 000
Restauration et réhabilitation de la Kasbah de Boulaouane	El Jadida	05 ans	40 000 000
Restauration et mise en valeur de la cité portugaise	El Jadida	02 ans	4 000 000
Restauration et mise en valeur de Ribat de Tit	El Jadida	05 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur de Ribat Al Moujahidine	El Jadida	03 ans	10 000 000
Total			846 700 000

RÉGION ED DAKHLA - OUED EDDAHAB

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Préservation et aménagement des sites d'Aousserd	Lagouira	01 an	500 000
Préservation et aménagement de l'aire rupestre Adrar Settouf	Ed Dakhla	18 mois	2 000 000
Total			2 500 000

RÉGION GUELMIM - OUED NOUN

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et mise en valeur de Dar Ouled Birouk	Guelmim	04 ans	20 000 000
Restauration et aménagement de la Kasbah Ouhdadou	Guelmim	04 ans	20 000 000
Mise en valeur d'Ighrem Igzoulen	Guelmim	02 ans	5 000 000
Restauration et réhabilitation de la synagogue d'Ifrane de l'Anti Atlas	Guelmim	02 ans	2 000 000
Mise en valeur du site de Noul Lamta - Tagaoust	Guelmim	01 an	1 000 000
Sauvegarde et mise en valeur des abris peints d'El M'sied	Tan-Tan	02 ans	2 000 000
Total			50 000 000

RÉGION DE L'ORIENTAL

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et aménagement des sites de Jerada-Hassi-Blal	Oujda	06 ans	256 000 000
Restauration, aménagement et mise en valeur du site Ghassassa	Nador	04 ans	10 000 000
Restauration et mise en valeur de la forteresse de Tazouda	Nador	03 ans	10 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Selouane	Nador	01 an	2 000 000
Contribution à la réhabilitation de la Médina de Debdou	Taourirt	04 ans	60 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah de Debdou	Taourirt	08 ans	60 000 000
Aménagement de la grotte de Taforalt	Berkane	04 ans	15 000 000
Total			413 000 000

RÉGION BENI MELLAL - KHÉNIFRA

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et mise en valeur de la forteresse de Fazaz	Khénifra	04 ans	20 000 000
Restauration et mise en valeur de la Zaouia d'Aït Ishaq (Dilaa)	Khénifra	04 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur d'Ighrem Aoussar (Jbel Aouam)	Khénifra	03 ans	5 000 000
Restauration et mise en valeur de Dar Moulay Hicham	Demnat	06 ans	80 000 000
Restauration et aménagement des greniers de «Magdaz» (Haut Atlas Central)	Demnat	02 ans	4 000 000
Restauration et mise en valeur de la Kasbah Zidania	Béni Mellal	05 ans	60 000 000
Préservation et aménagement de l'aire rupestre Jbel Rhat	Azilal	03 ans	20 000 000
Total			194 000 000

RÉGION LAÂYOUNE-SAGUIA AL HAMRA

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Restauration et mise en valeur de la Zaouia de Sidi Ahmed Rguibi	Es Smara	01 an	2 000 000
Restauration et mise en valeur de la Zaouia de Ma Al 'Aynayn	Es Smara	03 ans	3 000 000
Restauration et mise en valeur de la Zaouia de Sidi Ahmed Laaroussi	Es Smara	01 an	2 000 000
Restauration, aménagement et mise en valeur du fort Mackenzie	Tarfaya	05 ans	60 000 000
Restauration de la Zaouia Ma Al 'Aynayn	Laayoune	04 ans	30 000 000
Total			97 000 000

II- PATRIMOINE IMMATERIEL

Projets de sauvegarde et de valorisation

Projet	Localisation	Délai de réalisation	Coût estimé en dhs
Établissement de l'inventaire exhaustif des éléments du patrimoine culturel immatériel	Territoire national	04 ans	8 000 000
Etablissement et mise en œuvre de plans de sauvegarde	Territoire national	04 ans	8 000 000
Valorisation du patrimoine culturel immatériel dont l'inscription de 5 éléments auprès de l'UNESCO (l'Argan, Gnaoua, danse Tiskiwine, Yennayer, procession des cièrges)	Territoire national	04 ans	200 000 000
Total			216 000 000



III- TEXTES LÉGISLATIFS ET RÉGLEMENTAIRES

❖ *Projets de lois adressés au Secrétariat Général du Gouvernement en date du 3 juin 2013:*

- *Projet de loi cadre portant charte nationale du patrimoine culturel et naturel*
- *Projet de loi relatif à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel*
- *Projet de loi relatif aux Trésors Humains Vivants*

❖ *Projets de décrets:*

- *Projet de décret portant institution de la commission nationale et des commissions régionales des monuments historiques et des sites, adressé au Secrétariat Général du Gouvernement en date du 26 janvier 2014*
- *Projet de décret sur les musées adressé au Secrétariat Général du Gouvernement en date du 20 octobre 2014*

PROJET DE LOI CADRE PORTANT CHARTE NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

OBJECTIFS ET PRINCIPES

Article 1

Le patrimoine national culturel et naturel, étant considéré comme une ressource fragile et non renouvelable, est un héritage communautaire qui reflète l'identité nationale et préserve la mémoire, il est composé de :

- Le patrimoine culturel dont :
 - Le patrimoine culturel immobilier, composé de :
 - Sites et monuments (monuments, sites archéologiques, œuvres architecturales ...) ;
 - Ensembles historiques et traditionnels (méquinas, kasbahs...).
 - Le patrimoine culturel mobilier ;
 - Le patrimoine culturel subaquatique ;
 - Le patrimoine culturel immatériel (us, traditions, savoir-faire...).
- Le patrimoine mixte (culturel et naturel).
- Le patrimoine naturel

Article 2

La présente Charte vise à :

- encourager toute action consistant à préserver un patrimoine culturel ou, naturel dans l'état actuel pour en garantir la pérennité et la transmission aux générations futures ;
- faciliter l'adoption de structures de coopération et de partenariats entre les acteurs publics et/ou privés à

des fins de préservation, de protection et de mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel ;

- mobiliser les moyens humains et financiers nécessaires pour la préservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel ainsi que les moyens de lutte appropriés contre toutes les menaces qui pèsent sur ce patrimoine ;
- encourager à l'adhésion de tous aux efforts visant la préservation du patrimoine national culturel et naturel, et sensibiliser les élus, les groupes, les communautés et le public à l'importance du patrimoine et l'urgence de la finalité de sa préservation ;
- mettre en avant les engagements de l'Etat, des collectivités territoriales, des différents organismes publics, des entreprises privées, des associations de la société civile et des citoyens en matière de protection du patrimoine national culturel et naturel ;
- appliquer le principe de la bonne gouvernance dans le domaine de la gestion du patrimoine national culturel et naturel;
- renforcer le cadre juridique visant la préservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel et à l'adapter les conventions internationales ratifiées par le Royaume du Maroc;
- œuvrer pour une meilleure accessibilité des groupes et des communautés d'accueil ainsi qu'à l'ensemble des citoyens au patrimoine national culturel et naturel.

Article 3

Les principes énoncés ci-après constituent des éléments de cadrage à respecter au moment de l'élaboration et de mise en œuvre des politiques, des stratégies, des programmes, des projets et des plans d'action par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements et entreprises publics et par les autres parties intervenant pour la protection du patrimoine national culturel et naturel :

Principes de la primauté de l'intégration

Lors de l'aménagement ou de la modification de l'environnement d'un patrimoine national culturel et naturel, ce dernier doit être intégré et constituer un facteur déterminant dans ces travaux, et primer sur le reste de son environnement.

Principe de l'engagement

établir une organisation adéquate des responsabilités incombant à chaque entité par rapport aux obligations légales, face à la fonction de préservation et de mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel, et la mobilisation constante des acteurs, de leurs entités hiérarchiques et des moyens de coopération dont ils disposent ;

Principe de transversalité

Il consiste à adopter une approche globale intersectorielle lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, des stratégies, des programmes et des plans

d'action entrepris par les différents secteurs en prenant en considération la protection et la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel ;

Principe de territorialité

Ce principe exige la prise en considération des différents niveaux de décision territoriaux, notamment régionale, en vue d'assurer une meilleure articulation des mesures initiées et de favoriser la mobilisation des acteurs locaux au profit de la protection du patrimoine national culturel et naturel ;

Principe de participation

Ce principe permet la participation de tous les acteurs et intervenants dans le domaine du patrimoine national culturel et naturel à savoir les administrations publiques, centrales et déconcentrées, les instances élues, les organisations professionnelles, la société civile, les universités et les habitants concernés et favorise aussi l'adhésion aux programmes internationaux de coopération en matière de patrimoine culturel et naturel. Ce principe est essentiel à la préservation et de la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel.

Principes de précaution et de prévention

Ce principe exige la prise de mesures adéquates, viables et acceptables destinées à faire face aux dangers menaçant le patrimoine national culturel et naturel et notamment prévoir les outils d'évaluation et d'appréciation régulière

des impacts des activités susceptibles de porter atteinte au patrimoine national culturel et naturel (les travaux d'aménagements, grands chantiers...) tels les études d'impact sur le patrimoine national culturel et naturel, de préconiser et de mettre en œuvre des mesures concrètes pour les supprimer, ou du moins réduire leurs effets négatifs ;

Principe de spécialisation

Toute intervention physique concernant Le patrimoine national culturel et naturel doit être entreprise par les personnes habilitées, de par leur spécialité dans le domaine, et ce sous la supervision des instances compétentes ;

L'importance scientifique, historique, culturelle, naturelle, sociale et esthétique du patrimoine national culturel, à l'échelle nationale, régionale et locale, doit être évaluée par des équipes pluridisciplinaires.

Principe de réversibilité

Toute intervention physique sur le patrimoine national culturel et naturel doit être réversible ;

Principe de la diversité culturelle

La diversité culturelle doit être respectée dans toute approche visant la préservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel en en prenant soin et établissant un équilibre entre ses différentes composantes sans distinction d'ordre historique, régional, ethnique ou typologique.

DE LA PROTECTION ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE NATIONAL CULTUREL ET NATUREL

Article 4

Le patrimoine national culturel et naturel doit faire l'objet d'une reconnaissance publique, solennelle et systématique.

L'ensemble des lois, des règlements, favorisent, par des mesures adéquates, préventives et pénales, la préservation, la conservation, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel et ce, au niveau central, déconcentré et décentralisé tout en prenant en considération les principes et règles du droit international conventionnel dûment ratifiés par le Royaume.

Article 5

Le patrimoine culturel et naturel doit être préservé, conservé, sauvegardé, mis en valeur et transmis aux générations futures, avec le plus grand souci possible d'authenticité et de maintien de sa valeur culturelle et naturelle exceptionnelle.

Dans toutes les mesures de conservation et de préservation, les apports significatifs de toutes les époques et la relation d'appartenance entre le bien culturel ou naturel et son lieu d'origine doivent être respectés.

Article 6

Les Autorités publiques concernées veillent à l'établissement d'un inventaire général du patrimoine culturel et naturel dans l'horizon de l'inscrire et le classer tout en spécifiant en conséquence les menaces qui pèsent sur son avenir.

Article 7

Le patrimoine national culturel et naturel, dûment reconnu et inventorié, nonobstant toute modalité d'inscription ou de classement, doit demeurer un héritage commun de l'ensemble des marocains et placé sous la supervision des autorités publiques compétentes. L'Etat œuvre pour assurer la transmission, indépendamment du régime de propriété, de ce patrimoine national culturel et naturel aux générations futures et établit à cette fin, le droit de préemption exercé à son profit selon les strictes prescriptions légales.

Article 8

Des normes pour préserver tous les processus cognitifs et pratiques, les matériaux naturels ou composés, les métiers d'art et les hommes en tant que Trésors humains vivants détenteurs du savoir et savoir-faire doivent être établies. C'est l'ensemble des procédés qui consistent à identifier, à spécifier et à labelliser des biens culturels dans les processus de production en vue d'en protéger les propriétés, l'invention, les usages qu'ils supposent, au niveau de leurs créations et de leurs applications.

L'établissement des procédés de normalisation est une composante essentielle pour la protection des droits qui découlent de la propriété intellectuelle et industrielle.

Article 9

L'Etat assure l'entretien permanent et l'actualisation des moyens de sauvegarde et de protection du patrimoine national culturel et naturel.

Les autorités publiques compétentes mettent en œuvre les études préalables et les actions programmées afin de prévenir, de préserver, de conserver le plus possible, de mettre en valeur et d'éviter toute posture hypothétique qui inhibe la volonté d'agir et dilue les responsabilités. Ces mêmes autorités veillent à assurer l'accessibilité au patrimoine culturel et naturel de manière à le réintégrer, au besoin, dans la vie quotidienne.

Article 10

Les aspects de priorité et de primordialité de la préservation, la protection et de la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel doivent être mis en évidence lors de la conception de tout schéma d'aménagement et dans l'élaboration de tous les documents d'urbanisme et de l'environnement comme dans leur exécution.

Un modus vivendi doit s'opérer entre urbanisme, aménagement des espaces fondé sur les créations et l'innovation et la finalité de préservation du patrimoine national culturel et naturel essentiellement conservatrice.

La réalisation d'un tel *modus vivendi* se conçoit à la concertation et la coordination permanente, la synergie structurante évoqués entre innovation et conservation qui priorise la dimension patrimoniale et le partenariat entre les secteurs de l'urbanisme, de l'aménagement et des secteurs chargés du patrimoine national culturel et naturel.

Article 11

Quand il s'avère nécessaire, les adjonctions contemporaines, doivent s'intégrer aux biens culturels ou aux sites et paysages naturels existant selon des exigences esthétiques et s'harmoniser au contexte environnant par la tonalité, la texture, les proportions.

Article 12

En vertu du principe de précaution, les différents intervenants sont tenus de procéder, à une analyse géologique et archéologique et des opérations de sondage des terrains qui sont considérés potentiellement susceptibles de contenir des vestiges archéologiques, et qui doivent recevoir de nouvelles constructions et projets de grandes envergures de façon à dégager ces vestiges et, le cas échéant, en envisager la conservation *in situ*. Les caractéristiques importantes du patrimoine national culturel et naturel doivent être préservées et conservées lors du choix d'une nouvelle utilisation dans la conception et l'exécution des projets.

Les changements apportés à ces actions réputées patrimoniales, devront être en tout temps réversibles.

Article 13

Les autorités publiques compétentes veillent à prendre toutes les précautions nécessaires lors d'une nouvelle fonction de l'usage du patrimoine qui peut amener à son utilisation excessive et sa détérioration.

La réanimation du patrimoine bâti ou d'un site naturel à préserver doit être compatible avec le maintien voire l'amélioration de son identité, de son intégrité et de ses valeurs culturelles et naturelles propres.

Article 14

Lorsque le patrimoine national culturel et naturel est touché par une action inhérente à un projet dûment autorisé, et ayant une influence directe ou indirecte sur le patrimoine culturel et naturel, il en va de la responsabilité de l'intervenant public ou privé, d'informer le citoyen, en toute transparence, de la portée de l'intervention escomptée et de recueillir son avis selon les moyens de communication les plus adéquats (audiences publiques, expositions...), et ce, afin de rendre compatible le développement des projets avec la structure et la nature des bâtiments, des espaces et des sites qui la composent et respecter son intégration aux activités économiques et sociales du milieu.

Article 15

Les résidents permettent au patrimoine culturel et naturel de conserver son dynamisme et son caractère fonctionnel. Ils contribuent à sa protection et à son animation.

La vie qu'il faut préserver, conserver ou réintroduire en faveur d'un patrimoine culturel est la vie de tous les jours, qui ne dispense pas de celle faisant fonction d'un musée ou d'un lieu voué au tourisme.

Article 16

Les caractéristiques architecturales doivent être respectées, notamment dans les ensembles historiques, les sites naturels et dans les zones rurales régionales. Il faudrait en tout état de cause respecter les besoins et les aspirations légitimes des habitants.

La fonction d'habitat doit avoir préséance sur toute autre utilisation et être considérée prioritairement, nonobstant les règles légales de gestion administrative régie par le droit de l'urbanisme et de l'aménagement des espaces. En bonne pratique patrimoniale culturelle et naturelle, il faut favoriser le respect des coutumes propres à la population en place et conformément aux législations et règlements en vigueur.

Conserver et rehausser la qualité de la vie du milieu dans lequel s'inscrit le monument, le site, le paysage naturel, le vestige ou l'ensemble est un objectif national prioritaire au sein des politiques publiques.

ENGAGEMENT DES DIFFÉRENTS ACTEURS DANS LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATIONAL CULTUREL ET NATUREL

Article 17

Il incombe à tous les acteurs et intervenants dans le domaine du patrimoine national culturel et naturel, et notamment les administrations publiques, les collectivités territoriales, les différents établissements et instances publiques et les entreprises privées, les associations de la société civile ainsi que les citoyens et les communautés résidentes de le préserver et de s'abstenir de lui porter.

Article 18

L'Etat est investi de la tutelle légale sur le patrimoine national culturel et naturel pour sa préservation, protection et mise en valeur, le Gouvernement veille à prendre les mesures nécessaires en vue de la mise en œuvre de la présente loi-cadre, et pour cela elle s'engage à :

- protéger et préserver le patrimoine culturel et naturel et ce, par la lutte contre la destruction, le vandalisme, le vol, le trafic illicite des biens culturels ;
- assurer l'implication de tous dans la préservation du patrimoine culturel et naturel, et la sensibilisation des citoyens sur l'importance de cette préservation ;
- encourager les actions de partenariat et mettre en action une politique conventionnelle pour assurer la coordination entre les différents secteurs

et institutions publiques intervenants ayant la compétence légale de gestion sur les secteurs à dimension culturelle et naturelle, tout en précisant les compétences entre les parties concernées et veiller à leur non interférence ;

- maintenir pour la faisabilité des projets de préservation, la consultation permanente avec les collectivités territoriales et avec les autres intervenants publics ou privés en vue de la conclusion et de la mise en œuvre de conventions partenariales dans ce sens. Ce type de partenariat est basé sur :
 - La convergence de vues sur les finalités de préservation dans les projets relatifs au patrimoine culturel et naturel ;
 - La Co-élaboration d'une stratégie de mise en œuvre avec des objectifs clairs et mesurables ;
 - La complémentarité des compétences et des moyens ;
 - L'inscription de cette relation dans le temps ;
- intégrer les mesures inspirées du développement durable dans les politiques publiques globales et sectorielles qu'elle élabore, en tenant compte des finalités de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine national culturel et naturel ;
- diffuser et généraliser La connaissance scientifique du patrimoine national cultuel et naturel et en faire un prérequis essentiel à la préservation, et

notamment à travers l'éducation, la formation et les médias publics et privés ;

- mobiliser les ressources et moyens nécessaires à la mise en place d'un programme d'action de sensibilisation, de communication et d'éducation ayant but la promotion de comportements individuels et collectifs conformes aux exigences de la conservation, la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel ;
- mettre en œuvre des allègements fiscaux ayant pour but la préservation du patrimoine culturel et naturel et sa mise en valeur notamment lorsqu'il s'agit d'ensembles historiques et traditionnels et des sites et paysages naturels menacés.

Article 19

Les collectivités territoriales contribuent à la préservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, lors de l'élaboration et la mise en œuvre de plans de développement économique, social et culturel, et d'inclure ainsi le volet de l'aménagement culturel et naturel, notamment la conservation et la protection et du patrimoine culturel et naturel local parmi ses autres priorités.

Les collectivités territoriales veillent à :

- préserver et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel (sites, monuments, lieux de mémoire....) ;
- inclure dans leurs plans de développement la

dimension patrimoniale culturelle et naturelle du développement durable ;

- recourir à des actions préventives et de sauvegarde du patrimoine national culturel et naturel local ;
- mobiliser les ressources financières au fin de la préservation et la protection du patrimoine national culturel et naturel ;
- mobiliser les acteurs publics et privés concernés par chaque type d'actions aux fins d'engagement partenarial concerté ayant comme fin la préservation du patrimoine culturel et naturel ;
- organiser des actions de communication et de sensibilisation ciblant la population concernée par la mission de préservation envisagée et suscitant son adhésion et son soutien ;
- mobiliser les détenteurs de traditions dans l'identification et la documentation du patrimoine national culturel et naturel local et l'aménagement des lieux de mémoire locaux constituant une dimension importante dans la sauvegarde des valeurs qu'ils contiennent et qui sont menacées dans leur intégrité physique.

Article 20

Les établissements, les entreprises publics et privés et la société civile contribuent aux efforts individuels et collectifs menés en vue de sa protection, de sa conservation et de sa mise en valeur et ce à travers :

- la contribution par tous les moyens, notamment financiers, à préserver et à mettre en valeur le patrimoine national culturel et naturel (sponsoring, mécénat, dons...) ;
- préserver et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel en leur possession ;
- inclure par principe la dimension patrimoniale dans les plans de développement prônés par ces établissements et entreprises.

Article 21

Les communautés et les associations de la société civile veillent à :

- contribuer à la préservation et à la mise en valeur des sites, des paysages naturels, des monuments et des lieux de mémoire ;
- contribuer à des actions préventives du patrimoine national culturel et naturel local ;
- collecter les dons et les ressources financières au fin de la préservation et la protection du patrimoine national culturel et naturel et ce conformément à la législation et réglementation en vigueur ;
- contribuer aux inventaires locaux de leur patrimoine local, en collaboration avec les secteurs gouvernementaux concernés ;
- organiser des actions de communication et de sensibilisation ciblant la population concernée par la mission de préservation envisagée et suscitant son adhésion et son soutien ;

- mobiliser les détenteurs de traditions dans l'identification et la documentation du patrimoine national culturel et naturel local.

DISPOSITIONS FINALES

Article 22

La présente loi-cadre est mise en œuvre en vertu des textes législatifs et réglementaires pris pour son application.



PROJET DE LOI RELATIF À LA PROTECTION, À LA CONSERVATION ET À LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL

PREAMBULE

Considérant la richesse et la diversité du patrimoine national qu'il soit culturel, matériel et immatériel, et le rôle primordial qu'il joue dans la préservation de l'identité nationale et le développement durable ;

Reconnaissant la diversité des affluents du Royaume du Maroc et sa contribution à l'enrichissement et à la valorisation de la Culture nationale ;

Du fait que ce patrimoine constitue une richesse nationale et partie intégrante du patrimoine de l'humanité toute entière ;

Considérant la reconnaissance constitutionnelle du Royaume du Maroc des droits de l'Homme tels qu'ils sont universellement reconnus ;

Rappelant la volonté universelle d'instaurer un système de protection, de préservation, de conservation et de sauvegarde du patrimoine culturel sous toutes ses formes, y compris ses modalités préventives, en vue de

faire face aux risques de toutes les formes d'altération, de dégradation et de ce qui peut lui porter atteinte ou de disparition ;

Reconnaissant le rôle d'intérêt général de l'Etat et de ses prolongements dans la protection et la valorisation du patrimoine culturel;

Ayant présent à l'esprit l'évolution universellement admise de la notion de patrimoine culturel et naturel et leur profonde interdépendance et l'importance de leur transmission aux générations futures ;

Considérant l'importance primordiale de disposer d'instruments juridiques adéquats et appropriés pour préserver ce patrimoine culturel;

Eu égard aux engagements internationaux du Royaume du Maroc dans le domaine de la protection du patrimoine culturel, dûment ratifiés ;

Vu la constitution, notamment son préambule.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I : OBJET ET DÉFINITIONS

Article 1

La présente loi a pour objet de définir l'ensemble des biens culturels, déclinés dans la présente loi sous les vocables de patrimoine national culturel, d'édicter les règles générales de leur protection, préservation, sauvegarde et valorisation et d'en fixer les conditions de mise en œuvre.

Article 2

Aux termes de la présente loi sont considérés :

- Patrimoine culturel national s'étend à tous les biens culturels mobiliers, immobiliers et immatériels, par nature ou par destination, et mobiliers existants sur et dans le sol des immeubles du domaine public ou privé de l'Etat, ou appartenant à des collectivités ethniques sous tutelle de l'Etat, à des personnes physiques ou morales de droit privé, ainsi que dans le sous-sol et espaces subaquatiques des eaux intérieures et des eaux territoriales maritimes nationales, légués par les générations passées, de la préhistoire à nos jours et représentant un intérêt pour la civilisation nationale ou universelle ;
- Patrimoine naturel national s'étend à tout site ou monument, généré par la nature, ou zone ou

formation naturelle ainsi que toute composante de la nature et du paysage qui revêt un caractère exceptionnel ;

- Patrimoine mixte s'entend du patrimoine culturel et patrimoine naturel dans leur interdépendance.

Article 3

Le patrimoine culturel du Maroc tel qu'il est défini ci-dessus est propriété de l'Etat, à l'exception de celui dont le régime de propriété est légalement établi privé ou particulier au titre de bien habous ou collectif ethnique.

CHAPITRE II : DES CATÉGORIES DU PATRIMOINE

Article 4

Sont visés par les articles 2 et 3 :

Section 1 : le patrimoine culturel

Le patrimoine culturel immobilier :

Tout bien culturel immobilier qui présente une valeur nationale et/ou universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de la science ou de l'art. Il s'agit notamment de :

- Les Sites et monuments : les monuments, œuvres architecturales de toute nature dont notamment les architectures régionales et locales spécifiques, œuvres de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures à caractère archéologique,

(inscriptions, gravures ou peintures rupestres, grottes, monuments funéraires...), constructions militaires (forteresses ou murailles...), ouvrages à caractère civil (ponts, khetaras, aqueducs, bassins, jardins historiques, greniers...), sites à caractère sacré ou religieux (lieux de culte relevant ou non du régime des biens habous...), sites industriels (les friches, les mines, les usines, les manufactures ou autres installations d'époque...)...

- Les ensembles historiques et traditionnels, biens immeubles construits ou non, isolés ou réunis, tels que les médinas, les villages, les ksours, les casbahs, les tissus historiques urbains et ruraux qui présentent un intérêt dû à leur architecture, leur unicité, leur harmonie et leur intégration dans leur environnement.

La notion d'«ensemble» couvre par extension :

- Les villes mortes, témoins archéologiques, visibles et figés d'un passé révolu ;
- Les villes historiques vivantes ;
- Les villes nouvelles, présentant des traits d'intérêt à la fois historique, architectural et artistique.

Le patrimoine culturel mobilier notamment les biens meubles constitués de trouvailles fortuites ou lors de prospections et/ou de fouilles archéologiques préhistoriques (le matériel lithique, les restes fauniques, les vestiges humains...) ; d'objets d'antiquité (les

inscriptions, les monnaies, les valeurs numismatiques ...) ; de manuscrits et d'archives (tel que défini dans la loi 66-99 relative aux archives) ; d'œuvres d'art (peintures, sculptures, estampes, photographies, films ou tout autre support électronique numérisé...) ; d'objets de la vie quotidienne (collections ethnographiques) ou d'objets de la production matérielle de la culture nationale, qui, du point de vue scientifique, historique, anthropologique, artistique, esthétique ou traditionnel, ont une valeur nationale et/ou universelle, qu'ils soient des éléments isolés ou de collections. La collection est réputée une et indivisible du fait qu'elle provient d'un même lieu ou d'une même époque et qu'elle témoigne de courants de pensées, d'us et coutumes, d'une identité, d'un goût, d'un savoir-faire, d'un art ou d'un événement...

Le patrimoine culturel subaquatique

Toutes les traces d'existence humaine présentant un caractère culturel, historique ou archéologique qui sont immergées, partiellement ou totalement, périodiquement ou en permanence, depuis 100 ans au moins, se trouvant sous les eaux intérieures et sous les eaux territoriales maritimes nationales, notamment, les sites, les structures, les bâtiments, les objets et restes humains ou fauniques, épaves de navires, aéronefs ou autres véhicules ou engins, en partie ou en totalité avec leur cargaison ou autre contenu, ainsi que leur contexte archéologique et naturel.

Le patrimoine culturel immatériel

Le patrimoine culturel immatériel est défini comme étant l'ensemble des pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire, ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés, que les communautés, les groupes et les individus relevant de l'espace marocain dans ses frontières authentiques, reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

Font partie de ce patrimoine la langue, la littérature, la musique, le chant, le conte, la danse, les événements festifs et les autres arts, les jeux, les mythes, les rites, les coutumes, les pratiques, le savoir et le savoir-faire ancestral de l'artisanat, de l'architecture, de l'art culinaire, de la production et de la conservation des produits, de la médecine et la pharmacopée traditionnelle ainsi que les espaces et itinéraires culturels, lieux d'affirmation et de perpétuation de l'identité nationale, témoins de l'enracinement de la culture marocaine et participant de son universalité.

Section 2 : Le patrimoine mixte (culturel et naturel)

Le patrimoine mixte est assimilé aux paysages culturels. Il s'agit de l'œuvre conjuguée de l'homme et la nature. Cette conjugaison témoigne de l'interaction entre l'homme et son environnement et doit présenter un intérêt pour l'histoire, la science, l'art ou la tradition une valeur nationale et/ou universelle.

CHAPITRE III : DES MÉCANISMES DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL

Section 1 : De la commission nationale et de la police de la protection du patrimoine culturel

Article 5

Il est institué auprès de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture :

- Une «commission nationale du patrimoine culturel « dont la mission est de nature consultative, en charge d'émettre son avis et de présenter des propositions de protection et de classement du patrimoine dans ses dimensions culturelles, meubles ou immeubles matérielles ou immatérielles, telles que définies à l'article 4 de la présente loi.
- La commission nationale du patrimoine culturel est aussi sollicitée à donner son avis sur les programmes et les projets relatifs à la protection, la conservation, la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine ainsi que sur les demandes d'autorisation de recherches et de fouilles archéologiques, dont celles effectuées à titre préventif.
- Une « police de la protection du patrimoine culturel » dont la mission est de constater les infractions à l'égard de la présente loi.

Les attributions, la composition et le fonctionnement de la commission nationale du patrimoine culturel et de la police de protection du patrimoine culturel sont fixés par voie réglementaire.

Section 2 : Des régimes de protection du patrimoine culturel

Article 6

Les biens culturels immobiliers et mobiliers, tels que définis à l'article 4, quel que soit leur statut juridique, sont soumis, à des fins de protection et de mise en valeur, à l'un des régimes de protection ci-dessous énoncés en fonction de leur nature et de la catégorie à laquelle ils appartiennent :

- L'enregistrement sur la liste indicative ;
- L'inscription au Registre national de l'Inventaire ;
- Le classement.

Le classement est une mesure de protection définitive. Les ensembles historiques et traditionnels et les paysages culturels peuvent être érigés, à des fins de protection et de mise en valeur, en secteurs sauvegardés qui donneront lieu à l'élaboration de plans de gestion et de mise en valeur.

Les biens culturels peuvent aspirer à une inscription sur la liste du patrimoine mondial et bénéficier à ce titre d'une protection supplémentaire.

Article 7

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture dresse, tient à jour et publie un Registre national des inventaires du patrimoine culturel, dénommé ci-après le «registre national d'inventaire», et prend, par voie réglementaire, toutes les dispositions nécessaires à la

protection de l'ensemble du patrimoine culturel national. Font partie de ce Registre :

- l'Inventaire national du patrimoine culturel immobilier ;
- l'Inventaire national du patrimoine culturel mobilier ;
- l'Inventaire national du patrimoine culturel immatériel ;

Au titre de l'interdépendance des sites culturels et naturels dits sites mixtes, l'Inventaire de ce patrimoine est établi en concertation avec l'autorité gouvernementale en charge de l'Environnement et l'autorité gouvernementale en charge de des Eaux et Forêts.

Les éléments et les biens du patrimoine culturel inventoriés sont publiés par, arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la culture, au Bulletin officiel tous les deux ans.

DE LA PROTECTION, DE LA CONSERVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL IMMOBILIER

CHAPITRE I : DE L'INVENTAIRE, DU CLASSEMENT ET DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL IMMOBILIER

Section I : De l'inventaire du patrimoine culturel immobilier

Article 8

Il est établi par l'autorité gouvernementale de la culture à des fins de protection et de mise en valeur, un Registre national de l'Inventaire.

L'inscription des biens culturels immobiliers au registre national de l'inventaire s'effectue à partir d'une liste indicative définie par les services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

La liste indicative est un procédé technique et administratif ayant pour finalité fondamentale la sélection à l'échelle nationale ou régionale, d'un bien culturel immobilier, sur la base d'une connaissance scientifique et technique établissant sa valeur patrimoniale, requérant de ce fait sa protection et sa mise en valeur à titre d'urgence ou de simple instance éventuelle de classement.

La liste indicative des biens culturels immobiliers portée

au Registre national de l'Inventaire fait l'objet d'une mise à jour tous les deux (2) ans.

Article 9

Les biens culturels immobiliers qui, sans justifier un classement immédiat, présentent un intérêt du point de vue de l'histoire, de l'archéologie, des sciences, de l'anthropologie et de l'art appelant des mesures de protection, de préservation et de sauvegarde, peuvent être portés sur le Registre national de l'Inventaire.

Article 10

L'inscription des biens culturels immobiliers au Registre national de l'Inventaire est prononcée par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, après avis de la commission nationale du patrimoine culturel, sur sa propre initiative, ou à l'initiative du propriétaire du bien concerné ou de toute personne physique et morale y ayant intérêt.

Les modalités, les conditions et les dispositions d'inscription au registre national de l'inventaire sont fixées par voie réglementaire.

Article 11

L'arrêté d'inscription au Registre national de l'Inventaire fait l'objet d'un affichage au siège de la commune du lieu de situation de l'immeuble pendant deux (2) mois consécutifs. Il est notifié par l'autorité gouvernementale au propriétaire du bien culturel concerné.

Article 12

A compter de la date de publication au Bulletin Officiel de l'arrêté d'inscription au Registre national de l'inventaire, les biens culturels immobiliers inscrits au registre national de l'inventaire appartenant à l'Etat, aux Habous, aux Collectifs ethniques régis par le Dahir du 27 avril 1919 organisant la tutelle administrative des collectivités ethniques et/ou ceux soumis à d'autres régimes particuliers sont inaliénables et imprescriptibles. Les biens culturels inscrits appartenant à des personnes privées, physiques ou morales, peuvent être cédés. Toutefois, cette cession est soumise aux conditions prévues par les dispositions de la présente loi relatives au droit de préemption de l'Etat.

Les propriétaires sont aussi tenus de saisir l'autorité gouvernementale en charge de la Culture de tout projet de restauration ou de modification de l'immeuble qui aurait pour conséquence d'enlever, de faire disparaître ou de supprimer les éléments qui ont permis son inscription audit Registre et qui risquent ainsi de porter atteinte à l'intérêt qui en a justifié la préservation.

Article 13

Le propriétaire d'un bien culturel immobilier inscrit au Registre national de l'Inventaire ne peut procéder à aucune modification susvisée de ce bien sans avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture qui doit faire notifier sa réponse

dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande.

En cas d'opposition expresse et motivée de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture aux travaux envisagés, une procédure de classement d'office peut être engagée en vue de protéger le bien culturel concerné conformément aux dispositions des articles 17 et suivants de la présente loi.

Article 14

L'inscription d'un bien culturel immobilier sur le registre national de l'inventaire entraîne tous les effets du classement pendant cinq (5) ans. Ils cessent de s'appliquer si au terme de ce délai le bien culturel immobilier n'est pas classé.

Article 15

L'inscription sur le registre national de l'inventaire met à la charge des propriétaires, personnes publiques ou privées, une obligation d'entretien et de garde du bien culturel immobilier.

Article 16

Peuvent bénéficier à ce titre de l'assistance technique des services spécialisés de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, les propriétaires privés du bien en vue de sa conservation dans les conditions requises.

Section 2 : Du classement des biens culturels immobiliers

Article 17

Les biens Culturels immobiliers, tels que définis à l'article 4 de la présente loi, sont classés, par décret, sur proposition de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur sa propre initiative ou sur l'initiative de toute personne physique ou morale y ayant un intérêt, après avis de la commission nationale du patrimoine culturel et du Conseil communal concerné. Ledit conseil doit intervenir dans un délai maximum de 45 jours sans quoi il est réputé favorable.

Dans le cas des biens culturels immobiliers privés, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture doit notifier au propriétaire du bien culturel immobilier l'engagement de la procédure de classement de son bien. Ce dernier est tenu de donner son avis sur le classement du bien concerné dans un délai de (45) jours sans quoi il est réputé favorable.

Les biens culturels immobiliers appartenant à l'Etat, aux Habous, aux Collectifs ethniques régis par le Dahir du 27 avril 1919 organisant la tutelle administrative des collectivités ethniques et/ou ceux soumis à d'autres régimes particuliers, sont classés, après avis de l'autorité gouvernementale sous laquelle le monument se trouve placé dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours.

Les modalités, les conditions et les dispositions du classement des biens culturels immobiliers sont fixées par voie réglementaire.

Article 18

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture est tenue de diligenter une enquête préalable au classement selon les procédures fixées par voie réglementaire.

Le propriétaire est tenu de donner son avis sur le classement du bien concerné dans un délai de quarante-cinq (45) jours à partir de la date de publication de l'acte administratif portant ouverture de l'enquête préalable au classement. Faute d'avoir été exprimé dans ce délai, il est réputé favorable.

Article 19

Est assimilé à un bien culturel classé tout bien culturel qui fait l'objet d'une enquête en vue de son classement pendant la durée d'un an à compter de la date de publication au bulletin officiel de l'acte administratif portant ouverture de l'enquête précitée.

Si, au terme de ce délai, le décret prononçant le classement du bien n'est pas publié, l'enquête est considérée comme caduque.

Le classement ne peut être prononcé qu'après une nouvelle enquête dans les mêmes conditions que la première. Dans ce cas, le bien culturel n'est plus soumis à l'assimilation prévue à l'alinéa précédent.

Article 20

Le décret de classement s'étend aux abords des biens culturels immobiliers, publics ou privés, nus ou bâtis, dont la conservation est nécessaire pour la protection et la sauvegarde desdits biens culturels, dans une zone de protection qui consiste en une relation de visibilité entre le bien culturel historique et ses abords desquels il est inséparable.

Le champ de visibilité est fixé à un minimum de deux cents (200) mètres. Son extension est laissée à l'appréciation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur proposition de la commission nationale du patrimoine culturel.

Article 21

Le décret de classement comporte, s'il y a lieu, l'établissement de servitudes et d'autres zones de protection comme indiqué dans l'article 40.

Le décret de classement est publié au Bulletin officiel, et éventuellement dans la presse nationale, puis notifié par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture aux propriétaires, qui se chargent d'en aviser d'éventuels locataires ou occupants du bien concerné, à l'autorité communale du lieu du monument qui se charge de l'afficher au siège de la commune pendant au moins deux (2) mois consécutifs.

Article 22

A compter de la date de publication du décret de classement du bien culturel au Bulletin Officiel, et en prenant en considération les dispositions de l'article 19 ci-dessus, tous les effets du classement s'appliquent de plein droit au bien culturel immobilier, ainsi qu'aux immeubles bâtis ou non bâtis situés dans la zone de protection.

Article 23

Le décret de classement donne lieu à l'apposition d'une plaque indiquant que le bien culturel immobilier est un bien protégé.

Article 24

Le décret prononçant le classement est inscrit sur le titre foncier si l'immeuble est immatriculé ou s'il fait ultérieurement l'objet d'une immatriculation.

Cette inscription est effectuée soit d'office, soit à la demande de l'administration ou à celle du propriétaire de l'immeuble.

Elle est exempte de toutes taxes et droits.

Article 25

Le classement établissant des servitudes entraînant à une modification quant à la destination ou à l'état des lieux ouvre droit à indemnité.

Article 26

N'ouvre droit à indemnité que l'établissement de servitudes qui changent la destination, l'usage et l'état des lieux à la date de publication du décret de classement. Il ne peut être accordé d'indemnité que pour le dommage direct, matériel, certain et actuel résultant de l'établissement des servitudes visées au premier alinéa. L'indemnité est réduite ou refusée dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien. Aucune indemnité n'est due lorsque le propriétaire a acquis le bien alors qu'il était déjà classé.

Article 27

La demande en indemnité est formulée conformément à la réglementation en vigueur et sous peine de forclusion dans un délai de quatre (4) années à partir de la publication au Bulletin officiel du décret de classement. Passé ce délai, ce droit tombe. Le montant de l'indemnité est fixé par accord amiable. En cas de désaccord, il est fixé par voie judiciaire.

Article 28

Les servitudes d'alignement et, d'une manière générale, les servitudes énumérées dans la législation applicable aux biens immeubles immatriculés ou incluses dans les documents d'urbanisme, qui pourraient entraîner la dégradation des immeubles classés, ne sont pas applicables à ces derniers.

Article 29

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut, si elle juge qu'un bien culturel immobilier quel que soit le propriétaire, nécessite des travaux de conservation ou de restauration, adresser une mise en demeure au propriétaire du bien immobilier pour entreprendre les travaux de conservation et/ou de restauration, dans un délai de trois (3) mois. Ce délai passé et devant l'opposition du propriétaire à l'exécution de ces travaux, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut exécuter ces travaux d'office et à la charge et aux frais du propriétaire.

Article 30

L'Etat peut contribuer aux travaux de conservation, de restauration et de réhabilitation du bien culturel immobilier classé. Le taux de contribution est fixé, par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, au cas par cas et dans les limites d'un pourcentage à définir par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 31

Devant l'urgence, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut ordonner par arrêté, l'exécution par ses soins aux frais de l'Etat et après en avoir avisé le propriétaire, les travaux prescrits à l'article 29ci-dessus. A cette fin, l'autorité gouvernementale en charge de

la culture peut autoriser l'occupation temporaire des biens immobiliers concernés ou des immeubles voisins. L'autorisation d'occupation temporaire est notifiée aux propriétaires intéressés. Toutefois, l'occupation ne peut excéder le temps des travaux et en aucun cas une année. L'indemnité éventuellement due au propriétaire direct est fixée à l'amiable ou par voie judiciaire.

Article 32

Les travaux de conservation et de restauration des biens immobiliers, indiqués aux articles 29 et 30 ci-dessus, relevant des régimes des Habous, du domaine public ou privé de l'Etat ou des Collectivités locales ou ethniques sont à entreprendre par ces derniers, à leurs frais, et sous le contrôle de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 33

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut procéder, conformément à la réglementation en vigueur, au nom de l'Etat, à l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un bien culturel immobilier déjà classé ou proposé pour classement et d'une manière générale tout bien culturel immobilier présentant une valeur pour l'Histoire, la Science, l'Archéologie, les Arts et les Traditions du Maroc.

la mesure d'expropriation peut être appliquée aux zones de protection destinées à isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un bien immobilier classé et de façon

générale à tout immeuble nu ou bâti, situé dans son champ de visibilité.

L'immeuble non classé visé par la mesure d'expropriation est soumis au régime applicable à un immeuble classé par assimilation et par conséquent tous les effets du classement lui sont appliqués de plein droit.

Section 3 : De la protection des biens culturels immobiliers non classés

Article 34

L'affectation d'un bien culturel immobilier, à des utilisations non conformes aux exigences de la sauvegarde et de la protection, implique l'intervention de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture pour édicter les modifications nécessaires ou pour mettre fin aux utilisations incompatibles.

Article 35

Lorsqu'un bien culturel immobilier est exposé à un danger certain nécessitant une intervention urgente, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture prend par arrêté, sans avis préalable et notifié au propriétaire, toutes les mesures préventives, y compris le classement d'office, en vue d'éviter les menaces de ruine, de démolition, de dénaturaion ou d'altération.

Article 36

Les dispositions, sus-indiquées à l'article 35, sont applicables pour ordonner la suspension des travaux

portant atteinte à l'entité même d'un bien culturel immobilier, à ses éléments décoratifs et ou architecturaux et, d'une façon générale, à son identité d'origine.

Article 37

Les travaux de restauration et de réhabilitation apportés aux demeures traditionnelles et aux immeubles situés dans un site culturel ou dans un ensemble historique et traditionnel, notamment ceux érigés en secteurs sauvegardés, ne doivent pas porter atteinte au plan initial ni aux formes architectoniques ancestrales tels que Riad, Patio et autres éléments architecturaux.

L'autorisation des travaux accordée par les services compétents doit être visée par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Par la suite, les travaux autorisés de restructuration et de réhabilitation doivent être effectués sous le contrôle impératif de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 38

Les différents services de l'Etat, les Collectivités Locales, les Etablissements publics et les personnes privées physiques ou morales sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires de protection, de conservation, de réhabilitation et de mise en valeur des biens culturels immobiliers présentant une valeur pour l'histoire, la science, l'art ou la civilisation nationale et/ou universelle dont ils sont propriétaires, affectataires ou dépositaires.

Article 39

Les dépenses nécessitées par ces mesures, citées à l'article 38, notamment les frais de conservation et de restauration, nonobstant les aides publiques prévues à cet effet, sont à la charge du département gouvernemental, de la Collectivité Locale, de l'Etablissement public, ou de personnes physiques ou morales privées propriétaires, affectataires ou dépositaires de ces biens culturels immobiliers.

Le contrôle de ces travaux est du ressort des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Toute aide financière de l'Etat relative à ces mesures peut être précisée par voie réglementaire.

Section 4 : Des abords des biens culturels immobiliers

Article 40

Il est créé autour des biens culturels immobiliers protégés ou classés, nus ou bâtis, publics ou privés, ainsi qu'autour des ensembles historiques et traditionnels, des zones de protection de 200 à 500 mètres. Les prescriptions spéciales en matière d'architecture et de paysage instituées à l'intérieur de la zone de protection sont annexées au décret prononçant le classement.

Article 41

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut, après avis de la commission nationale du patrimoine

culturel, des autorités gouvernementales en charge de l'Aménagement de l'espace, de l'Environnement et de l'Urbanisme et celui du Conseil communal concerné, procéder si nécessaire, à l'extension ou à la réduction de la zone de protection initiale. Lorsque l'extension ou la restriction concerne un domaine forestier, l'avis de l'autorité gouvernementale en charge des Eaux et Forêts est également requis.

Aucune servitude ne peut être établie sur un bien culturel classé sans l'avis favorable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 42

Aucun type de travaux, ne peut être entrepris dans le périmètre des zones de protection instituées en vertu de l'article 40 ci-dessus qu'après autorisation expresse de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture notamment :

- Les travaux de construction, de démolition, de déboisement, de transformation ou de modification de l'aspect qui en forme les caractères historiques, esthétiques, artistiques, et culturels originaux et/ou authentiques ;
- L'emplacement des carrières;
- L'aménagement des décharges publiques ;
- L'ouverture des mines et des forages.

Il est procédé à des études d'impact de ces activités sur l'environnement culturel et naturel préalablement à la demande d'autorisation expresse susvisée.

Article 43

Les documents de l'urbanisme dont notamment les schémas directeurs, les plans d'aménagements urbains, les plans de développement communal, et les plans d'aménagements touristiques doivent intégrer les dispositions imposées par la protection, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine culturel en général, et des biens culturels immobiliers classés, ou proposés pour classement, en particulier.

Article 44

L'autorité gouvernementale en charge de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement et de l'Urbanisme et l'autorité gouvernementale en charge du Tourisme et les Collectivités locales requièrent lors de l'élaboration ou de la révision des documents mentionnés à l'article 43 ci-dessus, l'avis de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture dans tous les cas où des biens culturels immobiliers classés, proposés pour le classement ou présentant un intérêt pour le patrimoine culturel et/ou naturel, sont concernés.

Section 5 : Des effets du classement du patrimoine immobilier

Article 45

Il est strictement interdit de démolir, de dégrader ou de dénaturer, en partie ou en totalité, un bien culturel immobilier classé et d'en prélever des éléments.

Article 46

Un bien culturel immobilier classé ne peut faire l'objet de travaux de restauration, de réparation, de construction ou d'adjonction sans l'autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Il est interdit d'apporter des modifications, quelles qu'elles soient, notamment par lotissement ou morcellement, à l'aspect des lieux compris dans le périmètre de classement, sans autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Les travaux autorisés sont effectués sous la surveillance des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Cette dernière doit donner une réponse dans un délai de deux mois (2), à compter de la date de dépôt de la demande.

Article 47

L'autorisation préalable de bâtir ou de morceler, dans le périmètre de classement d'un bien culturel immobilier, est délivrée par l'autorité compétente conformément à la réglementation en vigueur après l'avis exprès de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Le permis de construire ou de morceler n'est délivré que lorsque la construction ou le lotissement projeté, répond aux dispositions légales relatives à la protection, la conservation et la mise en valeur du patrimoine culturel.

Article 48

Les travaux de restauration et de conservation du patrimoine culturel bâti doivent impérativement, s'ils ne sont pas entrepris par ou sous le contrôle des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, ou réalisés par une entreprise spécialisée ou un architecte restaurateur attestant d'une compétence et/ou d'une expérience suffisante dans le domaine, habilités et agréés par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, pour effectuer ces travaux. Une liste d'entreprises et d'architectes habilités sera tenue et mise à jour annuellement par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et publiée aux Bulletin officiel.

Les critères de qualification et de sélection de ces entreprises et architectes sont fixés par voie réglementaire.

Article 49

Toute construction nouvelle ne peut être entreprise sur un bien culturel immobilier classé qu'après autorisation spéciale de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Au cas où l'autorisation est consentie, les travaux doivent être effectués sous le contrôle technique des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 50

Dans les biens culturels et zones grevées de servitudes non aedificandi et/ou Altiustolendi, les constructions

riveraines ne peuvent faire l'objet, après autorisation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, que de travaux d'entretien. Il ne peut être élevé de nouvelles constructions aux lieux et place de celles qui sont détruites afin de renforcer la sauvegarde des caractères évoqués des biens culturels immobiliers et des zones concernées.

Article 51

L'installation de réseaux électriques et/ou de télécommunication, enterrée ou apparente, de conduites d'eau potable et d'assainissement, ou de toute autre canalisation à usage urbain, de voies de communication et de tous travaux susceptibles de porter atteinte à l'aspect extérieur du bien culturel immobilier est soumise à l'autorisation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, si elle n'est pas expressément interdite par le décret prononçant le classement. L'installation de poteaux électriques ou la pose de tout autre matériel doit respecter le champ de visibilité et les perspectives paysagères des biens culturels immobiliers.

Article 52

L'apposition d'enseignes publicitaires ou d'affiches quels qu'en soient la nature et le caractère, imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé, est interdite sur les biens culturels immobiliers classés et sur leurs abords, sauf autorisation expresse de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 53

Aucune construction nouvelle ne peut être adossée à un bien culturel immobilier classé sans autorisation spéciale de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture à condition que ladite autorisation ne contredise les dispositions prévues dans le décret du classement. Les constructions existantes ne doivent pas s'appuyer sur le bien culturel immobilier classé lorsqu'elles font l'objet de travaux autres que des travaux d'entretien.

Un contre-mur servant de support pour les constructions doit être édifié par les auteurs des travaux sur leur propre terrain dans la partie mitoyenne du bien culturel immobilier.

Une indemnité représentative de la servitude d'appui pourra être allouée dans ce cas aux intéressés. Elle sera fixée conformément aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

Article 54

A l'occasion des travaux susmentionnés, les propriétaires riverains doivent prendre toutes les mesures appropriées pour prémunir le bien culturel immobilier classé de toute dégradation pouvant lui être causée. Ces mesures peuvent, le cas échéant, être prescrites par les services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 55

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut faire exécuter d'office, par les soins de ses services

compétents et aux frais des intéressés, sous réserve de la participation financière de l'Etat prévue par l'article 30 de la présente loi, tous travaux de réparation, de conservation et de sauvegarde des biens culturels immobiliers classés n'appartenant pas à l'Etat. A cette fin, l'administration peut autoriser l'occupation temporaire des biens culturels immobiliers concernés ou des immeubles voisins après en avoir avisé les propriétaires intéressés et informé les autorités locales. L'occupation donne lieu, en cas de préjudice subi, à une indemnité fixée par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. L'occupation ne peut excéder un an.

Article 56

Les propriétaires des biens culturels immobiliers situés dans un site culturel ou dans un ensemble historique et traditionnel sont tenus de faciliter l'accès, la visite, l'inspection ou le contrôle des travaux en cours dans leur propriété aux services compétents chargés du patrimoine.

Article 57

Les biens culturels immobiliers classés, appartenant à l'Etat, aux Habous ou appartenant aux Collectivités Locales ou aux collectivités régies par le Dahir du 26 Rejeb 1337 (27 Avril 1919) organisant la tutelle administrative des collectivités ethniques et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs, sont inaliénables et imprescriptibles.

Article 58

Les biens culturels immobiliers classés appartenant à des personnes privées, physiques ou morales, peuvent être cédés. Toutefois, cette cession est soumise aux conditions prévues par les dispositions de la présente loi relatives au droit de préemption de l'Etat.

Article 59

Les biens culturels immobiliers classés, publics ou privés, sont imprescriptibles. En cas de perte ou de vol d'un élément de ces biens, le propriétaire, le dépositaire ou l'affectataire du bien est tenu d'en informer, immédiatement, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ou ses services extérieurs ou à défaut les autorités locales lesquelles sont tenues d'en aviser sans délai les services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 60

Les biens culturels immobiliers classés appartenant à des personnes de droit public sont inaliénables. Toutefois, ces biens peuvent être aliénés au profit de l'Etat ou de toute autre personne publique après l'autorisation expresse de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 61

Toute acquisition faite en violation de l'article 60 ci-dessus est réputée nulle. L'action en nullité ou en revendication peut être exercée à toute époque tant par

l'autorité gouvernementale en charge de la Culture que par le propriétaire originaire. L'acquéreur de bonne foi, possesseur du bien revendiqué a droit au remboursement du prix d'acquisition. L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut, en cas de revendication, avoir recours contre le vendeur originaire pour le montant intégral de l'indemnité payée à l'acquéreur de bonne foi. Les mêmes dispositions sont applicables aux biens perdus ou volés.

Article 62

Les effets du classement suivent le bien classé immobilier en quelques mains qu'il passe. Tout particulier qui aliène un bien est tenu d'informer l'acquéreur de l'existence du classement et de notifier à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ladite aliénation.

CHAPITRE II : DE LA CRÉATION ET DE LA PROTECTION DES «ENSEMBLES HISTORIQUES ET TRADITIONNELS» ET DES «PAYSAGES CULTURELS»

Article 63

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture détermine et érige les «ensembles historiques et traditionnels» et les «paysages culturels», tels que définis ci-dessus, en secteur sauvegardé par arrêté conjoint avec les autorités gouvernementales en charge de l'Aménagement de l'espace, de l'Environnement,

de l'Urbanisme et de l'Habitat, après avis du Conseil communal du lieu du «site culturel», de l'«ensemble historique et traditionnel» et du «paysage culturel» et de la commission nationale du patrimoine culturel .

L'avis du Conseil communal est requis dans un délai de trois (3) mois à partir de la date de sa saisie par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Passé ce délai, le silence du conseil communal vaut accord.

L'arrêté instituant les «ensembles historiques et traditionnels», les «paysages culturels» est publié au Bulletin officiel.

La procédure à suivre pour déterminer et ériger un «ensemble historique et traditionnel» et un «paysage culturel» en secteur sauvegardé sera fixée par voie réglementaire.

Article 64

La création d'un «ensemble historique et traditionnel» et d'un «paysage culturel», tels que défini à l'article 4, donne lieu à l'élaboration d'un plan de sauvegarde et de gestion par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture en concertation avec l'autorité gouvernementale en charge de l'Aménagement de l'espace, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Habitat, dans un délai de 5 ans.

Le plan de sauvegarde et de gestion remplace, en ce qui concerne les zones et les ensembles définis comme zones protégées, les documents de l'urbanisme existants ou à venir notamment les plans d'aménagements.

Article 65

Le plan de sauvegarde et de gestion est un document spécifiant les stratégies et instruments nécessaires à la protection des «ensemble historique et traditionnel» et «paysage culturel» et qui, en même temps, répond aux nécessités de la vie contemporaine sans compromettre les exigences de la protection. Il contient notamment des documents juridiques, administratifs, financiers et de conservation ainsi que les dispositions de suivi. Ce plan concerne :

- les biens immeubles, construits ou non, à protéger; les constructions destinées à la réhabilitation; les normes d'architecture à respecter et les infrastructures de base; les zones de protection et autres servitudes à respecter, y compris les constructions à démolir en tout ou en partie, ainsi que les règles d'aménagement des espaces culturels traditionnels, des paysages culturels et des places publiques.
- les activités interdites pour incompatibilité avec les exigences de protection du patrimoine par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur la base de l'avis de la commission nationale du patrimoine culturel.

Article 66

Le plan de sauvegarde et de gestion d'un «ensemble historique et traditionnel» ou d'un «paysage culturel» est approuvé :

- Par décret pris sur rapport conjoint des autorités gouvernementales en charge de la Culture, de l'Intérieur, de l'Habitat et l'Urbanisme et de l'Environnement sur avis conforme de la commission nationale du patrimoine culturel pour les secteurs sauvegardés de plus de 50 000 habitants ;
- Par arrêté conjoint des autorités gouvernementales en charge de la Culture, de l'Habitat et l'Urbanisme et de l'Environnement après avis conforme de la commission nationale du patrimoine culturel pour les secteurs sauvegardés de moins de 50 000 habitants.

Article 67

- L'élaboration, l'instruction, le contenu, la mise en œuvre du plan de sauvegarde et de gestion, les mesures de sauvegarde applicables avant sa publication ainsi que les conditions de sa modification de sa révision, de sa mise à jour régulière seront précisées par voie réglementaire.

Article 68

- Il incombe à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, en coordination avec les autorités gouvernementales concernées, d'assurer le suivi et le contrôle de toute exploitation, utilisation ou usufruits d'un bien culturel immobilier se trouvant dans un «secteur sauvegardé» des biens culturels

immobiliers à des fins de préservation et de valorisation lors de ces opérations notamment celles se rapportant aux investissements dans le cadre de plans d'aménagements, d'équipements et de mise en valeur des zones à vocation touristique.

Article 69

Sont soumis à l'autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture:

- Tous les travaux de restauration, de réhabilitation, d'adjonction, de construction nouvelle ou de démolition totale ou partielle d'un édifice se trouvant dans les limites du périmètre des «ensembles historiques et traditionnels» et des «paysages culturels» tels que définis ci-dessus ;
- Les projets de morcellement et/ou de lotissement, public ou privé à l'intérieur des «ensembles historiques et traditionnels» et des «paysages culturels» ou susceptibles d'être considérés comme tels à l'avenir ;
- Les travaux relatifs aux réseaux électriques et téléphoniques, aux conduites d'eau et d'assainissement ou toutes autres canalisations à usage urbain, aux voiries, aux voies ferrées, aux communications et télécommunications, à l'installation de panneaux publicitaires, d'affichage et de signalisation ainsi que tout travail susceptible d'altérer ou de déformer l'aspect de la zone concernée ou des constructions s'y trouvant.

Article 70

L'autorisation des travaux mentionnés à l'article 69 doit intervenir dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de réception de la demande par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 71

Tous les travaux indiqués ci-dessus, y compris les travaux de construction, de restauration ou d'aménagement, sont soumis en cours d'exécution au contrôle scientifique et technique des services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

La date du commencement des travaux doit être communiquée par écrit à l'Autorité gouvernementale en charge de la Culture, quinze jours avant.

DE LA PROTECTION, DE LA CONSERVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL MOBILIER

CHAPITRE I : DE LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS MOBILIERS

Article 72

En vue d'assurer la conservation de tout bien culturel mobilier, il est interdit de le détruire ou de le dénaturer.

Article 73

Les biens culturels mobiliers, tels que définis à l'article 4, quel que soit leur statut juridique, sont soumis, à des

fins de protection et de mise en valeur, à l'un des régimes de protection cités à l'article 6 de la présente loi.

La protection des archives est soumise aux dispositions de la loi n° 69-99 relative aux archives.

Article 74

Les biens culturels mobiliers visés à l'article 4 et appartenant à l'Etat, aux Collectivités Locales ou aux collectivités régies par le Dahir du 26 Rejeb 1337 (27 Avril 1919) organisant la tutelle des collectivités ethniques et réglementant la gestion et l'aliénation des biens collectifs, sont inaliénables et imprescriptibles.

Section 1 : De l'inventaire des biens culturels mobiliers

Article 75

Il est établi par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture à des fins de protection et de mise en valeur, un Registre national de l'Inventaire.

L'inscription des biens culturels mobiliers s'effectue à partir d'une liste indicative définie par les services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

La liste indicative est un procédé technique et administratif ayant pour finalité fondamentale la sélection à l'échelle nationale ou régionale, d'un bien culturel mobilier, sur la base d'une connaissance scientifique et technique établissant sa valeur patrimoniale, requérant de ce fait

sa protection et sa mise en valeur à titre d'urgence ou de simple instance éventuelle de classement.

La liste indicative des biens culturels mobiliers portée au Registre national de l'Inventaire fait l'objet d'une mise à jour tous les deux ans.

Article 76

Les biens culturels mobiliers qui, sans justifier un classement immédiat, présentent un intérêt du point de vue de l'histoire, de l'archéologie, des sciences, de l'anthropologie et de l'art appelant des mesures de protection, de préservation et de sauvegarde, peuvent être portés sur le Registre national de l'Inventaire.

Article 77

L'inscription des biens culturels mobiliers au Registre national de l'Inventaire est prononcée par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, après avis de la commission nationale du patrimoine culturel, sur sa propre initiative, ou à l'initiative du propriétaire du bien concerné ou de toute personne physique et morale y ayant intérêt.

Les modalités, les conditions et les dispositions d'inscription au registre national de l'inventaire sont fixées par voie réglementaire.

Article 78

A compter de la date de publication au Bulletin Officiel de l'arrêté d'inscription au Registre national

de l'Inventaire, les propriétaires publics ou privés d'un bien culturel mobilier ne peuvent procéder à aucune modification du bien culturel mobilier qui aurait pour conséquence d'enlever, de faire disparaître ou de supprimer les éléments qui ont permis son inscription audit Registre et qui risquent ainsi de porter atteinte à l'intérêt qui en a justifié la préservation sans avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture qui doit faire notifier sa réponse dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la date du dépôt de la demande.

En cas d'opposition expresse et motivée de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture aux travaux envisagés, une procédure de classement d'office peut être engagée en vue de protéger le bien culturel concerné conformément aux dispositions des articles 33 et 35 de la présente loi.

Article 79

L'inscription d'un bien culturel mobilier sur le registre national de l'inventaire entraîne tous les effets du classement pendant cinq (5) ans. Ils cessent de s'appliquer si au terme de ce délai le bien culturel mobilier n'est pas classé.

Article 80

L'inscription sur le registre national de l'inventaire met à la charge des détenteurs, personnes publiques ou privées, une obligation d'entretien et de garde du bien culturel mobilier.

Article 81

Peuvent bénéficier de l'assistance technique des services spécialisés de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, les propriétaires privés du bien culturel mobilier en vue de sa conservation dans les conditions requises.

Section 2 : Du classement et des effets du classement des biens culturels mobiliers

Article 82

Les biens culturels mobiliers appartenant à l'Etat ou à toute autre entité publique sont classés par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur sa propre initiative ou sur l'initiative de toute personne physique ou morale y ayant un intérêt et après avis de la commission nationale du patrimoine culturel. L'arrêté de classement est publié au Bulletin officiel, et éventuellement dans la presse nationale, et notifié aux intéressés.

Les modalités, les conditions et les dispositions du classement des biens culturels mobiliers sont fixées par voie réglementaire.

Article 83

Les biens culturels mobiliers appartenant aux personnes privées, physiques ou morales, sont classés par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur sa propre initiative ou sur l'initiative de toute personne physique ou morale y ayant un intérêt après accord

du propriétaire et avis de la commission nationale du patrimoine culturel. A défaut d'accord du propriétaire, le classement est prononcé d'office par arrêté sur ordonnance prononcée par le juge des référés compétent du lieu où se trouve le possesseur du bien culturel mobilier.

Les archives privées, sont soumis aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 69-99 relative aux archives.

Article 84

Lorsqu'un bien culturel mobilier, public ou privé, est menacé de dégradation, de défiguration, d'abandon et/ou de perte, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, après expertise et après avis de la commission nationale du patrimoine culturel, ordonne, par arrêté, son classement d'office.

Article 85

Le classement d'office des objets culturels privés pourra donner lieu au paiement d'une indemnité représentative du préjudice établi, résultant des conséquences de classement.

La demande en indemnité est formulée conformément à la réglementation en vigueur et sous peine de forclusion dans un délai d'une (1) année à partir de la publication au Bulletin officiel de l'arrêté de classement. Passé ce délai, ce droit tombe. Le montant de l'indemnité est fixé par accord amiable. En cas de désaccord, il est fixé par voie judiciaire.

Il ne peut être accordé d'indemnité que pour le dommage direct, matériel, certain et actuel. L'indemnité est réduite ou refusée dans la mesure où il est établi que le propriétaire tire avantage du classement du bien.

Article 86

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut adresser une mise en demeure au propriétaire du bien mobilier, classé ou proposé au classement, pour entreprendre les travaux de conservation et/ou de restauration, dans un délai de trois (3) mois. Ce délai passé et devant l'opposition du propriétaire à l'exécution de ces travaux, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut exécuter ces travaux d'office et à la charge et aux frais du propriétaire.

Article 87

Dans le cas d'un bien culturel mobilier classé dont le propriétaire est une personne physique ou morale privée, L'Etat peut contribuer aux travaux de conservation et de restauration de ce bien. Le taux de contribution est fixé, par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, dans les limites d'un pourcentage à définir par voie réglementaire.

Article 88

Les travaux de conservation et de restauration des biens culturels mobiliers, relevant de l'Etat, des régimes des Habous ou des Collectivités locales sont à entreprendre

par ces derniers, à leurs frais, et sous le contrôle de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 89

Devant l'urgence, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut ordonner, par arrêté, l'exécution par ses soins aux frais de l'Etat et après en avoir avisé le propriétaire, les travaux prescrits à l'article 88 précédent. A cette fin, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut procéder, par décision motivée notifiée au propriétaire, à la saisie temporaire du bien culturel mobilier pendant un délai à déterminer selon le cas. L'autorité gouvernementale en charge de la culture peut fixer un délai supplémentaire qui ne peut toutefois, excéder le délai prévu par la décision prononcée.

Article 90

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut procéder, par décret, si nécessaire, à l'expropriation pour cause d'utilité publique d'un bien culturel mobilier déjà classé ou proposé pour classement et d'une manière générale tout bien culturel mobilier présentant une valeur pour l'Histoire, la Science, l'Archéologie, les Arts et les Traditions du Maroc.

Article 91

La contrefaçon, l'adultération ou toute autre forme de défiguration des biens culturels mobiliers classés sont strictement interdits.

L'imitation de tout objet à des fins d'exposition, de décor ou à des fins commerciales est possible après autorisation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 92

Il est formellement interdit de réparer, restaurer, consolider ou transférer de son lieu de dépôt un bien culturel mobilier classé sans autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 93

Les conditions et les modalités de l'octroi des autorisations citées sont fixées par voie réglementaire.

Article 94

Les propriétaires de musées ou de collections, qu'ils soient des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, et les détenteurs de biens culturels mobiliers doivent tenir un inventaire périodique de leurs collections, le mettre à jour et en communiquer une copie aux services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Ces propriétaires sont tenus d'autoriser l'accès à ces collections à chaque fois que nécessaire à des fins de contrôle au profit des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, ou d'étude au profit des chercheurs et des personnes habilitées.

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut apporter aux musées privés et aux particuliers, à

leur demande, l'aide technique, scientifique et l'expertise nécessaires à l'établissement d'inventaires répondant aux normes déontologiques en vigueur. Les modalités de cette assistance sont fixées d'un commun accord entre les deux parties.

Article 95

Les effets du classement suivent le bien classé mobilier en quelques mains qu'il passe.

CHAPITRE II : DE L'ALIÉNATION ET DE LA COMMERCIALITÉ DES BIENS CULTURELS MOBILIERS

Article 96

Les biens culturels mobiliers classés appartenant aux particuliers peuvent faire l'objet d'aliénation à l'intérieur des frontières nationales, sous réserve des dispositions relatives au droit de préemption de l'Etat prévues dans la présente loi. En cas d'aliénation, le cédant est tenu d'informer l'acquéreur des effets du classement qui frappent l'objet, et de notifier cette aliénation sous huitaine ouvrable à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 97

Le commerce des biens culturels mobiliers protégés, inscrits sur le registre national de l'inventaire ou classés, ou de tout autre bien culturel mobilier, ayant un intérêt,

est soumis à l'autorisation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

L'autorisation est personnelle et est délivrée pour le lieu et la dénomination des biens qui y sont indiqués. Elle est renouvelable tous les cinq ans.

Les conditions et les modalités de l'octroi de cette autorisation sont fixées par voie réglementaire.

Article 98

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture doit être avisée, au moins trois (3) semaines à l'avance, de toute vente publique de biens culturels mobiliers classés. L'avis, sous forme de catalogue, doit contenir toutes les informations utiles concernant l'objet ainsi que la date, l'heure et le lieu exacts de la vente. Toute vente publique de biens culturels mobiliers classés ouvre droit au profit de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture à une taxe spéciale de 2.5 % versée au titre du compte d'affectation spéciale intitulé Fonds national pour l'Action Culturelle.

La perception de ladite taxe est assurée par l'administration compétente relevant de l'autorité gouvernementale en charge des Finances conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 99

Le commerçant des biens culturels mobiliers doit tenir un registre, dont le modèle est fixé par arrêté conjoint de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et de

l'autorité gouvernementale en charge des Finances, sur lequel seront portées, jour pour jour, toutes les opérations d'achat et de vente effectuées, les identités et adresses du cédant et de l'acquéreur ainsi que la description précise et le prix des marchandises. Le registre tenu en état, sans blanc ni rature, doit être présenté aux services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture à toute inspection, réquisition ou à toute demande de celle-ci.

Toute circulation des biens culturels mobiliers, notamment les manuscrits et les archives, même non classés, présentant une valeur patrimoniale, volontairement soustraits à la procédure sus-mentionnée aux articles 96 et 97, et ayant pour but d'en occulter ou dénaturer l'identité et l'intérêt scientifique, historique et artistique, d'en empêcher la traçabilité et la protection ou d'en faciliter la sortie non autorisée du territoire national, est réputée constituer un trafic illicite des biens culturels passible des sanctions prévues par la présente loi.

Article 100

Les propriétaires privés peuvent déposer ou léguer les biens culturels mobiliers ou les collections d'objets, classés ou non classés, leur appartenant, auprès de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ou du musée public de leur choix. Ces derniers s'engagent à en assurer la conservation, la mise en valeur et la diffusion auprès du public et en indiquer le propriétaire originel.

CHAPITRE III : DE L'EXPORTATION ET DES PRÊTS

Article 101

Les biens culturels mobiliers, visés à l'article 4, sont interdits d'export sans autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Des autorisations d'exportations temporaires peuvent être accordées, notamment à l'occasion des expositions à caractère culturel ou à des fins d'examen, de restauration ou d'étude.

Un concours de service est pleinement requis des services administratifs de l'Etat autres que ceux relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture afin d'exercer, chacun en ce qui le concerne, tout contrôle approprié sur des biens culturels mobiliers tels que décrits dans la présente loi et d'en référer, le cas échéant, aux services compétents chargés de la protection du patrimoine culturel.

Les conditions et les modalités de l'octroi de cette autorisation sont fixées par voie réglementaire.

Article 102

Quiconque exporte ou tente d'exporter des biens culturels mobiliers en violation des dispositions qui précèdent sera passible des sanctions prévues à cet effet, notamment celles édictées par l'article 69 de la présente loi et le titre 3 de la Loi n° 69-99 relative aux

archives, et dépossédé desdits biens au profit des services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 103

Sont considérés comme illicites, l'exportation, l'importation et le transfert de propriété des biens culturels, du ou vers le Royaume, effectués contrairement aux dispositions de la présente loi.

Article 104

La restitution des biens culturels exportés illicitement hors du Royaume du Maroc a lieu en conformité avec les traités internationaux en vigueur entre le Royaume du Maroc et le(s) pays concerné(s).

Article 105

Les biens culturels mobiliers appartenant à l'Etat ne peuvent faire l'objet d'une opération de prêt, notamment à l'occasion d'expositions temporaires à caractère culturel, sans but lucratif, organisées au Maroc ou à l'étranger, qu'avec l'autorisation de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture qui détermine, par voie réglementaire, la durée et les conditions du prêt.

Le bénéficiaire du prêt doit souscrire une assurance contre tous risques du bien prêté dont la valeur est déterminée par les services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Ceux appartenant aux collectivités locales, aux organismes

publics, semi-publics ou d'utilité publique ainsi que ceux appartenant aux personnes privées, physiques ou morales, notamment les collections des musées privés, outre les obligations mentionnées ci-dessus, doivent à l'occasion d'un prêt à des fins de participation à une manifestation culturelle à but non lucratif, organisée à l'étranger, bénéficier de l'assentiment expresse de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 106

Les prêts de/et au profit de musées publics nationaux à l'occasion d'expositions temporaires à caractère culturel ne sont consentis que si toutes les garanties de sécurité sont réunies, notamment celles liées au transport et au gardiennage sur le lieu d'exposition.

Après expiration de l'autorisation de prêt, les objets prêtés doivent regagner leurs musées d'origine dans les mêmes conditions de sécurité.

Article 107

Les décisions de prêts pour l'étranger sont consenties par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

CHAPITRE I : DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

Article 108

Sont considérées comme biens culturels subaquatiques, toutes les traces de l'homme et/ou de son établissement découverts dans les eaux territoriales nationales intérieures ou maritimes tel que définis dans l'article 4 ci-dessus.

Les eaux nationales visées par la présente loi, outre celles visées et réglementées par le Dahir portant loi n° 1-73-211 du 26 Moharrem 1393 (2 Mars 1973) fixant la limite des eaux territoriales et de la zone de pêche exclusive marocaines, comprennent les eaux intérieures, les eaux archipélagiques, la zone contiguë, le plateau continental et la zone économique exclusive.

Le patrimoine culturel subaquatique est une partie intégrante du patrimoine culturel national.

Les biens culturels subaquatiques trouvés dans les eaux territoriales nationales, intérieures ou maritimes, sont propriété de l'Etat.

Article 109

La compétence pour identifier et déterminer la qualité du bien culturel subaquatique appartient de plein droit à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur

avis de la commission nationale du patrimoine culturel et après consultation des départements gouvernementaux dont relèvent la gestion des eaux intérieures et maritimes, chacun en ce qui le concerne.

CHAPITRE II : PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

Article 110

La responsabilité de protéger et de préserver le patrimoine culturel subaquatique incombe à l'Etat par la prise de toute mesure appropriée.

Article 111

La protection des biens culturels subaquatiques sont soumis aux mêmes dispositions citées au premier paragraphe de l'article 6 de la présente loi.

Les biens culturels subaquatiques, immobiliers et mobiliers, sont inscrits, par arrêté, au Registre national de l'inventaire conformément aux dispositions relatives à l'inscription des biens culturels immobiliers et mobiliers, citées aux articles 9, 10, 76 et 77 de la présente loi.

Les biens culturels subaquatiques, immobiliers et mobiliers, sont classés, par arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, conformément aux dispositions relatives au classement des biens culturels immobiliers et mobiliers, citées aux articles 17 et 82 ci-dessus.

Article 112

Les normes et mesures de protection applicables en matière de recherches, de fouilles et de découvertes subaquatiques sont celles prévues aux articles 135, 136, 137 et 138 ci-dessus, y compris celles prévues à titre préventif aux articles 118, 128 et 129.

Elles peuvent être complétées, le cas échéant, par celles applicables en matière de biens culturels immobiliers, ou immatériels en raison de l'interdépendance entre ces biens culturels.

Article 113

Tout trafic ou exploitation illicite du patrimoine culturel subaquatique est interdite.

L'Etat prend toutes les mesures nécessaires pour faire face au trafic et/ou exploitation illicite du patrimoine subaquatique et fournit tous les outils susceptibles d'accompagner le développement technologique dans ce domaine pour empêcher toutes les actions qui touchent et menacent cette catégorie du patrimoine culturel.

Les contrevenants sont passibles des sanctions prévues par la présente loi.

CHAPITRE III : DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL SUBAQUATIQUE

Article 114

Les actions de la sensibilisation du public à l'intérêt de préserver les biens culturels subaquatiques sont

requis de l'Etat et des autres personnes dont l'autorité scientifique ou technique est établie en la matière.

Article 115

L'Etat encourage l'enseignement universitaire et la formation professionnelle en matière d'Archéologie subaquatique et aux domaines des savoirs connexes.

Article 116

Est régie par décret, l'organisation de l'accès responsable et inoffensif au patrimoine culturel subaquatique in situ, au titre de l'intervention des autorités gouvernementales en charge de la Culture, du Tourisme, des Pêches, de l'Energie, des Mines ou des Collectivités locales conformément à leurs attributions propres ou de tutelles et au titre des interventions dûment autorisées des activités savantes.

Article 117

L'objectif de création, de gestion et d'animation des musées ou expositions itinérantes relatives aux biens culturels subaquatiques, est réputé d'utilité publique et bénéficie des aides et subventions prévues par la législation en vigueur.

DES RECHERCHES, DES FOUILLES ET DES DÉCOUVERTES

CHAPITRE I : DES RECHERCHES, DES FOUILLES ET DES DÉCOUVERTES ARCHÉOLOGIQUES TERRESTRES

Article 118

Nul ne peut, sans autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture effectuer des fouilles sur son propre terrain ou sur celui d'autrui dans le but de rechercher des biens culturels immobiliers ou mobiliers pouvant présenter un intérêt historique, archéologique, anthropologique ou intéressant les sciences du passé et les sciences humaines en général.

Article 119

La demande d'autorisation concernant la recherche ou la fouille archéologique est adressée à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Les conditions, les modalités et les dispositions de cette autorisation sont fixées par voie réglementaire

Le consentement écrit du propriétaire du terrain ou de tout autre ayant droit doit être joint à la demande lorsque les fouilles sont entreprises sur un terrain autre que celui appartenant à l'auteur de la demande d'autorisation.

Article 120

La recherche ou la fouille archéologique est effectuée par et sous le contrôle des services compétents chargés

du patrimoine relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Les autorisations de recherches, de fouilles et de sondages ne sont accordées qu'au profit d'archéologues ou personnes attestant d'une compétence et d'une expérience dans le domaine.

Article 121

Quand une recherche ou une fouille est entreprise, l'auteur est tenu d'établir un plan de gestion des découvertes dont l'objet et les normes sont fixés par un arrêté de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 122

Toute opération de recherche, de fouille ou de sondage effectuée contrairement aux prescriptions contenues dans la décision d'autorisation, notamment celles propres à l'exécution des recherches, à la conservation ou au délai de déclaration des découvertes, entraîne le retrait de l'autorisation précédemment accordée.

Ce retrait doit être motivé pour inobservation des prescriptions imposées pour l'exécution des recherches ou fouilles, ne donne droit à aucune indemnité.

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut décider de retirer cette autorisation, en raison de l'importance des découvertes, et de faire poursuivre les travaux de fouilles par ses services compétents et à son propre compte. Ce retrait donne droit à une indemnité à hauteur des sommes engagées dans la fouille.

Article 123

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture statuera sur les mesures définitives à prendre à l'égard des découvertes immobilières mises au jour par des fouilles autorisées ou fortuites, y compris leur classement parmi les monuments historiques, conformément aux dispositions de l'article 17ci-dessus.

La même faculté est ouverte pour les découvertes mobilières présentant un intérêt historique, archéologique, anthropologique ou intéressant les sciences du passé et les sciences humaines en général.

Article 124

L'autorité gouvernementale en charge de la culture peut procéder d'office, au nom de l'Etat, sur tout terrain ou immeuble lui appartenant ou appartenant à autrui, à des opérations de recherches, de fouilles ou de sondages pouvant intéresser l'histoire, l'archéologie, l'anthropologie ou les sciences du passé et les sciences humaines en général.

A défaut d'accord du propriétaire, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture déclare les fouilles d'utilité publique et autorise, par arrêté, l'occupation temporaire des lieux et précise l'étendue du terrain, la date et la durée probable de l'occupation. L'occupation des terrains ne doit pas dans ce cas dépasser cinq ans.

Article 125

L'occupation temporaire des terrains donne lieu à une indemnité pour le préjudice subi par le propriétaire suite à la privation momentanée de jouissance. La demande en indemnité doit être introduite auprès de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sous peine de forclusion, dans un délai de six (6) mois à compter de la date de notification de la fin des travaux. Le montant de l'indemnité est fixé, à défaut d'accord amiable, par le juge.

Article 126

A l'expiration des travaux de recherche, de fouille et de sondage les terrains doivent être rétrocédés en leur état initial à leur propriétaire, à moins que, pour leur intérêt patrimonial, l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ne décide de les classer parmi les biens culturels immobiliers et fait bénéficier le propriétaire des effets de classement prévus par la présente loi.

Article 127

L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à la recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou

susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet la publication et la diffusion des résultats obtenus.

Le régime institutionnel et financier de l'archéologie préventive relative aux diagnostics, aux fouilles de sauvetage ou aux fouilles préventives liés aux travaux d'aménagement, sera fixé dans les articles suivants de la présente loi.

Article 128

En cas de découvertes fortuites, à l'occasion d'un travail quelconque, de vestiges, meubles ou immeubles, intéressant l'histoire, les arts, les sciences du passé ou les sciences humaines, l'auteur de la découverte est tenu d'en informer immédiatement l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ou les autorités territoriales du lieu de la découverte, lesquels doivent prendre sans délai les mesures nécessaires de conservation et en alerter les services compétents.

L'auteur de la découverte ne doit en aucun cas dégrader ou déplacer, sauf pour les mettre à l'abri, les sites ou biens culturels mobiliers découverts.

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut ordonner, à titre préventif, l'arrêt des travaux en cours pour permettre à ses services de prendre les mesures nécessaires, y compris des fouilles de sauvetage dont la durée ne peut excéder six (6) mois.

Si les structures ou les vestiges découverts présentent un intérêt exceptionnel pour l'histoire, les arts, les sciences du passé ou les sciences humaines, elles feront l'objet de mesures de protection adéquates conformément à l'article 122ci-dessus, prises par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture sur la base d'un avis de la commission nationale du patrimoine culturel. Le préjudice subi par le propriétaire ouvre droit à indemnité conformément aux articles 25,26 et 27de la présente loi. Aucun type de travaux ne doit être entrepris pendant la durée de l'arrêt préventif à l'exception de ceux expressément autorisés par les services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 129

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture doit être dûment informée par les autres départements de l'Etat, les organismes et les entreprises de tous les grands travaux d'aménagement et de réalisation d'ouvrages publics, tels que ports, aéroports, routes, autoroutes, tunnels et barrages qu'ils projettent d'entreprendre.

L'avis de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture est de ce fait requis afin qu'elle émette à ce stade ses observations sur les projets transmis et les faire parvenir aux aménageurs en toute diligence et par la voie appropriée. Ces observations portent principalement sur l'étude des sites concernés et les mesures à prendre à titre préventif aux fins de sauvegarde, de conservation

et de protection des biens culturels susceptibles d'être découverts lors des aménagements envisagés.

Article 130

Le dossier de projet doit comprendre l'emplacement, l'ampleur et la nature des travaux envisagés, dûment consignés dans une étude d'impact de ces aménagements sur les sites et monuments au sens de l'article 4, et parvenir à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture six (6) mois au moins avant le commencement des travaux.

Article 131

Peuvent être réalisés à la demande de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, sous la conduite de ses services compétents, les diagnostics sur l'emprise des travaux prévus par un aménageur public ou privé à la charge de ce dernier, afin d'évaluer le potentiel archéologique du sous-sol.

Peuvent être également menées, à la charge de l'aménageur public ou privé, des fouilles préventives (fouille, étude, publication et diffusion) si l'intérêt scientifique des diagnostics réalisés est jugé suffisant par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et aux conditions et garanties, notamment financières, prévues par la présente loi.

Article 132

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut délivrer des agréments à des entreprises privées pour

réaliser, sous son contrôle, des fouilles préventives ou de sauvetage. Lesdites entreprises doivent disposer des conditions suivantes :

- Avoir une connaissance et un savoir-faire dans le domaine de l'archéologie au Maroc d'une manière générale ;
- Disposer d'une compétence et d'un savoir-faire relatif à la période ou à des périodes historiques des sites objet de sondage ou de fouille ;
- Disposer de compétences et de cadres spécialistes dans les sciences de l'archéologie et du patrimoine marocains.

Les modalités, les conditions et les dispositions d'octroi de ses agréments sont fixés par voie réglementaire.

Article 133

Les travaux de déblaiement, de nettoyage ou de destruction exécutés dans des ruines non classées ainsi que l'enlèvement, le bris, l'emploi de pierres et de vestiges antiques sont assimilés aux fouilles et soumis à l'autorisation prévue à l'article 118 ci-dessus.

Article 134

Les biens culturels mobiliers découverts au cours de fouilles autorisées ou de manière fortuite deviennent propriété de l'Etat.

Une indemnité fixée, à défaut d'accord amiable, par le juge et versée au possesseur des biens découverts de manière fortuite.

CHAPITRE II : DES RECHERCHES, DES FOUILLES ET DES DÉCOUVERTES SUBAQUATIQUES

Article 135

Les sondages, fouilles ou recherches archéologiques effectués dans les eaux territoriales nationales dans le but de mettre au jour des biens culturels tels que définis à l'article 4 ci-dessus sont soumises à l'autorisation préalable de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture qui fixera les conditions d'exécution de ces opérations.

Le dossier constitutif d'un projet doit parvenir à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, au moins trois (3) mois avant l'engagement des opérations.

Article 136

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture doit être dûment informée par les autres départements de l'Etat, les organismes publics et les entreprises de tous les grands travaux d'aménagement et de réalisation d'ouvrages publics, tels que ports, ponts et barrages, qu'ils projettent d'entreprendre.

L'avis de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture est de ce fait requis afin qu'elle émette à ce stade ses observations sur les projets transmis et les faire parvenir aux aménageurs en toute diligence et par la voie appropriée. Ces observations portent principalement sur l'étude des sites concernés et les mesures à prendre à

titre préventif aux fins de sauvegarde, de conservation et de protection des biens culturels susceptibles d'être découverts lors des aménagements envisagés.

Le dossier de projet doit comprendre l'emplacement, l'ampleur et la nature des travaux envisagés, dûment consignés dans une étude d'impact de ces aménagements sur les sites subaquatiques au sens des articles 4 et 108 de la présente loi, et parvenir à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture six (6) mois au moins avant le commencement des travaux.

Article 137

Toute personne, auteur d'une découverte fortuite de biens culturels dans les eaux territoriales nationales, que ce soit en mer, dans les lacs, cours d'eau, estuaires, marjas, marécages ou autres, est tenue de les laisser en place, sans leur porter ni dommage ni altération, et en déclarer l'existence, dans les quarante-huit (48) heures par tous les moyens aux services compétents de l'autorité en charge de la Culture ou à défaut aux autorités locales ou portuaires les plus proches.

Quiconque aura enlevé fortuitement un bien culturel de sous les eaux, doit le remettre en toute diligence aux autorités portuaires ou locales les plus proches, lesquelles dressent un procès-verbal attestant la remise du bien, délivrent une copie à l'intéressé, puis remettent le bien en question aux services compétents de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Une récompense, fixée par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, est allouée à l'auteur de la découverte.

Article 138

En cas de danger menaçant les biens archéologiques subaquatiques, les services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en charge de la culture doivent prendre les mesures préventives nécessaires lorsque l'urgence le requiert.

DE LA CRÉATION, DE LA SAUVEGARDE ET DE LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

CHAPITRE I : DE LA CRÉATION DES ÉLÉMENTS DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Article 139

Les éléments du patrimoine culturel immatériel à sauvegarder et à mettre en valeur sont légalement créés, et reconnus en conformité avec les conventions internationales, les régissant auxquelles le Maroc a souscrit, notamment la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Sont considérés au sens de l'article 4 de la présente loi, notamment les domaines du patrimoine culturel immatériel suivants :

- les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;
- les arts du spectacle ;
- les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;
- les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;
- les savoir et savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel.

Article 140

Le patrimoine culturel immatériel obéit au processus cognitif permanent des savoirs par accumulation, assimilation, reproduction, transmission et recréation de génération en génération, par les communautés, groupes et individus relevant de l'espace marocain dans ses frontières authentiques, en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et de la créativité humaine, dans leur acception locale et universelle.

Article 141

Les éléments du patrimoine culturel immatériel sont identifiés et créés à l'initiative de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, de l'autorité gouvernementale exerçant la tutelle sur des collectivités locales, des associations, des organismes et institutions spécialisés ou de toute autre personne qualifiée.

Articles 142

Il est institué, par une loi, un système des «Trésors humains vivants».

On entend par «Trésor humain vivant «toute personne reconnue pour sa possession, à un très haut niveau, de connaissances et de savoirs, de compétences et de savoir-faire, relevant du patrimoine culturel immatériel tel qu'il est défini à l'article 4 de la présente loi.

La reconnaissance du statut intuitu personae de Trésor humain vivant confère au titulaire des droits, notamment sociaux, et le soumet à des obligations à caractère déontologique et professionnel visant à garantir la vie digne du titulaire et la perpétuation des connaissances et des savoir et savoir-faire concernés.

Les Trésors humains vivants sont sélectionnés parmi les détenteurs du patrimoine culturel immatériel figurant dans le Registre national de l'inventaire mixte prévu à l'article 6 de la présente loi.

CHAPITRE II : DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Article 143

La sauvegarde des éléments du patrimoine culturel immatériel a pour objet l'étude, la sauvegarde et la conservation des expressions et matériaux culturels traditionnels. Elle concerne, notamment :

- l'étude des données recueillies par des scientifiques et institutions spécialisées pour approfondir la connaissance des éléments du patrimoine culturel immatériel ;
- les éléments du patrimoine culturel immatériel dûment identifiés font l'objet de mesures de sauvegarde appropriées de manière à en préserver la mémoire sous toutes ses formes et la transmettre aux générations futures ;
- la sauvegarde des éléments du patrimoine culturel immatériel en veillant à éviter leur dénaturation lors de leur transmission et de leur diffusion ;
- la diffusion du patrimoine culturel immatériel par tous moyens (expositions, manifestations diverses, publications, toutes formes et tous procédés et moyens de communication, création de musées ou sections de musées...) ;
- la reconnaissance des personnes ou groupes de personnes détenteurs d'un savoir dans un des domaines du patrimoine culturel immatériel.

Les dispositions du présent article sont précisées par voie réglementaire et se rapportent aux mesures de sauvegarde par :

- Inscription au registre national de l'Inventaire ;
- l'élaboration d'une politique sectorielle planifiée annuelle ou pluriannuelle pour la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel ;

- Création et/ou renforcement de structures, déconcentrées et décentralisées vouées à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel notamment celui nécessitant une sauvegarde prioritaire ;
- Implication et sensibilisation des communautés, groupes et individus concernés par le patrimoine culturel immatériel considéré ;
- Mise en place de structures appropriées de formation, d'éducation et de transmission des savoirs relatifs au patrimoine immatériel ;
- Insertion d'un enseignement relatif au patrimoine culturel immatériel au sein des établissements de l'enseignement supérieur.

Article 144

Les catégories du patrimoine culturel immatériel énumérées à l'article 139 obéissent, selon le cas, à une procédure d'inscription au registre national de l'Inventaire.

Les éléments du patrimoine culturel immatériel inscrits au registre national de l'Inventaire peuvent faire l'objet d'une reconnaissance internationale par l'inscription sur la liste représentative du patrimoine mondial immatériel. Les conditions et modalités relatives à l'inscription du registre national de l'Inventaire sont fixées par voie réglementaire.

Article 145

Il est organisé tous les deux (2) ans par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture un prix dit «Prix du Patrimoine culturel Immatériel» discerné à des entités morales ou physiques ayant fait œuvre distinctive de consécration, de protection et de valorisation des éléments du patrimoine culturel immatériel.

Les modalités d'organisation et d'attribution du prix sont fixées par voie réglementaire.

CHAPITRE III : LA VALORISATION DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Article 146

Afin que l'autorité en charge de la Culture puisse assurer le financement des opérations de protection, de sauvegarde et de mise en valeur des biens culturels immatériels, il est créé conformément à la loi et aux fins sus-visées un «Fonds de valorisation du Patrimoine culturel immatériel».

Article 147

Les ressources de ce Fonds proviennent de :

- la dotation budgétaire de l'Etat ;
- la participation des collectivités locales annuellement calculée sur la base de 1 % du montant de la TVA qu'elles perçoivent de la part de l'Etat ;
- la participation de l'autorité gouvernementale en

charge du Tourisme identique à la taxe que les hôteliers perçoivent sur les nuitées touristiques et hôtelières ;

- la participation de la Fondation nationale des musées à hauteur de 0,5 % de ses recettes annuelles ;
- les dons et legs au profit du patrimoine culturel immatériel ;
- Le mécénat culturel.

DES DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET MESURES FISCALES

CHAPITRE I : DES AIDES ET SUBVENTIONS FINANCIÈRES À DES FINS DE PROTECTION

Article 148

Si l'autorité gouvernementale en charge de la Culture le juge nécessaire, les propriétaires privés des biens culturels immobiliers et mobiliers qui entreprennent des travaux de sauvegarde, de restauration, de réhabilitation, de conservation et de mise en valeur de leurs biens peuvent bénéficier d'aides financières directes ou indirectes des organismes publics.

Ces avantages peuvent bénéficier également, aux entrepreneurs ou promoteurs immobiliers et mobiliers lorsqu'ils entreprennent des travaux de restauration, de réhabilitation et de conservation sur des biens culturels

immobiliers et mobiliers protégés, inscrits ou classés, au titre de la présente loi.

Article 149

Les biens culturels immobiliers et mobiliers culturels classés ou proposés au classement nécessitant des travaux de sauvegarde ou de protection immédiate sont ordonnés sur une liste d'urgence diligentée par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture. Cette liste est à mettre à jour une fois par an.

Les propriétaires privés des biens culturels immobiliers et mobiliers, classés ou proposés au classement, peuvent bénéficier, au cas par cas, d'une aide de l'Etat ou des collectivités locales de 30 % au minimum du coût des travaux exécutés et approuvés pour la consolidation, le confortement et/ou de gros œuvres.

Article 150

Les propriétaires privés des biens culturels immobiliers et mobiliers classés ou proposés au classement peuvent bénéficier d'une aide financière de l'Etat pour la restauration et la réhabilitation dont le taux de participation est plafonné à 50 % du coût total.

Les propriétaires privés de biens culturels immobiliers et mobiliers, classés ou proposés au classement, en bon état de conservation, peuvent bénéficier de subvention variant de 20 % à 50 % des dépenses qui seraient occasionnées par la restauration des motifs architectoniques extérieurs ou intérieurs du bien culturel.

Article 151

Les conditions et modalités des aides et subventions financières publiques consenties en vertu des dispositions de la présente loi sont arrêtées par voie réglementaire.

CHAPITRE II : DES MESURES FISCALES

Article 152

Les dépenses et les charges occasionnées par les travaux de restauration, de conservation, de réhabilitation et de mise en valeur des biens culturels classés, appartenant à l'Etat ou aux propriétaires privés ou au régime particulier des Habous et aux collectivités ethniques sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée telle que définie par le code général des Impôts.

Cet exonération est aussi consentie au profit des propriétaires qui, réalisent, conformément aux règles et normes établies, des travaux de restauration, de conservation, de réhabilitation et de mise en valeur de leurs immeubles situés à l'intérieur des sites culturels et des ensembles historiques et traditionnels ou dans d'autres secteurs sauvegardés.

Article 153

Bénéficie également de l'exonération, de la taxe sur la valeur ajoutée sur le coût des travaux, quiconque qui entreprend ou subventionne la restauration, la conservation, la réhabilitation et la mise en valeur du

patrimoine culturel appartenant à l'Etat, aux collectivités décentralisées ou à tout autre organisme public.

Article 154

L'Etat encourage le mécénat et le sponsoring culturels visant la préservation, la restauration, la conservation, la réhabilitation et la mise en valeur du patrimoine culturel. Les mesures incitatives correspondantes, notamment les exonérations fiscales et douanières, sont fixées par voie réglementaire.

Article 155

Les entreprises qui réalisent pour le compte de l'Etat ou de propriétaires privés des travaux visant la préservation, la restauration, la conservation, la réhabilitation et la mise en valeur des biens culturels classés sont exonérées, pour la fraction du bénéfice réalisée sur les travaux, de l'impôt sur les bénéfices tel qu'institué par la loi n° 17-89, relative à l'impôt sur le revenu, et la loi n° 24-86, relative à l'impôt sur les sociétés.

Article 156

Le patrimoine culturel est exonéré de toutes les autres taxes, notamment les dispositions qui régissent la fiscalité locale.

Article 157

Les avantages ci-dessus sont accordés par les services compétents relevant de l'autorité gouvernementale en

charge des Finances sur demande et présentation des pièces justificatives des dépenses, dûment authentifiées par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Article 158

Les travaux de restauration ou de réhabilitation destinés à améliorer les conditions des locaux à usage d'habitation, de commerce ou d'administration publique, situées dans des monuments historiques, n'ouvrent pas droit aux avantages fiscaux. Dans le cas d'une location, le montant nécessité par lesdits travaux peut être fixé d'un commun accord et s'il n'en a pas été décidé autrement, partagé entre le propriétaire et le locataire.

Sont exclus des mêmes avantages, les travaux de construction neuve et les travaux à caractère somptuaire.

DU DROIT DE PRÉEMPTION DE L'ÉTAT

Article 159

L'Etat peut exercer un droit de préemption -sur toute aliénation d'un bien culturel meuble ou immeuble inscrit ou classé par l'effet duquel il se trouve subrogé à l'adjudication. La déclaration d'user du droit de préemption est formulée par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture après avis urgent de la commission du patrimoine culturel et conformément aux conditions ci-après :

- Toute aliénation volontaire d'un bien culturel est subordonnée à une déclaration préalable adressée à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ;
- La décision de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture de poursuivre l'acquisition aux prix et conditions fixées devra intervenir, sous peine de forclusion, dans le délai de trente (30) jours ;
- Le même droit peut être exercé par l'Etat à la demande et au profit des collectivités décentralisées ;
- En cas de renonciation expresse ou tacite, la vente est réalisée aux prix et conditions fixées dans la déclaration ;
- Toute modification dans les conditions d'aliénation déjà fixées donne lieu à une nouvelle déclaration.

Article 160

En cas de vente aux enchères publiques, la préemption au profit de l'Etat est faite au prix de vente en principal et frais, par une déclaration de volonté adressée au greffier du tribunal de première instance du lieu de l'immeuble ou du meuble, par lettre recommandée, dans les trente (30) jours suivant la notification du procès-verbal attestant l'adjudication au profit de l'administration. L'adjudication devient définitive après notification au greffier de la décision de l'administration ou à défaut à l'expiration du délai de trente (30) jours prévu à l'alinéa ci-dessus.

Article 161

Les adouls, notaires, les conservateurs de la propriété foncière ainsi que les receveurs de l'enregistrement sont tenus de refuser de dresser, de recevoir ou d'enregistrer tout acte constatant l'aliénation des biens culturels meubles ou immeubles inscrits ou classés non assortis de la décision motivée de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture attestant sa renonciation à l'exercice du droit de préemption de l'Etat.

DU CONTRÔLE DES INFRACTIONS ET DES SANCTIONS

Article 162

Toute infraction aux dispositions de la présente loi est passible des sanctions édictées ci-après sans préjudice de toute autre sanction plus sévère prévue par le Code pénal.

CHAPITRE I : DU CONTRÔLE DES INFRACTIONS**Article 163**

Sont chargés de constater les infractions aux dispositions de la présente loi, outre les agents de l'administration en charge du patrimoine, les inspecteurs des monuments historiques et des sites, et conservateurs des monuments historiques et des sites, les conservateurs de musées, les agents de la police de la protection du patrimoine

culturel et les agents dûment habilités à cet effet par Archives du Maroc:

- Les officiers de la police judiciaire ;
- Les agents communaux qualifiés chargés du contrôle des infractions constitués en agents de police locale du patrimoine culturel ;
- Les agents habilités par l'autorité gouvernementale en charge de l'Aménagement du Territoire, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Habitat, parmi le corps des architectes, et des agents et techniciens de l'administration de l'Urbanisme ;
- Les agents des administrations chargées des Affaires Maritimes, des Eaux et Forêts pour le patrimoine subaquatique, chacune en ce qui la concerne ;
- Les agents de l'Administration des douanes, de la gendarmerie Royale et de la Police nationale, chacune en ce qui la concerne.

Article 164

Toute association légalement constituée, qui se propose par ses statuts d'agir pour la protection des biens culturels, peut porter à la connaissance des autorités administratives, toute infraction dûment constatée et établie contre un bien culturel et se porter partie civile en ce qui concerne les atteintes à la présente loi.

Elle est tenue d'informer l'autorité gouvernementale en charge de la Culture de son action.

Article 165

Les infractions à la présente loi sont constatées par des procès-verbaux transmis sans délai à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture qui prescrit l'arrêt immédiat de tous travaux portant atteinte au patrimoine culturel et saisit le Procureur du Roi compétent et lui transmet une copie desdits procès-verbaux.

Les biens culturels saisis lors du constat de ces infractions par les corps des administrations cités à l'article 163 sont restitués d'office et sur procès-verbal à l'Autorité gouvernementale en charge de la Culture.

Ils ne peuvent faire l'objet d'aucune vente publique par les procédés régis par la législation en vigueur.

CHAPITRE II : DES SANCTIONS

Article 166

Quiconque empêche ou entrave les services compétents chargés du patrimoine d'accomplir leurs missions telles que prévues aux articles 29, 31, 34, 35, 55, 56, 68, 71, 86, 89, 94, 124 et 128 de la présente loi est passible d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à une année et d'une amende de dix mille (10 000) à vingt mille (20 000) dirhams ou de l'une de ces deux peines.

Article 167

Est passible d'une peine d'emprisonnement d'un (1) mois à trois (3) mois et d'une amende de dix mille (10 000)

à vingt mille (20 000) Dirhams ou de l'une de ces deux peines et sous réserve de nullité de la vente, quiconque aliène un bien culturel, meuble ou immeuble, classé ou proposé au classement, sans en avoir informé l'acquéreur de l'existence du classement et des obligations qui en découlent. La demande en nullité est introduite soit d'office par l'administration, soit par l'acquéreur.

Est passible des mêmes peines, quiconque qui enfreint les dispositions des articles 52 et 98 et les 1er paragraphes des articles 94 et 99.

Article 168

Est passible d'une peine d'emprisonnement de six (6) mois à une année et d'une amende de dix mille (10 000) à vingt mille (20 000) Dirhams ou de l'une de ces deux peines, quiconque qui enfreint les dispositions des articles 37, 48, 51, 53, 54, 59, l'alinéa 3 de l'article 69, le paragraphe 2 de l'article 91 et le 1er paragraphe de l'article 97.

Article 169

Est passible d'une peine d'emprisonnement de trois (3) à cinq (5) ans et d'une amende de trente-cinq mille (35 000) à cent cinquante mille (150 000) Dirhams, quiconque aura intentionnellement détruit, abattu, mutilé ou dégradé, en partie ou en totalité, un bien culturel meuble ou immeuble classé ou inscrit au Registre national de l'inventaire et quiconque transgresse les dispositions des

articles 12, 42, 45, 49, 50, l'alinéa 1 et 2 de l'article 69, 72, 78, le 1er paragraphe de l'article 91, le 2ème paragraphe de l'article 99, 101, 102, 103, 113, 118 et 135.

Article 170

Toute infraction aux dispositions des articles 46, 92, 97, et 133 de la présente loi est punie d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de dix mille (10 000) à cent mille (100 000) Dirhams ou de l'une de ces deux peines.

Les mêmes peines sont ouvertes à l'encontre de quiconque aura cédé un bien meuble ou immeuble classé sans en avoir préalablement informé l'autorité gouvernementale en charge de la Culture ou aura entravé la procédure du droit de préemption de l'Etat.

Article 171

Est passible des mêmes peines, quiconque aura ordonné, autorisé ou facilité le dépeçage, le morcellement et la construction sur un terrain, recelant des vestiges archéologiques, sur un site ou dans un ensemble historique et traditionnel ou sur tout autre secteur ou zone protégée.

Le Wali, le Gouverneur ou le Président de la commune, selon le cas, doivent, sur demande de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, ordonner par arrêté la démolition de toute construction faite sur un bien culturel parmi ceux visés ci-dessus et user, si besoin,

du recours à la force publique pour réaliser aux frais de l'auteur de l'infraction tous les travaux de remise en état.

Article 172

Toute infraction aux dispositions des articles 105, 128 et 137 est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à deux ans et d'une amende de cinquante mille (50 000) à cent cinquante mille (150 000) Dirhams. Les mêmes peines sont prévues à l'encontre de quiconque aura sciemment aliéné ou acquis un bien culturel archéologique terrestre ou subaquatique.

Outre les sanctions prévues au présent article, seront saisis les outils et matériel utilisés, à l'occasion des infractions aux articles 121 et 122 de la présente loi. Sont également saisis et confisqués au profit de l'autorité gouvernementale en charge de la culture, les biens culturels mobiliers exhumés.

Article 173

Le non-respect des dispositions prescrites aux articles 94, 98 et 99 de la présente loi donne lieu au retrait provisoire ou définitif de l'autorisation de commerce.

Article 174

En cas de récidive, l'auteur de l'infraction sera condamné à une peine qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée.

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 175

Peut être procédé exceptionnellement à la levée, totale ou partielle, de la mesure de protection ou de classement, selon les cas, d'un bien culturel mobilier ou immobilier lorsque ledit bien culturel subit une perte naturelle ou lorsque l'intérêt ayant justifié sa protection ou son classement est éteint.

La levée de la mesure de protection ou de classement est prononcée par décret sur proposition de l'autorité gouvernementale en charge de la culture après avis de la commission nationale du patrimoine culturel.

Article 176

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture, après avis de la commission nationale du patrimoine culturel, peut conclure des conventions-cadre avec les départements ministériels ou toute autre entité publique ou privée concernée.

Les dites conventions-cadre sont soumises aux lois et règlements en vigueur pour en définir et conclure le contenu et les procédures.

Article 177

L'autorité gouvernementale en charge de la Culture peut recourir, après avis de la commission nationale du patrimoine culturel, conformément à la législation en

vigueur, aux procédés de gestion déléguée par la gérance, la concession ou tout autre mode approprié tel celui de l'économie mixte, permettant d'assurer la gestion du patrimoine culturel, notamment des sites et des monuments historiques.

Les modalités de la gestion déléguée susvisée sont définies par voie réglementaire.

Article 178

Des programmes de valorisation du patrimoine culturel, toutes composantes confondues, sont annuellement élaborés par l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et soumis à l'avis de la commission nationale du patrimoine culturel.

Article 179

L'Etat encourage le développement de la formation spécialisée aux métiers et professions liés aux biens culturels immobiliers par :

- L'intégration soutenue de ces métiers et professions dans le système national de la formation professionnelle ;
- La création d'établissements de formation à l'échelle régionale dédiés aux différentes filières de valorisation des biens culturels immobiliers ;
- L'ouverture de filières spécialisées d'ingénierie, du droit et de l'économie portant sur la gestion de la valorisation des biens culturels notamment immobiliers.

Article 180

Il sera constitué auprès de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et sous sa présidence un Comité chargé d'appliquer et de mettre en œuvre les dispositions de la Convention de La Haye relative à la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954, et ses deux Protocoles de 1954 et 1999. La composition dudit Comité, son fonctionnement et ses attributions sont fixés par voie réglementaire.

Article 181

Les dispositions de la présente loi sont applicables à tout bien culturel s'inscrivant sous la définition du patrimoine culturel et de ses composantes tel que indiqués dans le titre I, y compris, tous les biens culturels mobiliers exposés ou entreposés dans les musées publics et privés marocains.

Article 182

Est abrogé le Dahir n° 1-80-341 du 17 Safar 1401 (25 Décembre 1980) portant promulgation de la loi n° 22-80 relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, tel qu'il a été modifié ou complété par le dahir n° 1-06-102 du 18 Joumada I 1427 (15 juin 2006) portant promulgation de la loi n° 19-05.

Toutefois, les Dahirs, décrets et arrêtés relatifs aux biens culturels, meubles et immeubles, précédemment inscrits

ou classés conformément aux dispositions des Dahirs du 17 Rabia I 1332 (13 Février 1914), du Dahir du 11 Chaâbane 1364 (21 Juillet 1945) et du Dahir n° 1-80-341 du 17 Safar 1401 (25 Décembre 1980) portant promulgation de la loi n° 22-80 relative à la conservation des monuments historiques et des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité, tel qu'il a été modifié ou complété, restent en vigueur.

PROJET DE LOI RELATIF AUX TRESORS HUMAINS VIVANTS

PREAMBULE

Considérant la richesse et la diversité du patrimoine culturel immatériel du Maroc ;

Considérant l'importance du patrimoine culturel immatériel, témoin de la continuité de la culture marocaine et creuset de sa diversité culturelle ;

Ayant à l'esprit l'évolution universelle que connaît la notion récente du patrimoine culturel immatériel qui englobe à la fois les pratiques, expressions et représentations affirmant la conscience des nations à travers leur histoire ;

Rappelant la volonté universelle de sauvegarder le patrimoine culturel immatériel et les instruments normatifs pris par la communauté internationale à cet égard ;

Reconnaissant le rôle de l'Etat dans la sauvegarde du patrimoine culturel national en vue d'un développement harmonieux et durable ;

Reconnaissant le rôle inestimable des communautés nationales dans la création du patrimoine culturel

immatériel national et de ses détenteurs comme garants de sa transmission au fil des générations ;

Conscient de l'importance primordiale de disposer d'un mécanisme d'identification, de désignation, de consécration et de reconnaissance des détenteurs qui excellent dans l'un des domaines du patrimoine culturel immatériel ;

Eu égard aux engagements internationaux du Royaume du Maroc dans le domaine de la protection du patrimoine culturel immatériel et de ses détenteurs ;

Vue l'absence de cadre juridique réglementant la reconnaissance des détenteurs du patrimoine culturel immatériel comme mesure de sauvegarde de ce dernier et de sa transmission aux générations futures.

Vu la Constitution, notamment son préambule ;

Vu la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par l'UNESCO à Paris le 17 octobre 2003, ratifiée par le Royaume du Maroc en vertu de la loi n° 39-04 promulguée par le dahir n° 1-05-193 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006) ;

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I : LE PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

Article 1

Aux fins de la présente loi, le patrimoine culturel immatériel est l'ensemble des pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire, ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés, que les communautés, les groupes et les individus relevant de l'espace marocain dans ses frontières authentiques, reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel.

Font partie de ce patrimoine la langue, la littérature, la musique, le chant, la danse, les événements festifs, les jeux, les mythes, les rites, les coutumes, les pratiques, le savoir et le savoir-faire ancestral de l'artisanat, de l'architecture, de l'art culinaire, de la production et de la conservation des produits, de la médecine et la pharmacopée traditionnelle et de tous les autres arts ainsi que les espaces culturels, lieux d'affirmation et de perpétuation de l'identité nationale, témoins de l'enracinement de la culture marocaine et participant de son universalité.

Article 2

On entend par sauvegarde les mesures visant à assurer, dans la mesure du possible, la viabilité du patrimoine

culturel immatériel, aussi bien par l'identification, la documentation, la recherche et la préservation, que par la promotion, la mise en valeur et la transmission grâce à la reconnaissance de ses détenteurs les plus méritoires, promus au rang de Trésors humains vivants tels que définis dans ce qui suit de la présente loi.

CHAPITRE II : LES TRÉSORS HUMAINS VIVANTS

Article 3

On entend par Trésors humains vivants des personnes reconnues pour leur possession, à un très haut niveau, de connaissances et de savoirs, de compétences et de savoir-faire, relevant du patrimoine culturel immatériel tel qu'il est défini à l'article 1 ci-dessus.

Article 4

Au titre de la présente loi, il est créé un système de Trésors humains vivants qui réfère aux mesures juridiques, institutionnelles et financières nécessaires à l'identification, la reconnaissance et la valorisation des détenteurs les plus représentatifs du patrimoine culturel immatériel.

LA GESTION DU SYSTÈME DES TRÉSORS HUMAINS VIVANTS

CHAPITRE I : LES ORGANES DE GESTION DU SYSTÈME ET LEURS ATTRIBUTIONS

Article 5

La gestion du système des Trésors humains vivants est confiée à l'autorité gouvernementale en charge de la Culture, ci-après dénommée «Autorité gouvernementale».

Est créée une Commission nationale du système des Trésors humains vivants auprès de l'Autorité gouvernementale, ci-après dénommée «Commission» ; Est créé un secrétariat du système des Trésors humains vivants auprès de la Commission, ci-après dénommé «Secrétariat».

Les attributions de ces organes sont précisées ci- après.

Article 6

L'Autorité gouvernementale coordonne avec les autres départements du gouvernement concernés par les Trésors humains vivants, la mise en œuvre du système en fonction des attributions de chacun de ces départements.

Article 7

L'Autorité gouvernementale se charge de :

- mettre en place le système des Trésors humains vivants aux niveaux juridique, institutionnel et financier ;

- adopter les mesures réglementaires nécessaires au bon déroulement du travail des instances de gestion du système ;
- mettre en place et gérer les mesures financières qu'elle juge nécessaires pour la promotion des Trésors humains vivants.

Article 8

Les membres de la commission sont nommés par décret sur proposition de l'Autorité gouvernementale parmi les personnes reconnues pour leur compétence et expertise dans le domaine du patrimoine culturel.

La Commission peut faire appel aux compétences et sources d'expertise qu'elle juge utiles pour les domaines requis, et notamment des représentants des Trésors humains vivants et des experts habilités.

Article 9

La Commission est chargée de :

- élaborer et adopter son règlement Intérieur ;
- Donner un avis consultatif sur l'établissement et la mise à jour régulière des inventaires du patrimoine culturel immatériel et de ses détenteurs ;
- définir et proposer, pour une période déterminée, les aspects du patrimoine culturel immatériel au sein desquels seront désignés, en priorité, des détenteurs en qualité de Trésors humains vivants, en fonction des critères suivants :

- la valeur du patrimoine culturel immatériel comme témoignage du génie créateur humain ;
- l'enracinement du patrimoine culturel immatériel dans les traditions culturelles et sociales du pays ;
- le caractère représentatif du patrimoine culturel immatériel pour une communauté ou un groupe donné ;
- le risque de voir disparaître un patrimoine culturel immatériel ;

- appliquer les critères et les procédures de sélection, de désignation et de reconnaissance des Trésors humains vivants ;
- définir le format, le contenu, la procédure et le calendrier de proposition des candidatures ;
- procéder à la sélection des Trésors humains vivants selon les critères définis à l'article 13 ci-dessous ;
- recommander à l'Autorité gouvernementale une liste de candidats au titre de Trésor humain vivant ;
- recommander à l'Autorité gouvernementale un plan de financement du système des Trésors humains vivants ;
- veiller à ce que les Trésors humains vivants remplissent pleinement leur mission ;
- recommander à l'Autorité gouvernementale l'annulation du titre de Trésor humain vivant au cas où la personne concernée manque à ses obligations ;

- recommander à l'Autorité gouvernementale l'annulation des incitations financières accordées à l'apprenti au cas où celui-ci manque à ses engagements.

La commission est tenue de présenter à l'Autorité gouvernementale un rapport annuel sur ses activités.

Article 10

La Commission a un rôle consultatif aussi bien sur les questions relatives aux Trésors humains vivants que sur celles qui concernent le patrimoine culturel immatériel national de manière générale.

Article 11

La Commission se réunit au moins une fois par an et chaque fois que c'est nécessaire.

Les membres de la commission ont droit à des défraiements fixés par arrêté conjoint de l'autorité gouvernementale en charge de la Culture et l'autorité gouvernementale en charge des finances.

Article 12

Le secrétariat de la Commission est assuré par le service administratif chargé du patrimoine culturel relevant de l'Autorité gouvernementale.

Les attributions du secrétariat sont les suivantes :

- recevoir les candidatures, s'assurer de leur conformité

avec les dispositions requises et les transmettre à la Commission ;

- préparer les réunions de la Commission ;
- tenir à jour la documentation de la Commission et des Trésors humains vivants ;
- préparer et veiller au bon déroulement de la cérémonie de proclamation des Trésors humains vivants ;
- assurer le suivi des Trésors humains vivants pour garantir la transmission des savoirs et savoir-faire aux générations futures ;
- publier les résultats de la proclamation, des données et des études relatives aux Trésors humains vivants sur les supports appropriés à des fins d'information et de diffusion ;
- mettre les documents relatifs aux Trésors humains vivants à la disposition des chercheurs, des étudiants et du public.

CHAPITRE II : LES CRITÈRES DE SÉLECTION DES TRÉSORS HUMAINS VIVANTS

Article 13

Les critères qui président à la sélection et à la proclamation d'un Trésor humain vivant sont :

- la valeur remarquable et exceptionnelle des connaissances, savoirs et/ou savoir-faire détenus ;
- l'enracinement dans une tradition, une région ou une

école donnée et l'étendue de sa reconnaissance par la communauté à laquelle il appartient ;

- le degré de maîtrise du savoir et/ou du savoir-faire qu'il détient au regard de ses semblables à l'intérieur du même genre ou de variantes du même type de patrimoine culturel immatériel ;
- le potentiel de la personne en termes de création humaine et son aptitude à continuer à développer ses connaissances, ses savoirs et/ou ses savoir-faire ;
- la volonté de la personne et son aptitude à transmettre ses connaissances, ses savoirs et/ou ses savoir-faire aux générations futures.

FINANCEMENT DU SYSTÈME DES TRÉSORS HUMAINS VIVANTS

Article 14

L'Autorité gouvernementale étudie les modalités de prise en charge financière du système des Trésors humains vivants dans le cadre du Fonds national pour l'action culturelle (FNAC).

Article 15

Outre les ressources du Fonds national pour l'action culturelle, l'Autorité gouvernementale fait appel à toutes contributions publiques et privées qu'elle juge nécessaires pour la gestion, la promotion et la pérennisation du système des Trésors humains vivants.

Article 16

L'utilisation des ressources dédiées au système des Trésors humains vivants est décidée sur la base des orientations de la Commission telles qu'approuvées par l'Autorité gouvernementale.

LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DES TRÉSORS HUMAINS VIVANTS

Article 17

Toute personne proclamée Trésor humain vivant bénéficie de ce qui suit :

- des honneurs et de la reconnaissance que lui confère le titre ;
- d'incitations matérielles et financières correspondant à son engagement pour la sauvegarde du patrimoine qu'elle détient et sa transmission aux générations futures.

Article 18

Toute personne proclamée Trésor humain vivant est tenue de :

- veiller à l'amélioration continue de son savoir et/ou savoir-faire ;
- assurer la transmission de son savoir et/ou savoir-faire à des apprentis ;
- collaborer avec les organes en charge du système des Trésors humains vivants pour la sauvegarde, la

transmission et la valorisation du savoir et/ou savoir-faire qu'elle détient ;

- contribuer à diffuser auprès du public le plus large le fruit de son savoir et/ou savoir-faire ;
- contribuer à la production de documents et d'archives du patrimoine culturel immatériel concerné sur tous les supports appropriés.

L'APPRENTI

Article 19

On entend par apprenti une jeune personne qui entreprend, sous la responsabilité d'un Trésor humain vivant, un apprentissage en vue de l'acquisition d'un savoir et/ou d'un savoir-faire du patrimoine culturel immatériel. Il est choisi par le Trésor humain vivant lui-même et après accord de la Commission.

Article 20

L'apprenti doit suivre un apprentissage d'une durée de trois ans maximum. L'apprentissage est soumis au suivi et au contrôle de la Commission des trésors humains vivants et du représentant régional de l'Autorité gouvernementale.

Article 21

L'apprenti bénéficie d'incitations financières correspondant à son engagement en vue de l'acquisition

d'un savoir et/ou d'un savoir-faire. Le nombre d'apprentis par Trésor humain vivant peut varier d'un domaine à l'autre.

Toutefois, les incitations financières ne peuvent bénéficier qu'à un nombre de trois apprentis maximum.

Article 22

L'apprenti est tenu de respecter le processus d'apprentissage. En cas de non respect de son engagement, il est déchu de ses droits.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23

Aucune candidature ne saurait être présentée sans le consentement préalable et dûment prouvé du détenteur concerné.

Article 24

En cas de non respect par le Trésor humain vivant de ses obligations, l'Autorité gouvernementale procède, sur proposition de la Commission, à l'annulation du titre de la personne concernée.

Article 25

Le titre de Trésor humain vivant est un statut *intuitu personae* dont ne peuvent bénéficier les héritiers ou autres ayants-droits une fois son détenteur décédé.



PROJET DE DÉCRET PORTANT INSTITUTION DE LA COMMISSION NATIONALE ET DES COMMISSIONS RÉGIONALES DES MONUMENTS HISTORIQUES ET DES SITES

Article 1

Est instituée une commission régionale des monuments historiques et des sites au niveau de chaque direction régionale de la culture chargée de :

- Emettre son avis conformément aux lois et règlements en vigueur en matière de protection des monuments historiques et des sites et des objets d'art et d'antiquité, sur les demandes :
 - d'autorisation des travaux de construction, de restauration, de réhabilitation, de démolition et de déboisement ;
 - d'avis préalables aux plans, projets et travaux d'aménagements et des études d'impact.
- Apporter son concours dans toute opération relative à l'inventaire, à l'inscription, au classement et au déclassement des monuments historiques et des sites.

La commission régionale des monuments historiques et des sites, dont les membres sont désignés par l'autorité gouvernementale chargée de la culture, comprend le directeur régional de la culture, président, l'inspecteur des monuments historiques, trois cadres du patrimoine dont deux conservateurs des monuments historiques, un urbaniste lorsque l'avis de la commission est requis

pour les questions relatives aux plans, projets et travaux d'aménagements et études d'impact, exerçant en priorité dans le ressort territorial de la région concernée.

Article 2

La commission régionale des monuments historiques et des sites arrête sa position par consensus lors de l'instruction des demandes citées à l'article premier.

Dans le cas où la commission régionale des monuments historiques et des sites est dans l'incapacité d'arrêter une position commune, les demandes précitées sont soumises à la commission nationale des monuments historiques et des sites citée à l'article 3 ci-après qui les instruit en dernier ressort.

Article 3

est instituée également une commission nationale des monuments historiques et des sites au niveau de l'administration centrale du département de la culture chargée de :

- Instruire en dernier ressort les demandes d'autorisations et des avis préalables précités, dans le premier article ;
- Etudier et instruire le cas échéant, toutes les demandes d'inscription, de classement et de déclassement ;

- Instruire les protocoles d'accord et de coopération nationaux et internationaux en matière de recherches archéologiques sur le territoire national.
- Etudier les demandes d'autorisation de prospection et de fouilles archéologiques en milieu terrestre ou dans les eaux intérieures ou territoriales.

Les membres de la commission nationale des monuments historiques et des sites sont désignés par l'autorité gouvernementale chargée de la culture comme suit :

- Le directeur du patrimoine culturel, président ;
- Le directeur de l'institut national de l'archéologie et des sciences du patrimoine ou son représentant, membre ;
- Le chef de la division en charge des interventions techniques, membre ;
- Un conservateur des monuments historiques et sites ; membre ;
- Un architecte, membre ;
- Un urbaniste, membre.

Le président de la commission nationale peut faire appel à titre consultatif à un ou plusieurs experts pour éclairer les décisions de la commission.

Article 4

Les actes instruits par la commission nationale et les commissions régionales des monuments historiques et des sites sont visés conformément aux dispositions de l'article 6 ci-après.

Article 5

Un rapport trimestriel relatif aux travaux des commissions régionales des monuments historiques et des sites est transmis au directeur du patrimoine culturel pour évaluation.

Un rapport annuel de synthèse des travaux des commissions régionales et de la commission nationale est établi par le président de la commission nationale avant le 15 janvier de l'année suivante.

Article 6

Délégation de signature est donnée aux personnes dont les noms et le ressort territorial de compétence sont indiqués dans le tableau joint au présent arrêté, à l'effet de prendre les actes énumérés ci-après dans les conditions prévues dans les articles 2 et 3 du présent arrêté :

- autorisation pour la restauration ou la modification d'un immeuble classé ;

- autorisation pour apporter quelque modification qu'elle soit, notamment par lotissement ou morcellement, à l'aspect des lieux compris à l'intérieur du périmètre de classement;
- autorisation pour l'installation de lignes électriques ou de télécommunications extérieures ou apparentes, si elle n'est pas interdite expressément par l'acte administratif prononçant le classement de l'immeuble;
- autorisation pour l'apposition des affiches dites panneaux-réclames, affiches-écran ou affiches sur portatif spécial et, d'une manière générale, de toutes affiches ou enseignes quels qu'en soient la nature et le caractère, imprimées, peintes ou constituées au moyen de tout autre procédé sur l'immeuble classé ;
- réception de l'avis préalable aux travaux pour la restauration ou la modification par le ou les propriétaires d'immeuble inscrit ;
- autorisation d'établissement d'ouvrages d'intérêt public intéressant tout ou partie des immeubles classés : monuments historiques ou naturels, sites urbains ou naturels à caractère artistique, historique, légendaire, ou pittoresque, ou intéressant les sciences du passé et les sciences humaines en général, zones entourant les monuments historiques après avis de l'autorité gouvernementale chargée de l'Urbanisme.

Article 7 : Le ministre de la culture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin Officiel.

| PROJET DE DÉCRET SUR LES MUSÉES

CHAPITRE I : DÉFINITIONS

Musée : Est considéré comme un musée au sens du présent décret, toute institution culturelle permanente qui a pour mission d'acquérir, d'inventorier, de conserver, de mettre en valeur des objets et des biens culturels mobiliers, de rendre ces collections accessibles au public et de contribuer au progrès de la connaissance et de la recherche s'y rapportant. Ces collections peuvent être de caractère historique, archéologique, ethnographique, artistique, scientifique, technique ou ayant toute autre valeur culturelle.

Registre national des musées du Maroc : Document officiel d'enregistrement des musées autorisés au Maroc, disposant ou non du label « Musée du Maroc ». Il décrit l'évolution de la situation de chaque musée (Adresse, superficie, nom du responsable, nombre de pièces et de collections et nombre de visiteurs par année) et des décisions administratives le concernant.

CHAPITRE II : COMITÉ DES MUSÉES DU MAROC

Article 1

L'autorité gouvernementale chargée de la culture met en place un « Comité des musées du Maroc », nomme son président et ses membres, et établit les procédures destinées à autoriser l'ouverture ou la fermeture d'un musée, et à octroyer ou retirer le label « Musée du Maroc ».

Article 2

Le « comité des musées du Maroc » est composé de représentants du ministère de la culture, de la Fondation Nationale des Musées, de conservateurs ou responsables de musées et d'experts issus de l'Institut National des Sciences de l'Archéologie et du Patrimoine (INSAP) ou des universités.

CHAPITRE III : CONDITIONS POUR L'OUVERTURE ET LA FERMETURE D'UN MUSÉE

Article 3

L'ouverture de tout musée est soumise à une procédure d'autorisation.

Article 4

Toute personne physique ou morale, ayant un statut juridique conforme à la législation marocaine, porteuse d'un projet d'ouverture d'un musée doit présenter au Ministère de la Culture une demande d'autorisation accompagnée des documents suivants :

Pour l'ensemble des demandeurs :

- Le plan détaillé du bâtiment destiné à abriter le musée ;
- Un descriptif précis des collections muséales objet de l'exposition au musée ;
- La ventilation de l'investissement à réaliser ;
- Le programme d'action relatif au projet pour les 3 années qui suivent l'ouverture du musée ;

- Une déclaration sur l'honneur attestant que les collections qui seront exposées au musée sont légalement acquises ;
- Le cahier des charges mis à la disposition des porteurs de projets portant notamment sur les engagements pris relativement à l'accessibilité au public et sur la diffusion de l'information sur les collections exposées, dûment signé.

Pour les personnes morales :

- Les documents légaux de la personne morale.
- Pour les personnes physiques et pour le principal responsable des personnes morales :
- Une photocopie de la carte d'identité nationale ;
- Une photocopie du casier judiciaire ou équivalent ;
- Une déclaration attestant les lieux de résidence et des professions exercées pendant les 5 années antérieures à la date du dépôt du dossier.

Article 5

L'autorité gouvernementale chargée de la culture, procède après validation du dossier du porteur de projet et constatation de la signature du cahier des charges par le comité des musées du Maroc, à l'inscription du musée sur le registre national des musées du Maroc, et émet une décision ministérielle d'autorisation d'ouverture au demandeur.

Le Porteur du projet doit aviser l'autorité gouvernementale chargée de la culture de la date d'ouverture du musée au

public, au moins une semaine à l'avance par voie postale recommandée avec accusé de réception.

Article 6

Le comité des musées du Maroc procède annuellement au suivi de l'état des musées autorisés et au contrôle scientifique et technique des collections qui y sont exposées ou conservées, et s'assure du respect des propriétaires des musées autorisés des engagements pris dans le cahier des charges. En cas de non respect des clauses signées, le comité des musées du Maroc interpelle les propriétaires des musées autorisés pour réaliser, dans un délai déterminé qui ne peut dépasser 6 mois, la conformité au cahier des charges. A l'expiration du délai, le comité procède au contrôle et remet un rapport à l'autorité gouvernementale chargée de la culture et lui recommande la suspension provisoire de l'autorisation, la levée de la dite suspension ou la fermeture du musée, selon le cas.

Article 7

Sur recommandation du comité, l'autorité gouvernementale chargée de la culture peut procéder par décision ministérielle au retrait provisoire de l'autorisation octroyée au musée, prononcer la levée du dit retrait provisoire ou décider de la fermeture définitive du musée.

CHAPITRE IV : LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RETRAIT DU LABEL « MUSÉE DU MAROC »

Article 8

L'autorité gouvernementale chargée de la culture crée un label de qualité sous la dénomination « Musée du Maroc » destiné aux musées autorisés qui en reçoivent l'octroi. La réception dudit label rend les musées récipiendaires éligibles au soutien scientifique, technique et financier de l'Etat et des collectivités territoriales.

Article 9

Les musées autorisés peuvent présenter une demande de labellisation au « Comité des musées du Maroc » accompagné d'un dossier démontrant la satisfaction des exigences suivantes :

- Disposer d'un bâtiment adapté pour abriter le musée et ce, en conformité avec les normes internationales en vigueur dans le domaine des musées ;
- Disposer de collections muséales permanentes composées d'objets et de biens dont la conservation et la présentation au public revêtent un intérêt particulier ;
- Avoir la capacité d'enrichir la collection d'une manière permanente par l'acquisition et l'exposition d'autres collections ;
- Avoir la capacité de réaliser les missions suivantes :
 - Procéder à l'inventaire global des objets,

l'établissement et la mise à jour des registres et de fiches d'inventaire les concernant,

- Conserver et restaurer les objets de manière professionnelle, les protéger contre toute atteinte probable et mettre en œuvre des mesures de conservation adéquates pour ces objets,
- Présenter les objets de collections de manière à mettre en valeur leur esthétique, et en faciliter l'accès et la connaissance au public,
- Organiser des activités tendant à la sensibilisation, l'éducation, la diffusion du savoir-faire existant dans le domaine muséologique,
- Contribuer au progrès de la connaissance et de la recherche dans le domaine et leur diffusion.
- Désigner un conservateur qualifié, chargé à plein temps de la gestion du musée, lauréat d'un institut ou d'une école spécialisée dans le domaine muséologique patrimonial ou justifiant d'une expertise dans ce domaine.

Article 10

Le comité des musées du Maroc, visé à l'article 2 a pour mandat de :

- Recevoir et étudier les demandes d'octroi du label ;
- Faire le suivi de la gestion des musées labellisés ;
- Effectuer le contrôle périodique sanctionné par un rapport et l'interpellation du propriétaire du musée labellisé sur cette base pour corriger les irrégularités

ou les imperfections constatées dans un délai déterminé ;

- Recommander l'octroi ou le retrait du label sur la base des critères énumérés à l'article 9.
- Proposer et valider la signalétique du label ;
- Produire un rapport annuel sur ses travaux.

Article 11

L'autorité gouvernementale chargée de la culture peut sur recommandation du comité, octroyer le label « Musée du Maroc » ou prononcer son retrait par arrêté publié au Bulletin Officiel. L'octroi ou le retrait du label est consigné dans le registre national des musées du Maroc.

Article 12

L'affichage de l'appellation « Musée » ou du label « Musée du Maroc » ou leur utilisation à des fins de communication ou de commercialisation en contravention avec le présent décret équivaut à une publicité trompeuse, et expose son auteur aux sanctions prévues par la loi.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 13

Les musées ouverts avant la date d'entrée en vigueur du présent décret disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les dispositions du chapitre I du présent



décret. A l'expiration de ce délai, les musées demeurés non conformes seront fermés par décision de l'autorité gouvernementale chargée de la culture.

Article 14

Le ministre de la culture se charge de l'exécution du présent décret qui sera publié au Bulletin Officiel.

La Vision Patrimoine 2020 est d'une ambition sans précédent. Par la philosophie volontariste et moderniste qui la sous-tend, par la rigueur de sa méthodologie, par la mobilisation d'investissements colossaux qu'elle appelle, elle se présente comme une mise à niveau du secteur qui a souffert de plusieurs décennies de léthargie et une projection dans l'avenir avec une approche et une gouvernance qui feront du patrimoine un secteur économique à part entière et une fierté pour le Maroc et les marocains.

La réussite de cette stratégie pose le défi de réunir les conditions nécessaires à sa mise en œuvre. Ces conditions sont au nombre de trois :

-La première est d'en assurer le financement. En effet, le lancement des chantiers et la réalisation des projets programmés exigent un financement conséquent pour faire face aux besoins en investissement et en ressources humaines. Sur le plan pratique, ce financement peut être assuré par la conjugaison des efforts des principaux intervenants dans le secteur. A commencer par le gouvernement qui devrait décider d'un renforcement exceptionnel du budget du Ministère de la Culture pour le faire passer de 0.25 % à 1% à l'horizon 2020. Cet acte d'une portée politique décisive serait soutenu par l'augmentation des ressources propres du département grâce aux recettes habituelles du Ministère, aux redevances de la gestion déléguée, à la quote-part perçue sur diverses taxes, aux dons et à l'appui de la coopération nationale et internationale.

-La seconde est d'améliorer la gouvernance, d'abord par la refonte de l'architecture de l'organigramme du Ministère de la Culture pour qu'il réponde aux besoins de la Vision Patrimoine 2020, tant pour les services centraux que déconcentrés : création et structuration des conservations régionales et des commissions nationales et régionales du patrimoine culturel, création de la commission sur la diversité culturelle, restructuration du département du patrimoine culturel en lui transférant les structures existantes des festivals patrimoniaux et des manuscrits et en renforçant ses services par la création de services pour la gestion du fonctionnement des conventions internationales, l'économie du patrimoine, le suivi et l'évaluation des indicateurs de performance, etc.

-La troisième est de réussir la coordination des projets qui requièrent l'intervention de plusieurs partenaires : conseils élus, départements ministériels, société civile, etc. En effet, la transversalité de certaines actions pose le défi de résoudre des contraintes multiples liées aux procédures, aux zones grises de la loi, à la disponibilité des moyens financiers, au déphasage des calendriers, à l'adhésion de la société civile, etc.

Le Ministère de la Culture, conscient de l'importance des enjeux et des contraintes, demeure motivé pour réaliser cette stratégie pour permettre au secteur du patrimoine de jouer pleinement son rôle et de participer activement au développement de l'économie régionale et nationale.



www.minculture.gov.ma.